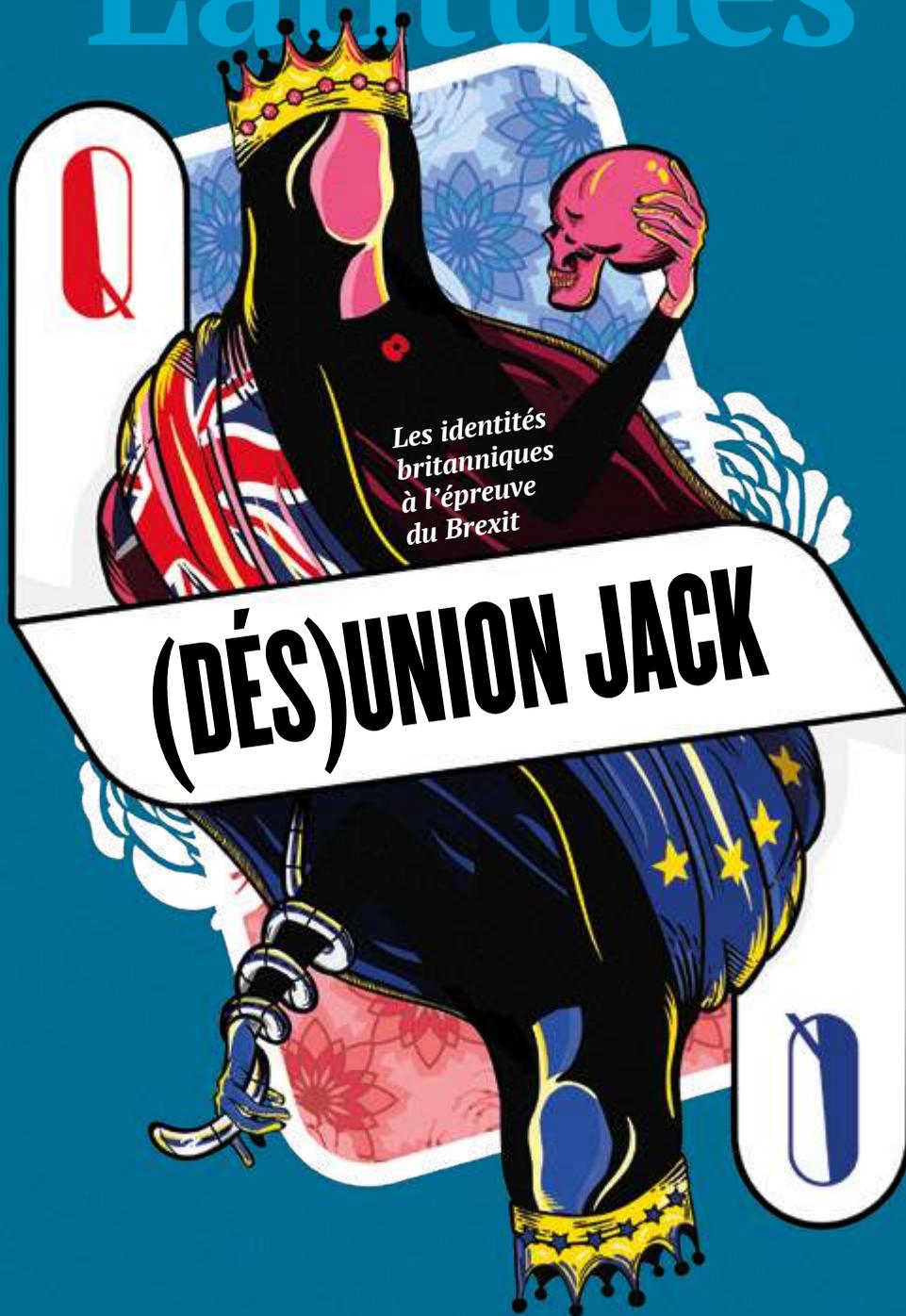


FRAGMENTÉES + ABANDONNÉES  
MÉTISSEES + DIVISÉES



# Latitudes



Les identités  
britanniques  
à l'épreuve  
du Brexit

## (DÉS)UNION JACK



10 ans

Prépa EDC



En 2019

La Prépa égalité des chances  
fêtera ses 10 ans.

La Prépa égalité des chances a soutenu et a accompagné 200 jeunes dans la réussite aux concours des grandes écoles de journalisme.

Chaque année, elle accueille et prépare gratuitement 20 étudiants boursiers et inscrits en 3e année de licence aux concours des écoles de journalisme reconnues par la profession.



## Île était une fois...



Latitudes #14

LE 23 JUIN 2016, les Britanniques ont décidé de quitter l'Union européenne. Depuis, nombre de dossiers ont été publiés sur le sujet, des dizaines d'émissions ont été consacrées à la question. Partout, mais peut-être particulièrement dans les médias, on s'interroge des conséquences de ce vote, désastreuses pour les uns, salvatrices pour les autres.

De la banlieue de Londres aux Shetland écossais, de la frontière irlandaise à Gibraltar, nous sommes partis à la rencontre des Britanniques, mais aussi des non-Britanniques qui vivent outre-Manche, pour qu'ils nous racontent leur Brexit. Nous nous sommes rendu compte que l'Union européenne était souvent (trop) loin de leurs préoccupations. Mais pour beaucoup, choisir de quitter cette institution, qu'ils ne comprennent pas et dont ils acceptent mal l'autorité, ne signifie pas rejeter l'Europe ni les Européens.

À tous, qu'ils soient pour ou contre, le résultat de cette consultation populaire pose deux questions : qui sommes-nous ? Et qui voulons-nous être ? Loin du tumulte institutionnel et des va-et-vient incessants entre Londres et Bruxelles, ce sont ces multiples facettes de l'identité britannique que nous avons voulu explorer dans ce magazine. Bonne lecture. ✕

— Les étudiants de la 93<sup>e</sup> —

**Corinne Vanmerris** directrice des études de l'ESJ-Lille

L'HISTOIRE A COMMENCÉ au printemps 2018, et elle se résumait à deux syllabes : bre-xit. Ce serait le thème de leur projet de promo, Latitudes n°14. Tout était calé, le déplacement des étudiants à Londres mi-novembre (une jolie force de frappe de près de 60 journalistes), ainsi qu'un partenariat avec l'Université de Kingston. On s'orientait vers ce que notre jargon qualifie de « froid », des sujets magazine

dans l'air du temps plus que l'agitation d'une rédaction en prise avec l'actu.

Theresa May, la Première ministre britannique, et les négociateurs de Bruxelles en ont décidé autrement. Le 13 novembre, alors que la 93<sup>e</sup> promo était sur place, on apprenait qu'un projet d'accord était trouvé entre les deux parties. Comme il n'est pas interdit aux journalistes d'avoir de la chance, les étudiants sont partis sur le terrain pour

suivre les poussées de fièvre d'un événement qui a ébranlé le gouvernement. La BBC s'est affichée sur les écrans de la salle de rédaction, et ils sont passés en mode « live ».

Même si, dans la revue, on n'a pas fait exploser le cadre, sans doute trouve-t-on, au fil des pages, l'énergie et l'excitation qui se sont emparées des étudiants quand l'actualité est venue frapper à la porte. À vous d'en juger. ✕



**Grand entretien**

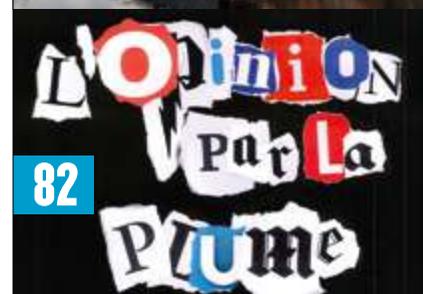
- 04 « *Le Brexit a provoqué des cassures entre générations et entre riches et pauvres.* »  
Une interview de **Lord Kerr**
- 06 **Chronologie**  
Je t'aime, moi non plus...

**I – Identités fragmentées**

- 08 **Long format** (London)Derry, refrain de la désunion
- 14 L'avortement pris en otage par les unionistes
- 15 Aux Malouines, « un no-deal serait catastrophique »
- 16 Shetland et Orcades en eaux tempérées
- 20 **Arrêt sur image** Unis dans toutes les tragédies
- 22 L'Union Jack, entre politique et pop culture
- 23 Écosse : « Le Brexit a renforcé mes convictions indépendantistes »
- 24 À Gibraltar, « plus britanniques que les Britanniques »
- 25 Jeux en ligne à Gibraltar, le risque du game over
- 27 British ? No, English !
- 28 Valentina Greenwood, anglaise malgré elle
- 29 Le cri de détresse des vallées galloises
- 32 La campagne française, the place to be ?

**II – Identités métissées**

- 34 **Long format**  
Les religions faith to face
- 40 **V.O.** Goodbye European Union, hello Commonwealth?
- 41 Ces migrants asiatiques disent « Leave » à ceux de l'Europe
- 43 La course à la régularisation des Italiens
- 44 Génération Windrush, les « indésirables »
- 46 **Arrêt sur image**  
« On ne vole pas le travail ! »
- 48 Les Polonais, boucs émissaires résignés ?
- 50 Devenir citoyen anglais, un baptême so british
- 52 Expatriés, ils se sentent « mis à l'écart »



- 53 À Barking-et-Dagenham, les fêlures du multiculturalisme
- 55 God save the foot

**III – Identités abandonnées**

- 58 **Long format**  
À Wigan, les visages du Brexit
- 64 Edward Guinness, aristocrate presque normal
- 65 Les Cornouailles : loin de l'Europe, près de la Bretagne
- 68 **Arrêt sur image** L'avenir incertain des fermes galloises
- 70 Les pêcheurs britanniques laissés à quai
- 72 **V.O.** The art industry without the EU: a bittersweet situation

- 73 Renvoyer le Brexit à la niche
- 74 À Fordwich, le vote est — vraiment — secret
- 76 Les Northern Lensois, ces supporters sans frontières
- 77 **V.O.** Brexit, a time of regression for the rainbow community
- 78 À Birmingham, la perpétuelle transformation
- 80 Quand la crise politique devient celle de l'esprit

**IV – Identités divisées**

- 82 **Long format**  
L'opinion par la plume
- 88 Les Tories se fracturent sur l'Europe
- 89 « Les idées de l'extrême droite sont devenues mainstream »
- 90 Pour le UKIP, des lendemains qui déchantent
- 92 Même pas enclenché, déjà au musée
- 93 Européens jusque dans la peau
- 94 **Arrêt sur image** Durs désaccords sur le projet d'accord
- 96 Fin de l'Union, divorce des générations
- 97 « La Reine est le symbole d'une institution populaire »
- 98 Européens de la dernière heure
- 100 « Les artistes devraient soutenir le Brexit »
- 101 À Manchester, le monde musical a le blues
- 102 **V.O.** Nothing compares to EU: how Britain's bitter divorce from the EU is leaving couples in turmoil
- 103 « Nous voyons les Anglais comme des gens de notre famille »
- 105 Clotted cream : le débat qui déchire l'Angleterre
- 106 L'humour british à la sauce pro-Brexit
- 107 Dracula, Nessie et Harry Potter s'inquiètent d'un avenir sans l'Union européenne

**Last but not least**

- 108 Les jeux
- 110 Glossaire
- 111 Ours
- 112 Multimédia

# « Le Brexit a provoqué des cassures entre générations et entre riches et pauvres »

Le 29 mars 2016, le Royaume-Uni active l'article 50 du traité de Lisbonne. Ironie : c'est John Kerr, un Britannique europhile, qui a rédigé, en 2002, ces lignes permettant à un État membre de quitter l'Union européenne.

Entretien réalisé à la Chambre des Lords  
par [Emeline Vin](#), [Andreea Dulgheru](#)  
Twitter [@EmelineVin](#) Photo [DR](#)

**Latitudes** Vous êtes l'auteur de l'article qui a permis à votre pays d'enclencher le mécanisme de sortie de l'Union européenne (UE). Avez-vous des regrets ?

**Lord John Kerr** Même avant la création de l'article 50, il était possible de quitter l'UE. Il suffisait de ne plus assister aux sommets, de ne plus contribuer au budget... Mais sur le plan légal, il n'y avait aucune possibilité. Entre 2002 et 2003, l'euroscpticisme est apparu en Autriche, comme c'est le cas aujourd'hui en Hongrie avec Viktor Orbán ou en Italie avec Matteo Salvini.

Pour prendre des mesures envers l'Autriche, l'UE a envisagé de retirer au pays son droit de vote au nom des valeurs européennes d'éducation, de liberté de la presse et d'expression... Mais la crise a fini par s'éteindre d'elle-même. Nous nous sommes alors demandé ce qu'il se passerait si un gouvernement militaire arrivait à la tête d'un des États membres. L'UE retirerait au pays son droit de vote [les traités autorisant la Commission européenne à prendre des mesures en cas de violation de l'État de droit, *ndlr*], mais ce pouvoir militaire aurait alors un excellent prétexte pour claquer la porte. Et ensuite ?

**Latitudes** C'est donc la raison pour laquelle vous avez rédigé cet article ?

**JK** Oui, pour que chacun puisse partir sans faire trop de dégâts. Dans une institution mature, il est raisonnable d'envisager la

séparation. Toute union doit être volontaire. Mais je ne pensais pas que mon pays serait le premier à activer cette mesure. J'ai vécu à Bruxelles, j'ai une belle-fille polonaise, une autre française. Et je suis un fervent défenseur de la diplomatie britannique, tout en étant profondément écossais ! Les identités européenne, nationales, régionales ne sont pas exclusives.

**Latitudes** Vous considérez que l'immigration bénéficie au Royaume-Uni. Toutefois, le rejet des immigrés a pesé dans le référendum de juin 2016.

**JK** Nous sommes une nation d'immigrés. Ils ont énormément apporté à notre pays. Au pays de Galles, les mines ont prospéré grâce à la main-d'œuvre venue d'ailleurs. Et pourtant, les Gallois ont voté pour quitter l'UE, persuadés que la Grande-Bretagne était envahie d'immigrants asiatiques. Ceux-ci n'ont rien à voir avec l'UE ! Mais j'admets que l'argument migratoire a clairement permis au camp du *Leave* de l'emporter. David Cameron [Premier ministre conservateur au moment du vote, *ndlr*] ne l'avait pas prévu. Avant le référendum, il a négocié des concessions avec l'UE et en a obtenues plus qu'espéré. Mais l'immigration ne faisait pas partie du programme...

Pour l'opinion, cette question est associée à l'austérité, une autre raison de la victoire des euroseptiques. Les gens pensent que les travailleurs immigrés tirent les salaires vers le bas. Ineptie ! Prenez l'exemple d'Amazon. Aucun Britannique n'accepterait des salaires aussi peu élevés. Ce sont donc les immigrés qui occupent les postes.

**Latitudes** Un retour dans l'Union européenne est-il envisageable ?

**JK** L'article 50 du traité de Lisbonne manifeste simplement « l'intention » d'un État membre de se retirer de l'UE. Il ne l'oblige pas légalement à le faire. Si nous sortons de l'Union, il faudra plusieurs décennies pour que l'on revienne. Nous n'allons pas admettre que nous avons eu tort. Notre gouvernement fera comme si tout allait bien.

Aussi, la jeune génération, celle qui a profité du programme d'échange étudiant Erasmus, racontera à ses enfants comment aurait été la vie si le Royaume-Uni n'avait pas quitté l'Union. Puis, un jour, nous reviendrons. L'UE ne sera pas rancunière, nous serons traités comme tous les autres membres. Nous perdrons toutes les concessions que nous avons acquises par le passé.

**Latitudes** Aujourd'hui, vous militez, au sein de l'organisation People's Vote, pour la tenue d'un second référendum. Pourquoi ?

**JK** Les sondages montrent qu'une majorité est désormais favorable au maintien. La

« Toute union

doit être

volontaire »

Lord Kerr

**Chambre des Lords, Londres.** John Kerr était ambassadeur du Royaume-Uni aux États-Unis et en Russie avant de rédiger l'article 50. Il siège à la Chambre des Lords depuis 2004.

vis-à-vis des Anglais. Et en conséquence, certaines volontés indépendantistes se font à nouveau entendre.

**Latitudes** Est-ce le cas en Irlande et en Écosse, par exemple ?

**JK** La question de la frontière irlandaise ne devrait même pas émerger. Theresa May doit respecter l'accord du Vendredi saint [qui a mis fin aux affrontements en 1998, *ndlr*]. D'ailleurs, c'était une erreur de sa part de s'allier au DUP. En Irlande du Nord, il n'y a pas de gouvernement à cause de l'opposition entre les deux principaux partis, le DUP et le Sinn Féin [parti indépendantiste, *ndlr*]. Aux yeux des dirigeants du Sinn Féin, Theresa May survit uniquement grâce au DUP. En clair, c'est une situation très dangereuse !

Il suffit d'un rien pour qu'elle redevienne explosive. En Écosse, le SNP [parti nationaliste écossais, à l'origine du référendum de 2014 sur l'indépendance de l'Écosse, *ndlr*] aime avoir ses raisons pour se

question posée lors de ce référendum serait quelque chose comme : « *Maintenant que vous voyez ce à quoi ressemble le Brexit, le voulez-vous vraiment ?* » Mais un second vote aggraverait nos fractures sociales, prolongerait l'incertitude. Ce serait affreux, certes, mais pas autant qu'une sortie de l'UE contre la volonté du peuple.

**Latitudes** Quelles fractures le Brexit a-t-il provoquées au sein de la société britannique ?

**JK** D'abord, des cassures entre générations : les plus de soixante ans soutiennent la sortie de l'UE, alors que les moins de trente ans veulent rester. Ils sont même les premiers à contester le Brexit. Ce dernier

accentue aussi l'opposition entre les riches et les pauvres.

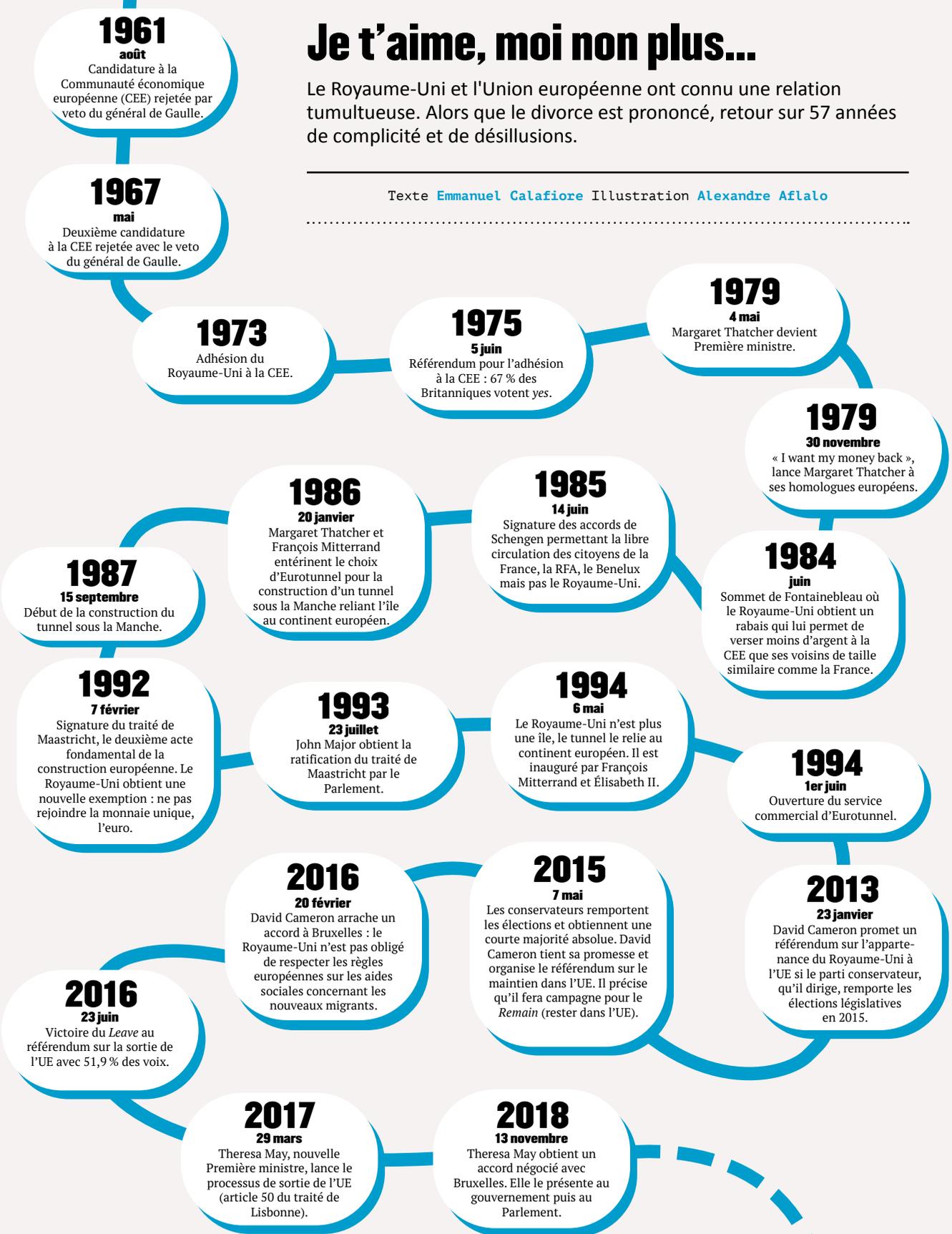
Quand on analyse le vote, Londres s'oppose clairement aux territoires défavorisés du Royaume-Uni. Et cet écart pourrait s'accroître encore. Dans les Midlands, au nord-est de l'Angleterre, par exemple, les gens souffriraient beaucoup des délocalisations. Enfin, les différences entre les quatre nations britanniques sont exacerbées. Le pays de Galles voulait partir mais a changé d'avis. L'Écosse voulait rester. L'Irlande du Nord aussi, mais ce n'est pas ce que défend le Democratic Unionist Party [DUP, parti unioniste nord-irlandais appartenant à la coalition au pouvoir, *ndlr*]... Partout, on ressent une certaine colère

plaindre de Londres. Donc il ne pouvait pas rêver mieux que le Brexit ! Mais, pour l'instant, il est admis là-bas que la question européenne est plus importante que l'indépendance de la région. Nicola Sturgeon, la Première ministre écossaise, attend le moment propice pour convoquer un deuxième référendum sur le divorce avec le royaume [après qu'une majorité s'est prononcée sur le maintien en 2014, *ndlr*]. Elle a tiré les leçons de l'indépendantisme québécois. Après un second revers, l'idée d'un « Québec libre » a été enterrée. Perdre deux fois, c'est décisif. Sturgeon organisera un autre référendum seulement si elle est certaine de gagner. Or, si le Brexit tourne mal, cela pourrait jouer en sa faveur. ✘

# Je t'aime, moi non plus...

Le Royaume-Uni et l'Union européenne ont connu une relation tumultueuse. Alors que le divorce est prononcé, retour sur 57 années de complicité et de désillusions.

Texte Emmanuel Calafiore Illustration Alexandre Aflalo



## IDENTITÉS

# F r a g -

*Angleterre, Écosse, Irlande du Nord, pays de Galles : quatre nations aux singularités réveillées.*

p8  
**LONG FORMAT**  
(London)Derry, refrain de la désunion

p14  
L'avortement pris en otage par les unionistes

p15  
Aux Malouines, « un no-deal serait catastrophique »

p16  
Shetland et Orcades en eaux tempérées

p20  
**ARRÊT SUR IMAGE**  
Unis dans toutes les tragédies

# m e n -

p22  
L'Union Jack, entre politique et pop culture

p23  
Écosse : « Le Brexit a renforcé mes convictions indépendantistes »

p24  
À Gibraltar, « plus britanniques que les Britanniques »

p25  
Jeux en ligne à Gibraltar, le risque du game over

p27  
British ? No, English !

p28  
Valentina Greenwood, anglaise malgré elle

p29  
Le cri de détresse des vallées galloises

p32  
La campagne française, the place to be ?

# t é e s

# (LONDON)



*Hands Across the Divide.*  
La sculpture de Maurice Harron a été réalisée en 1992 pour les vingt ans du Bloody Sunday.

# DERRY\*, REFRAIN DE LA DÉSUNION

**Longtemps au cœur du conflit nord-irlandais, la ville du Bloody Sunday doit aujourd'hui composer avec un Brexit contre lequel elle a voté à 78%. La cité, à la frontière entre les deux Irlande, possède une double identité dont profitent habitants et travailleurs.**

Textes [François Cesari](#), [Daphné Turpin](#)  
Photos [Daphné Turpin](#)  
Twitter [@Cesari\\_Francois](#) [@TurpinDaphne](#)

\*Les catholiques nationalistes, largement majoritaires, appellent leur ville « Derry », en ôtant la mention londonienne, car ils revendiquent une identité non-britannique. Les protestants, souvent unionistes, préfèrent « Londonderry ».



**Port de (London)Derry** Le capitaine Bill McCann travaille côté britannique, en Irlande du Nord. Il pointe au loin la frontière avec la République d'Irlande, où il réside.



**Quartier The Fountain** Enclave protestante unioniste, aux couleurs de l'Union Jack.



**Hôtel de ville de (London)Derry** L'unioniste Derek Hussey, maire-adjoint de la ville, refuse que le sort de l'Irlande du Nord soit différent de celui du Royaume-Uni.

**D** EPUIS LE CENTRE-VILLE VALONNÉ de (London)Derry, la frontière entre les deux Irlande n'est qu'à dix minutes de marche. Les paysages ne changent pas, ce sont les mêmes étendues vertes à perte de vue. Mais si l'on prête attention aux limitations de vitesse, les miles se sont transformés en kilomètres. Dans la région, près de 20 000 personnes passent chaque jour d'un État à l'autre sans encombre. Maja McGill, étudiante de 23 ans, vient tout juste d'effectuer le trajet en bus pour se rendre dans un petit café de la commune. « J'arrive à l'instant de chez mon copain, il habite en République d'Irlande, de l'autre côté. S'il y avait des changements, pour moi, ce serait avant tout un problème de vie sociale », explique-t-elle.

Alors pour faire entendre sa voix, elle a rejoint les Derry Girls Against Borders. « Nous formons une communauté d'une vingtaine d'actifs. Il y a des hommes, des femmes, des anti-Brexit, d'autres qui ont voté pour. Nous ne sommes pas contre la sortie de l'Union européenne, nous sommes contre la frontière. » Le groupe collecte des histoires personnelles puis appelle les concernés à témoigner lors de conférences organisées un peu partout au Royaume-Uni. « Ils nous racontent comment leur quotidien pourrait être bousculé par le retour d'une frontière. On nous parle d'accord de libre-échange, de choses très techniques, mais nous on s'en fiche de

*tout ça, c'est de nos vies qu'il est question »,* indique-t-elle posément. La naissance des Derry Girls, dont le nom est inspiré de la série Netflix éponyme à succès, révèle, à elle seule, leur philosophie. Tanya Camphill, la fondatrice, traversait la frontière pour se rendre à la plage, un jour d'août dernier, avec toute la simplicité que permet l'absence de contrôle douanier. « Elle s'est rendu compte que cette banale activité pourrait vite devenir plus compliquée. Elle a tweeté sa réflexion, cela a été très très repris. » Mais le sujet ne se limite pas aux loisirs. Avec ses 100 000 habitants, (London)Derry, est le cœur économique de la région. Ils sont donc nombreux à rouler sur ces routes. Certains, comme les taxis de la ville, partent chercher leur essence en République d'Irlande. Elle y est moins chère.

D'autres effectuent le chemin inverse pour venir travailler. Le capitaine du port, Bill McCann, est l'un d'eux. Résident irlandais, il travaille côté britannique, son salaire lui est donc versé en livres sterling. Et pour lui, le Brexit a déjà des conséquences très concrètes : « Il y a des mois où je gagne 10 à 15% de moins. La monnaie est très instable, elle perd souvent de sa valeur avec toutes ces incertitudes. Comme je vis de l'autre côté de la frontière, je dépense mon argent en euros, c'est compliqué... », déplore t-il, dépit.

Debout, devant son bureau dominant le quai, les doigts pointés sur une grande carte agrafée au mur, il explique : « Je ne me sens ni complètement irlandais, ni

**« Irlandais, britannique... »**

**Je suis les deux en même temps »**

**Bill McCann**

*tout à fait britannique. Je suis les deux en même temps ! Matin et soir, je fais mes allers-retours, ça fonctionne très bien et je veux que ça continue exactement comme cela. »*

Et si l'ancien de la marine marchande, le regard clair, prend soin d'apporter cette précision c'est parce que l'Irlande du Nord, partie intégrante du Royaume-Uni, doit quitter l'Union européenne. Emmittoufflé dans sa polaire zippée qui lui grimpe jusqu'au menton, l'homme s'inquiète : « Je tiens à ma liberté de déplacement, je veux pouvoir aller où je veux, quand je veux. Je me souviens des contrôles, d'être arrêté, fouillé. À chaque fois, j'étais stressé. Ici, au port, un tiers des employés habitent en République d'Irlande, personne ne veut revivre ça. » Cette époque, c'est celle des « Troubles ». Trois décennies, de 1968 à 1998, durant lesquelles les Nord-Irlandais se sont durement affrontés. Les violences des milices protestantes répondaient aux attentats de l'Armée républicaine irlandaise catholique. Bilan : 3500 morts.

**Une frontière les sépare**

À (London)Derry, la Foyle River scinde toujours les habitants en deux communautés distinctes. Sur la rive ouest, les traces du conflit sont encore vives, il suffit de se promener dans les rues. L'Histoire imprègne la ville. Sur les façades aux teintes criardes s'étalent de grandes fresques. Peintes pendant les « Troubles », elles en sont devenues la mémoire. Dans le quartier du Bogside, les résidents sont catholiques comme 70% de la population de « Derry ». Car c'est ainsi qu'ils appellent leur ville, en ôtant toute mention londonienne de son patronyme.

Opposés au pouvoir central britannique, ils sont très largement républicains. Les habitants vivent au milieu des drapeaux irlandais et d'œuvres acquises à la cause de l'IRA, aujourd'hui dissoute.

Son ancien bras politique, le Sinn Féin, lui, est resté actif. Membre de ce parti nationaliste majeur, Michael Cooper est un élu de Derry. Historien de métier, il a le verbe haut et parle avec les mains. Il reçoit dans le Guildhall, l'hôtel de ville majestueux dont l'horloge rappelle quelque peu

Big Ben. Derrière les briques, sous les vitraux de la salle du conseil, il affirme, convaincu : « Le Brexit réveille des oppositions qui s'étaient calmées, l'Union européenne a un rôle clef ici ! Elle finance beaucoup de projets de réconciliation comme le Peace Bridge, le pont juste en face qui relie les deux communautés. Car catholiques et protestants ne vivent toujours pas ensemble, les classes ouvrières ne se mélangent pas et les enfants ne fréquentent pas les mêmes écoles. La rivière demeure une frontière. »

S'il a voté pour le Remain, comme 78% de la population de « Derry » et 56% de l'Irlande du Nord, Michael Cooper voit en cet événement une opportunité politique. Certain de son propos, il argumente : « Quand je discute avec les habitants, je leur dis : "Voilà ce qu'il se passe lorsque l'on est encore dépendant des Britanniques. Ils prennent des décisions contre lesquelles nous avons voté." Je cherche à les convaincre du bien-fondé de la réunification de l'Irlande. » Alors le retour de la frontière entre les deux Irlande ? Inadmissible pour le nationaliste quadragénaire : « Nous voulons une garantie légale qu'il n'y en aura pas ! Même si aucun accord n'est validé ».

**« Le Brexit réveille**

**les oppositions »**

**Michael Cooper**

À l'étage inférieur, Derek Hussey, le maire adjoint de (London)Derry, est installé derrière un long bureau en bois. Visage dur, l'homme a les cheveux gris. Le septuagénaire a passé près de la moitié de sa vie en politique, il est aujourd'hui numéro deux de sa ville. Ce Britannique résolu, tête forte de l'Ulster unionist party (UUP), s'est engagé pendant les « Troubles » : « J'étais fatigué de porter les cercueils de mes amis, je voulais que ça change. » Au sein de son parti, il a ainsi participé à la négociation de l'accord de paix du Vendredi saint en 1998.

Pour autant, Derek Hussey ne s'inquiète pas de possibles tensions liées à un retour de la frontière. « Je me souviens très bien avoir été arrêté, contrôlé. La République d'Irlande a des règles différentes des nôtres... Pas de problème. Quand je passe la douane à l'étranger, je suis fouillé, ça ne m'a jamais dérangé ! », assure-t-il, en levant les bras comme pour mimer un contrôle policier.

## Jean Hegarty, à l'ombre des « Troubles »

Discriminée, endeuillée par le Bloody Sunday, Jean Hegarty s'est longtemps battue pour faire reconnaître l'innocence de son frère, comme celle des treize autres victimes. Après trente ans au Canada, elle se consacre désormais à la mémoire du conflit nord-irlandais.

**J**EAN EST NÉE McELHINNEY. Un nom gravé dans les mémoires irlandaises, et sur le Mémorial du Bloody Sunday. Dans le Bogside, le quartier catholique de « Derry », l'obélisque rend hommage aux victimes de l'armée britannique, tombées sous ses balles le 30 janvier 1972. Quatorze noms, inscrits en lettres d'or sur la pierre grise, parmi lesquels celui de Kevin G. McElhinney. Le petit frère de Jean. « Je suis l'aînée d'une fratrie de cinq enfants, élevée à Derry. Ma famille était catholique et nationaliste. Mais aucun de nous n'était militant », raconte-t-elle, installée dans la petite cuisine sans lumière du Museum of Free Derry, où elle travaille depuis vingt ans. Mais nul besoin d'être activiste pour être discriminé dans l'Irlande du Nord des années 1960.

« Lorsque je me suis rendue à mon premier entretien d'embauche, le recruteur m'a demandé de quelle école je

venais. Et je lui ai naïvement répondu St Patrick's Primary School. » Saint Patrick, le saint patron des Irlandais. Pas de doute sur l'identité religieuse de la jeune fille. « L'homme s'est retourné vers un collègue et lui a lancé : "Nous n'embauchons pas de catholiques, si ?" » En 1968, Jean s'envole pour le Canada, avec l'espoir d'une vie meilleure. « On n'utilisait pas le terme à l'époque, mais j'étais une migrante économique », explique-t-elle sous ses cheveux courts, devenus gris.

C'est de l'autre côté de l'Atlantique qu'elle apprend la mort de son frère. Kevin, dix-sept ans, victime du Bloody Sunday alors qu'il défilait pacifiquement pour ses droits civiques dans les rues de « Derry », au côté de 20 000 autres catholiques. « Mon frère a été tué par des soldats du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de parachutistes du Royaume-Uni. Ce n'était qu'un adolescent. Il était innocent. »

Deux mois plus tard, l'enquête blanchit l'armée britannique. « Sans aucune preuve ! Au contraire, tous les témoins assuraient que les victimes ne portaient pas d'arme. Ces hommes ne faisaient pas partie de l'Armée républicaine irlandaise [l'IRA, l'organisation paramilitaire qui luttait contre la présence des Britanniques en Irlande du Nord, ndr] comme le prétendait le Royaume-Uni pour protéger ses soldats », allègue Jean.

« Le Bloody Sunday a marqué un tournant dans le conflit. Nationalistes catholiques et unionistes protestants

« Mon frère était un adolescent innocent »

« Le Bloody Sunday a marqué un tournant dans le conflit. Nationalistes catholiques et unionistes protestants

« Le Bloody Sunday a marqué un tournant dans le conflit. Nationalistes catholiques et unionistes protestants

« Le Bloody Sunday a marqué un tournant dans le conflit. Nationalistes catholiques et unionistes protestants

(London)Derry, quartier du Bogside  
Derrière Jean, le Bloody Sunday memorial  
où est inscrit le nom de son frère.



« Brexit ?  
Conneries ! »

n'ont cessé de s'affronter pendant trente ans. » Trente ans de « Troubles » qui ont coûté la vie à 3 500 personnes. Trente ans que Jean a passés au Canada. Pour s'éloigner de son passé tragique et fuir le conflit ? « Non », promet-elle. Pourtant, c'est seulement lorsque la situation est à l'apaisement que l'exilée retourne sur ses terres natales. « Je suis revenue en 1995, avec mes deux jeunes enfants. Mais c'est mon mari qui le voulait. Moi, j'aurais préféré rester au Canada », avoue-t-elle.

### Mémoire combattante

Elle veut bien le concéder : « Le deuil était plus facile à vivre à Derry, car toutes les familles se sentent concernées. Elle sont nombreuses à avoir connu des destins tragiques. » Peu à peu, elle s'implique dans le travail de mémoire effectué par le Bloody Sunday Trust, une organisation créée à l'occasion des 25 ans du massacre. « Le Museum of Free Derry a été fondé juste après. Nous voulions permettre une meilleure compréhension de l'histoire de la ville. » Racontée par ceux qui l'ont vécue, comme elle.

En 1998, les principales forces politiques nord-irlandaises signent l'accord du Vendredi saint. « La paix a été acceptée parce que les gens n'en pouvaient plus ! »

Mais pour Jean et toutes les familles de victimes, le combat n'est pas terminé. Grâce à une forte pression exercée sur le gouvernement britannique, celui-ci ouvre une seconde enquête pour déterminer ce qui a poussé les soldats loyalistes à ouvrir le feu sur les manifestants, 26 ans plus tôt.

La commission ne rendra ses conclusions que le 15 juin 2010. « C'est moi là », sourit-elle en pointant du doigt une photo exposée dans le musée. Le même cliché que sur la plaque explicative du Memorial sur lequel on la voit, brandissant le rapport, qui enfin, innocente son frère. « Quel soulagement ! Trente-huit ans que je l'attendais. Après des années de lutte, cet acte m'a même un peu réconciliée avec le Royaume-Uni », confesse-t-elle.

Une réconciliation de courte durée. Car lorsqu'elle entend parler de Brexit, la septuagénaire ne cache pas sa colère. « "Que ressentiriez-vous si votre pays était coupé en deux ?", c'est ce qu'a osé répondre Theresa May aux Européens qui lui proposaient que l'Irlande du Nord reste dans l'union douanière, en septembre dernier. "Que ressentiriez-vous ?" Non mais vous vous rendez compte ? Ce sont les Britanniques qui ont coupé notre pays en deux ! », gronde-t-elle, les yeux plissés d'irritation.

« It's all crap ! » (Ce ne sont que des conneries !), lâche-t-elle exaspérée avec son accent irlandais prononcé. « J'en ai assez, on nous prend pour des idiots. On ne nous écoute pas, nous, Nord-Irlandais qui avons voté contre le Brexit. »

À tel point que Jean pense désormais à demander un passeport de République d'Irlande : « Est-ce que je dois en faire un ? Ou pas ? J'hésite encore. Je n'y avais jamais songé jusque-là. En fait je me fiche de vivre en Irlande du Nord, en République d'Irlande ou au Royaume-Uni. Mais là, leurs discours m'énervent tellement... »

Sa fille, elle, a sauté le pas. « C'est surtout pour des raisons pratiques, car elle vit à Dublin où elle est infirmière depuis une quinzaine d'années. » Son fils aussi réside en République d'Irlande. Tous deux semblent bien loin des inquiétudes de Jean : « Le Brexit n'est pour l'instant qu'une menace. Mais le possible retour d'une frontière me rend anxieuse. Tout cela est tellement incertain. » Quand elle réfléchit aux conséquences sur l'économie de son pays, Jean prouve que les épreuves n'ont pas entamé son humour : « Ça ne peut pas être pire. Notre économie craint de toutes façons ! » ✕

# L'avortement pris en otage par les unionistes

En Irlande du Nord, l'interruption volontaire de grossesse est illégale, mais pas en Grande-Bretagne. L'arrivée au pouvoir du parti conservateur, consécutive au vote pour le Brexit, empêche toute légalisation.

Texte **Emeline Vin**

Illustration **Johanna Cincinatis**

EN MAI 2018, la République d'Irlande s'est prononcée pour le droit à l'avortement. Un résultat amer pour certains de l'autre côté de la frontière. « *Ce référendum est un jour sombre de l'Histoire, où un peuple a voté pour détruire les siens* », déclare Bernadette Smith, directrice de Precious Life, la principale association pro-vie d'Irlande du Nord. Comme elle, 18 % des Nord-Irlandais s'opposent à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), tandis que, à l'inverse, deux habitants sur trois soutiennent un changement de législation. Selon le correspondant de la BBC en Irlande du Nord, Gareth Gordon, « *ce soutien s'est accru depuis le vote, surtout auprès des jeunes* ».

## Nouvelle génération au sein du parti

Jusqu'en mai 2018, les deux principaux partis nord-irlandais s'accordaient contre l'avortement : le Sinn Féin, indépendantiste, catholique, plutôt à gauche ; et le Democratic Unionist Party (DUP), unioniste, protestant et conservateur.

Un mois plus tard, nouvelle donne : le Sinn Féin s'est prononcé officiellement, lors d'un congrès, pour autoriser l'IVG jusqu'à douze semaines de grossesse et dans les cas de viol ou de malformation mortelle pour le fœtus. « *Il y a une nouvelle génération au sein du parti, plus libérale, indique Gareth Gordon. Et le Sinn Féin a réalisé que l'opinion publique avait évolué de manière décisive.* » Le parti catholique a aussi profité du Brexit pour s'allier à d'autres formations de gauche, majoritairement pro-choix. Présent dans

toute l'île, il s'offre ainsi un nouvel argument pour l'union entre les deux Irlande. Toutefois, l'évolution divise : certains militants claquent la porte ou réclament « *la liberté de conscience* ».

## Un système bloqué

Les unionistes, quant à eux, s'opposent toujours à la légalisation. « *Je suis fier que l'Irlande du Nord soit l'un des derniers endroits où*

*l'avortement n'est pas légal* », déclare Ian Paisley, député DUP au Parlement britannique. Même si, selon lui, « *des femmes iront sans doute avorter au sud, malheureusement* ».

Pour les anti-IVG, faire partie du Royaume-Uni garantit l'immobilisme. La règle de la dévolution dote l'Irlande du Nord (comme l'Ecosse et le pays de Galles) d'un gouvernement propre, compétent notamment en matière de santé. Or, depuis janvier 2017, impossible de former une coalition pour diriger cette nation du Royaume-Uni. Le Sinn Féin et le DUP, qui doivent, selon l'accord de

paix de 1998, gouverner ensemble se rejettent la responsabilité du blocage. En sus, les voix DUP au Parlement britannique sont vitales pour Theresa May, minoritaire. Dès

lors, la Première ministre ne peut soutenir une loi contraire au programme de son allié nord-irlandais.

## Un amendement fantôme

Ainsi, le gouvernement a rejeté une proposition votée par la Chambre en octobre 2018. Elle visait à abroger la loi de 1861 interdisant l'avortement partout au Royaume. Dix jours plus tard, un amendement réclamait le respect par l'Irlande du Nord de ses « obligations en matière de droits humains ». En d'autres termes : faire d'une question de santé un problème de justice sociale, afin de contourner la règle de la dévolution. Validé lui aussi, « cet amendement ne changera rien, balaie Gareth Gordon. Le ministre de l'Irlande du Nord ne pourra qu'émettre des recommandations. » Et de rappeler que, tant que l'IVG relèvera de la santé, Londres ne pourra rien pour le droit des Nord-Irlandaises à avorter. ✕

**Il faudrait faire d'une question de santé un problème de justice sociale**



**Londres.** Née dans l'archipel, Sukey Cameron représente les Malouines à Londres depuis 1990.

ces échanges : le port de Vigo, en Galice (Espagne), où 6 000 emplois dépendent directement de la pêche de l'archipel. Un partenariat fort et réciproque qui a permis un lobbying appuyé : auprès de parlementaires et de l'administration britannique mais pas seulement. « *Les industriels de la pêche et les acteurs politiques espagnols ont fait pression auprès de leur gouvernement pour qu'ils gardent un œil sur notre sort avec le Brexit.* »

## Renforcement du sentiment britannique ?

Le Brexit, outre son impact économique potentiellement désastreux, rappelle aux Malouins à quel point ils dépendent de l'UE... et donc du Royaume-Uni. Sukey Cameron déplore que ce territoire d'Outre-mer avec une forte autonomie (*Oversea Territory*), n'ait pas été appelé – lui aussi – à se prononcer sur le Brexit en 2016.

En 2013, lors d'un référendum local, les Malouins, où se côtoient près de 60 nationalités différentes, votaient à 99 % pour rester liés au Royaume-Uni. Un scrutin dont le voisin argentin conteste toujours la légalité.

Buenos Aires revendique, depuis 1833, sa souveraineté sur l'archipel. En 1982, la guerre des Malouines explose. Elle fait plus de 900 morts entre avril et juin. Ce conflit a laissé des séquelles dans les mémoires et le sujet reste explosif. Le 25 octobre 2018, le ministre des Affaires étrangères argentin Jorge Faurie maintenait la pression en expliquant qu'une « absence d'accord sur le Brexit serait exploitée » pour entamer un dialogue et, à terme, récupérer le territoire. Une déclaration rapidement contestée par Londres. La souveraineté sur le territoire est régulièrement disputée avec de nombreux recours argentins devant l'ONU.

En quittant l'UE, le Royaume-Uni s'expose au risque de voir les 27 pays de l'Union ne plus le suivre lors des votes sur ce sujet à l'ONU. Ce qui pourrait mettre en péril le statut particulier de l'archipel. ✕

# Aux Malouines, « un no-deal serait catastrophique »

Grâce à ses liens avec le Royaume-Uni, l'archipel au large de l'Argentine bénéficie d'une entrée facilitée sur le marché unique européen. Un accès vital pour son économie, inquiétée par le Brexit.

Texte et photo **Maxime Lictevout**  
Twitter **@MaximeLictevout**

*nous permettrait de rester dans le marché unique donc on est content. Un no-deal [une absence d'accord avec l'UE, ndlr] serait catastrophique.* »

EN FACE d'une sortie du métro St James Park à Londres, entre un fast-food et une compagnie d'assurance, se dresse la « Maison des Malouines » (appelées Falklands par les Britanniques). Les drapeaux et la façade font penser à une ambassade. À l'intérieur, les cartes et les prospectus touristiques donnent au lieu un air d'agence de voyages.

C'est en grande partie dans ce bâtiment que se joue l'avenir des 3 200 habitants des Malouines, pourtant situées à 13 000 kilomètres.

Sukey Cameron est la femme forte des lieux. Elle ne cache pas son soulagement quelques jours après l'annonce d'un projet d'accord entre Londres et Bruxelles sur le Brexit. « *La période de transition*

## La pêche comme success story

En effet, 89 % de la production des Malouines est exportée vers l'Union européenne (UE). Une production exaltée par la pêche. À elle seule, elle représente 40 % du produit intérieur brut (PIB) de l'archipel. Avec une sortie brutale du Royaume-Uni, les exportations malouines veraient leurs droits de douane augmenter de 6 à 16 %. Des tarifs qui feraient perdre en compétitivité et donc en parts de marchés.

« *Nous pêchons essentiellement des calamars et il n'y a qu'en Espagne et dans le Sud de l'Europe qu'ils en mangent* » dit Sukey Cameron. *En trente ans, on a construit une belle industrie et nos relations sont très fortes avec ces pays.* » Point clé de

**Le Brexit rappelle aux Malouins à quel point ils dépendent de l'UE**

# Shetland et Orcades en eaux tempérées

Au nord de l'Écosse émergent deux archipels où le *Remain* l'a emporté haut la main. Un vote qui révèle une identité singulière dans le royaume.



Texte et photos [Charline Madini](#)  
Twitter [@CharlineMdn](#)

**Lerwick.**  
Avec ses 6 000 habitants, la ville est le cœur économique des Shetland.

LOIN DU TUMULTE du reste du pays, loin de la tempête du Brexit, l'horizon des archipels affiche un calme plat, une sérénité troublante pour celui qui foule ce sol insulaire. Arriver à Lerwick, plus grande ville des Shetland avec ses 6 000 habitants, est possible par des vols réguliers mais surtout par la mer, en ferry. Un trajet de quinze heures depuis Aberdeen, de nuit, soumis aux aléas de la météo et des saisons. Puis, s'offre le dépaysement. Dans le centre-ville, des repères qui disparaissent : pas de Ronald McDonald, ni de vives lettres rouges « H » et « M » et encore moins de belle sirène verte fan de café. Seul un grand supermarché Tesco s'est installé à l'extérieur de Lerwick. Plus au sud, non loin des côtes des Highlands, l'archipel des Orcades offre le même paysage. Sur les îles, les bateaux de pêche côtoient de grandes plaines et des élevages de moutons.

Sur chacune des îles, la population excède à peine 20 000 habitants. Sur la côte shetlandaise, dans le village portuaire de Scalloway, la vie des pêcheurs

rythme la communauté. Marion travaille dans le café situé en face du port, *The Cornstone*, là où les pêcheurs viennent entre deux départs en mer. « *Tout le monde connaît tout le monde ici* », sourit l'employée, en servant le thé à des clients réguliers. Ces petits bouts de terre ne sont parfois habités que de quelques familles, comme l'île de Papa Stour et ses quinze résidents. Julie Gibson, archéologue orcadienne, vit sur l'île de Roussay où ses 200 voisins dépendent comme

**Les habitants ne se sentent pas isolés, simplement différents**

elle, quotidiennement, des liaisons en ferry pour rejoindre l'île principale et son centre administratif Kirkwall. « *On a eu beaucoup d'argent de l'Union européenne pour financer nos infrastructures, nos routes et nos ferries. Mais aujourd'hui, ils sont devenus trop vétustes* », regrette

Julie dont le mari travaille sur ces ferries journaliers. Éloignés de près d'un millier de kilomètres de Londres, les habitants ne se sentent pas isolés du reste du pays, simplement différents.

**« Nous ne voulons pas de l'indépendance »**

À Lerwick, deux drapeaux bleu et blanc, ornés d'une croix de Saint-André, flottent devant la Banque d'Écosse. Dans le reste de la ville, quelques bâtiments en briques grises, typiques, rappellent que nous sommes en territoire écossais. Pourtant, au référendum sur l'indépendance de l'Écosse en 2014, le « non » l'a largement emporté. À 63,71 % aux Shetland et à 67,2 % du côté des Orcades, le score le plus important de toute la nation. « *Nous ne voulons pas de l'indépendance, nous serions un trop petit pays. Et les Shetland ce n'est pas vraiment écossais* », sourit Ruby Gimeson, 70 ans, aux côtés de son mari, George. Leur amie, Caryl Peton, emmitoufflée sous un bonnet rose, enchaîne : « *On n'aime pas dire que nous sommes écossais, on se*

*sent plus proche des Scandinaves. Mais ça, on ne le dit pas aux Écossais. Nous sommes trop polis.* »

Dans les locaux de l'association des pêcheurs des Shetland, Leslie Tait, pêcheur à la retraite, décroche son téléphone et entame une conversation en dialecte local, le shetlandic. Mélange du scots, langue écossaise, et du norse, son équivalent scandinave. Il rappelle que pendant plus de cinq siècles, les deux ensembles d'îles étaient des territoires norvégiens. En 1471, le roi du Danemark et de la Norvège, Christian I<sup>er</sup>, après avoir mis en gage les archipels au roi d'Écosse Jacques III pour payer la dot de sa fille, cède ses deux titres. Les archipels sont annexés au royaume d'Écosse. « *Notre langue était autrefois le norne, elle a aujourd'hui disparu mais elle était encore parlée au XIX<sup>e</sup> siècle* », explique Julie Gibson qui enseigne l'archéologie à l'université de Kirkwall, *encore aujourd'hui on peut l'entendre dans l'accent des gens.* »

Chaque année, le dernier mardi de janvier signe le début des festivités du Up Helly Aa. Lors des longues nuits d'hiver, des centaines de personnes vêtues de costumes vikings défilent. Munis de torches, ils finissent par embraser une galère viking, un drakkar. Une tradition qui remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui célèbre l'héritage scandinave de l'archipel. Près de Sandwick, le comité du South Mainland s'attèle à la préparation de la fête. Dans un hangar, une quinzaine de bénévoles s'occupe de la coque du bateau, les torches achevées reposent dans un coin et Euan Robertson finalise au pinceau la proue, une tête de dragon. « *Du côté de ma famille maternelle, il y a une longue histoire avec Up Helly Aa* », explique Euan. En 2023, il sera Jarl, celui qui dirige les festivités. « *Cela fait partie de ma famille, mon arrière-grand-père, mon grand-père, mon oncle et mes cousins ont été Jarls eux aussi.* »

Depuis quelques années, des voix s'élèvent pour revendiquer cette identité. Des mouvements autonomistes dans les deux archipels

réclament un statut comparable à celui des îles Féroé vis-à-vis du Danemark. Aux Orcades, après le vote du Brexit, douze des vingt-trois conseillers ont initié une motion d'indépendance. Aux Shetland, le mouvement Wir Shetland a été lancé il y a quatre ans par des personnes de la société civile, parmi lesquelles Andréa Mason, membre du Conseil de l'île. « *Nous pouvons être*

le juste milieu, la juste mesure. Cet art de vie pourrait également décrire ses habitants lorsqu'il est question de politique. Certains lâchent qu'ils ont voté pour rester, sans pour autant donner de vives explications. Lorsqu'ils évoquent l'avenir de l'île après la sortie du pays de l'Union européenne, jamais le ton ne prend un tour alarmiste. Modération oblige.

**« On se sent plus proche des Scandinaves.**

**Mais ça, on ne le dit pas aux Écossais. »**

**Caryl Peton**

*autosuffisants, nous avons la pêche et le pétrole. Nous sommes l'endroit le moins bien traité de toute l'Écosse* », s'insurge-t-elle. Pourtant, la velléité autonomiste ne fait pas écho auprès du reste de la population. « *Les Shetlandais n'aiment pas le changement* », souffle Andréa.

**« So far so good »**

Dans les Shetland, 6 907 personnes, soit 56,5 % de la population, ont voté pour rester dans l'Union européenne. Aux Orcades, elles sont 7 189, soit 63,2 %. Pas de grande effusion ou de longs discours enflammés lorsqu'on aborde le sujet avec eux. Ces insulaires semblent marqués par la tempérance de leurs ancêtres nordiques. En suédois, *lagom* est une expression utilisée pour désigner

Margereh Manson est née et a toujours vécu aux Shetland. Enveloppée dans son manteau écarlate, les joues rougies par le froid et le bonnet ajusté sur ses boucles blanches, elle parle de la vie sur cette île qu'elle ne quitterait pour rien au monde, avant d'enchaîner sur le référendum. « *Le Brexit ? C'est juste une pagaille ! Pourquoi changer quelque chose qui fonctionne ?* » Sally-Ann, une Écossaise de Saint-Andrews arrivée sur l'archipel il y a dix-huit ans, a aussi voté pour le *Remain*. « *Nous avons une expérience de quarante ans au sein de l'Union, maintenant on a une sécurité. Pourquoi en sortir ?* » Sally-Ann a soutenu l'indépendance de l'Écosse en 2014 : « *Les Shetlandais sont majoritairement âgés, ils ne veulent pas de changement.* » ❌❌❌

**Scalloway.**  
Près du port, Caryl Peton reconnaît avoir voté pour le Brexit pour protéger les pêcheurs.



✘✘✘ À Kirkwall, Muriel Johnston, 75 ans, a elle aussi voté pour l'indépendance écossaise et contre le Brexit. « Le meilleur mot pour décrire les Orcadiens c'est statu quo », s'exclame-t-elle avec son accent écossais.

est resté dans le même schéma d'héritage politique. Les gens ne voteront jamais autre chose que libéraux-démocrates », commente Julie Gibson. La crainte du changement apparaît alors comme le facteur-clé pour comprendre le vote

de milliers d'hectares où bœufs, vaches et moutons pâturent paisiblement. Steven Stanger travaille dans la ferme familiale dirigée par son oncle. À 31 ans, le jeune homme est devenu au printemps dernier président de l'association des jeunes agriculteurs de l'île. « Tout le monde ici a une connexion avec l'agriculture. » Bien que réputés pour leurs produits, les éleveurs orcadiens dépendent des aides européennes. L'année dernière, l'unique abattoir de l'archipel a fermé, obligeant désormais les fermiers à envoyer par ferry leurs bêtes en Écosse et à réimporter la viande pour la transformer. Un coût supplémentaire pour des agriculteurs déjà inquiets pour leur avenir. « La majorité a voté pour rester, moi aussi, parce que les subventions sont importantes. L'Union européenne nous soutient », explique Steven.

Les Shetland offrent un tout autre paysage. Dans les deux ports de pêche de l'île, les bateaux affluent, venus des quatre coins de l'Europe, pour pêcher dans l'une des eaux les plus poissonneuses du continent. Un tiers de l'économie de l'archipel dépend de l'industrie de la pêche et plus de 20% de l'ensemble des poissons pêchés au Royaume-Uni provient de l'archipel. Une importance qui s'est traduite dans les urnes du Brexit. À 72 ans, Jessamine Pottinger est née aux Shetland, dans « cette grande communauté », comme elle l'appelle. En 2016, elle a voté pour la sortie de l'UE, « par protestation contre la politique commune de pêche, pour soutenir nos pêcheurs, notre communauté ». Elle sourit légèrement gênée : « Je n'aurais pas dû, c'était mal. Dès le lendemain, j'ai pensé à mon amie qui vient de Pologne et je m'en suis voulue. » Comme pour Jessamine, George, Andrea ou Caryl, la pêche a été le facteur principal du vote

de ces îles écossaises sur le Brexit. En choisissant de rester au sein de l'Union européenne, ces insulaires du nord ont aussi choisi leur leitmotiv : jusqu'ici, tout va bien.

#### Un vote entre terre et mer

Sur les îles, la nature a façonné l'économie, la communauté et la vie politique. Les Orcades, avec leurs grandes plaines fertiles et leur herbe très verte, sont renommées pour leurs bœufs et leurs moutons. Les Shetland disposent d'eaux riches en poissons, bien plus que dans

« Les gens de Bruxelles qui nous dirigent,

ils n'ont jamais été en mer de leur vie. » **Leslie Tait**

jusqu'en 2001 et l'actuel député Alistair Carmichael. « Dans la population des Orcades, il y a toujours eu un très fort soutien et une grande affection pour Jo Grimond. Lorsqu'il est parti, il a donné "the grandfather's kiss" (le baiser du grand-père) à son successeur. Mais depuis, on

tout le pays. Entre terre et mer, le Brexit s'est joué sur les arguments de ces deux économies. Des secteurs qui, pendant des siècles, ont forgé ces communautés insulaires.

Sur les îles orcadiennes, près de 300 fermes s'étendent sur des centaines

Leave sur l'île. « La pêche, c'est toute notre vie », souffle Leslie Tait dans un soupir. Pêcheur depuis ses quinze ans, il a passé plus d'une trentaine d'années de sa vie sur un bateau. Aujourd'hui retraité, il continue à défendre ses pairs dans l'association des pêcheurs de l'île.



Sandwick. Dans les Shetland, le chef des festivités est le Jarl, ainsi costumé.

## LES SHETLAND EN CHIFFRES

Source : « Shetland in statistics », Shetland Islands Council, 2016



Comme la majorité d'entre eux, il a voté pour quitter l'UE. « Nous voulons retrouver la souveraineté de nos eaux. Les gens de Bruxelles qui nous dirigent, ils n'ont jamais été en mer de leur vie. » Dans les locaux de l'association, Simon Collins, qui la dirige, le rejoint : « Le rêve européen a été corrompu par les institutions. Je suis pro-européen mais anti-Union européenne. » Désormais, après la victoire du Brexit, les pêcheurs exigent plus que jamais que leurs revendications soient entendues : fin des quotas, contrôle de leurs eaux et sortie de la politique commune de pêche. Des règles mises en place avec le marché commun que les Britanniques ont décidé de rejoindre en 1975, à la suite d'un référendum.

Ce vote portait sur le maintien ou non du pays dans les communautés européennes. À l'époque, le « oui » l'emportait à 67,23% et seuls deux comtés exprimaient leur désaccord : les îles des Hébrides extérieures à l'est de l'Écosse et les Shetland. Un vote fortement déterminé par les problématiques de la pêche. Margereth a voté Remain en 2016. En 1975, « comme la plupart des gens j'avais voté contre le marché commun. On pensait que la voix des pêcheurs ne serait pas entendue. On avait peut-être raison après tout », se lamente-elle.

Au loin, le port est vidé de ses bateaux, appelés par la mer. Dans cet horizon toujours aussi paisible, le Brexit ne sera qu'une brise. ✘

## LES ORCADES EN CHIFFRES

Source : Orkney Economic Review 2015-16, Orkney Island Council



ENTRE LES ÎLES DE WESTRAY ET PAPA WESTRAY



#### Skaili.

Les Orcades sont connues pour la qualité de leur viande de bœuf.



PHOTO ET TEXTE DE CLAIRE DUHAMEL

*Ils ont bravé la pluie pour commémorer le 11-Novembre 1918. À Lockerbie, dans le sud de l'Écosse, les habitants ont développé des liens très forts, après le crash d'un avion en 1989.*

## Unis dans toutes les tragédies

**N**OUS SOMMES LE 21 décembre 1989. À Lockerbie, chacun se prépare à fêter Noël quand le Boeing 747 en direction de New York explose au-dessus de la ville. Des débris de l'avion s'écrasent sur des maisons, des corps tombent dans les champs. En tout, 270 personnes dont onze habitants sont tuées.

Le drame n'est pas un accident, mais un attentat, pour lequel la justice internationale a condamné un haut dignitaire libyen en 2001. Dans la petite ville écossaise de 4 000 âmes, le traumatisme est fondateur d'un véritable esprit de communauté. « Ici, pour tout type de commémorations, les gens sont ensemble », explique une habitante de la région. Alors ça ne l'étonne pas qu'au centenaire du 11-Novembre, jeunes et anciens se mélangent pour rendre hommage aux morts pour l'Écosse. ✕



# L'Union Jack, entre politique et pop culture

Quel est le point commun entre la veste de David Bowie, la robe de la Spice Girl Geri Halliwell, la guitare de Noel Gallagher et... les partisans du Brexit ? Ils arborent tous le drapeau du royaume.

Texte **Antoine Cuny-Le Gallet**  
Twitter **@antoineCLC1**  
Illustration  
**Valentine Cuny-Le Gallet**

**P**AS DE DOUTE, l'Union Jack incarne à merveille l'élé-gance à la sauce britannique. Car il résulte de l'apposition de trois drapeaux. Symbole historique du Royaume-Uni, puis artefact de la culture populaire, l'étendard aux trois croix a retrouvé une signification politique à l'occasion du référendum de 2016.

Il a été conçu en 1606, peu après l'union des Royaumes anglais et écossais. La croix rouge sur fond blanc de Saint-Georges vient alors se mêler à celle de Saint-André, blanche sur fond bleu. L'Union Act de 1800 entre le Royaume de Grande-Bretagne et celui d'Irlande conduit à l'adoption de sa forme définitive avec l'ajout des bandes rouges diagonales de la croix de Saint-Patrick.

« "Jack" ne signifie pas pavillon mais drapeau ! » prévient Cédric de Fougerolle, président de la société française de vexilologie et auteur de l'album *Le Tour du monde des drapeaux*. « À l'origine c'était un pavillon maritime, symbole de l'union politique incarnée par le souverain. » Avec la banalisation de son usage dans les administrations et auprès des citoyens britanniques, le drapeau de l'Union célèbre la coexistence des identités : celle des quatre nations qui composent le Royaume. Et celle, plus globale, de l'archipel des îles britanniques, incarnée par la couronne.

## Récupération punk

Au cours de l'Histoire, l'Union Jack a uni autant qu'il a divisé. Il a d'abord été signe de ralliement chez les unionistes d'Irlande du Nord, puis symbole de l'impérialisme pour les autonomistes écossais. Mais il a également pu être vidé de sa



charge politique en devenant un véritable objet folklorique, un emblème consensuel au même titre que le portrait de la Reine. « *Les Anglais ont à la fois une fierté nationale très prégnante et un regard assez moqueur sur eux-mêmes*, assure Cédric de Fougerolle. *Durant les deux guerres mondiales, on a beaucoup représenté le drapeau. Puis la culture pop s'en est emparée : les Rolling Stones, les Beatles... Même la culture punk, plus à la marge de la société.* »

## Charge politique réactivée

Les produits estampillés Union Jack se sont multipliés si bien que chaque objet du quotidien dispose aujourd'hui de sa version frappée du sceau britannique. Mais cette prolifération n'est pas le signe d'un patriotisme débridé. Pour Dominic Daniels, étudiant de 22 ans, la bannière suscite surtout l'indifférence. « *Cela représente le Royaume-Uni, mais je ne vais pas me mettre à chanter l'hymne national à chaque fois que je le vois. D'abord parce que la monarchie est un concept dépassé et ensuite parce que l'hymne en lui-même est chiant au possible.* »

Le contexte du référendum sur la sortie de l'Union européenne a pourtant réactivé la charge politique de l'emblème. Largement exhibé par les *Brexiters* lors de leurs manifestations, il s'est opposé au drapeau étoilé de l'Union européenne avant de devenir l'illustration du « *Take back control* » [*Reprendre le contrôle, ndlr*]. L'ancien leader UKIP, Nigel Farage, un brin facétieux, a toujours mis en évidence un Union Jack miniature à son siège dans l'hémicycle du Parlement européen.

## Relooking extrême ?

Reste que dans le contexte politique actuel, l'Union Jack est un symbole constamment menacé. L'Écosse qui ne cache pas ses velléités europhiles pourrait un jour s'affranchir de la tutelle de la couronne. Cela donnerait inévitablement lieu à un changement de look, comme l'explique Cédric de Fougerolle : « *Certains veulent retirer les couleurs écossaises de l'Union Jack. L'idée serait de remplacer le bleu par le vert du pays de Galles.* » La structure du drapeau a cette limite qu'elle n'incorpore pas les nuances galloises... Une question sur laquelle nombre de graphistes se sont cassé les dents. ✕



Lockerbie, Écosse.  
Stuart Byers travaille dans la ferme familiale depuis ses dix-sept ans.

## Écosse : « Le Brexit a renforcé mes convictions indépendantistes »

Au référendum de 2016, l'Écosse a majoritairement voté pour rester au sein de l'Union européenne. Alors face à ce Brexit non désiré, certains espèrent un second vote sur l'indépendance de la région. Stuart Byers, éleveur à Lockerbie, rêve d'une Écosse à son image : modeste, ouverte et libre.

Texte  
**Érik Chouinard, Claire Duhamel**  
Twitter **@OmniaGamma @ClaireDuhamel**  
Photo **Claire Duhamel**

**L**ES DERNIERS rayons de soleil illuminent la cuisine de Stuart Byers. Il est un peu moins de 17 heures, sa journée de travail terminée, le fermier de Lockerbie met au four son pain fait maison. Dans la chaleur de la pièce, l'éleveur de vaches se confie volontiers sur la politique de « *son pays* » : l'Écosse.

Stuart est de ceux qui se considèrent écossais et non *british*. Fidèle supporter du SNP, le parti indépendantiste au pouvoir, il a fait partie des 44,7% de la population à voter « oui » lors du référendum sur l'indépendance de l'Écosse en 2014. Désormais, il en espère un second : « *Le Brexit a bouleversé les perspectives du Royaume-Uni, la question de l'indépendance écossaise peut se poser à nouveau.* »

## Mauvaise blague

Le soir du 23 juin 2016, Stuart et son épouse Sara dînent de l'autre côté de la frontière, en Angleterre, quand ils

comprennent que le Royaume-Uni va quitter l'Union européenne.

« *On était vraiment sous le choc*, raconte Sara. *On était tellement sûrs que le Remain allait gagner qu'on avait même apporté du champagne. Au lieu de trinquer, on est rentrés à Lockerbie, pour regarder la soirée électorale à la télévision.* »

Cette sortie de l'Union européenne, 63% des Écossais l'ont rejetée. Alors la situation est perçue comme injuste. « *Une mauvaise blague*, s'énerve Stuart. *Le Brexit a renforcé mes convictions indépendantistes.* »

Le résultat de 2016 s'ajoute au contexte tendu des relations entre la région et le pouvoir central de Londres. « *Pour les Écossais, le fait d'être pro-européen est aussi une façon de s'exprimer contre Westminster et le conservatisme anglais* », souligne Zachary Greene, spécialiste des partis indépendantistes écossais.

## « Un petit pays, modeste, mais qui fonctionne »

« *Certains disent qu'on ne pourrait pas exister sans le Royaume-Uni. Mais moi, je pense qu'on pourrait très bien être un petit pays, modeste, mais qui fonctionne* », explique Stuart. Il compare l'Écosse aux

pays scandinaves, avec lesquels il note de nombreux points communs : une faible population avec 5,4 millions d'habitants, des traditions propres et une ouverture sur le reste du monde.

Zachary Greene partage cette idée : « *On ressemble beaucoup à ces États sociaux-démocrates de gauche qu'au Royaume-Uni conservateur.* » Pour l'universitaire, l'immigration témoigne en

## « Le Brexit ?

## Une mauvaise blague »

## Stuart Byers

outre de l'ouverture du pays. « *L'Écosse ne produit pas assez de main-d'œuvre qualifiée pour subvenir à ses besoins. Alors, elle dépend fortement de l'immigration européenne.* »

Dans la cuisine des Byers, Rose, treize ans, entonne des airs traditionnels écossais. Demain, son père Stuart se lèvera à 4 heures pour s'occuper des animaux. Malgré la politique, l'Europe et les rêves d'indépendance, la ferme doit tourner : le cours normal de la vie quotidienne à Lockerbie. ✕

# À Gibraltar, « plus britanniques que les Britanniques »

Gibraltar est une enclave britannique au sud de l'Espagne. Ses 35 000 habitants sont fiers de leur identité. Pourtant, 96 % ont voté contre le Brexit, bien loin des nationalistes du Royaume-Uni.

Texte et photo [Alix Ponsar](#)  
Twitter [@AlixPonsar](#)

ILS SONT une quinzaine d'hommes, vêtus d'uniformes rouge et blanc de l'armée britannique du XVIIIe siècle. Tous remontent la rue principale, longent ses pubs et ses cabines téléphoniques. Au rythme des tambours, ils rejoignent la maison du Gouverneur, où on leur remet un imposant trousseau de clés, symbole de l'appartenance du Rocher à la Couronne britannique.

Cette reconstitution de cérémonie militaire a lieu tous les samedis midi. « C'est important de rappeler aux gens l'histoire militaire de Gibraltar, elle explique ce que nous sommes », affirme Tito, un ancien sergent du Régiment royal de Gibraltar, accoutré comme l'un des premiers gouverneurs.

L'histoire de Tito est emblématique de celle du Rocher. Né dans l'enclave britannique d'une mère anglaise et d'un père aux racines espagnoles, ce retraité porte son métissage jusque dans son nom de famille. « Vallejo, c'est très espagnol, "pero" [« mais »

en espagnol, ndr] *Smith c'est très britannique.* » Comme de nombreux Gibraltariens, Tito parle le llanito, un mélange d'espagnol et d'anglais teinté d'hébreu ou de maltais, à l'image des vagues de peuplement successives de Gibraltar. Mais, lorsqu'on l'interroge sur ses liens avec l'Espagne voisine, il s'insurge : « *Je me sens 100% britannique. Je suis même plus britannique que les Britanniques.* »

## « L'Espagne n'a cessé de nous persécuter »

Fusil à la main et tricorne sur la tête, Joseph a une explication. « *L'Espagne n'a cessé de nous persécuter*, affirme cet employé des douanes. *C'est pour cela qu'on se sent aussi proches du Royaume-Uni.* » Depuis 1713, Madrid a toujours revendiqué l'enclave. En 1967, après un référendum d'autodétermination lors duquel plus de 99 % des Gibraltariens votent pour rester britanniques, le général Franco fait fermer la frontière en représailles. « *Ma grand-mère était espagnole, notre famille a été divisée*, raconte Joseph. *Pour se donner des nouvelles, la seule solution c'était d'aller près de la frontière et de crier.* » La frontière reste fermée dix-sept ans. Si la situation

### Gibraltar.

Ce drapeau a été peint en 1967 pour célébrer la victoire du non au référendum d'autodétermination.

s'est apaisée, elle varie au gré des tensions diplomatiques avec l'Espagne. Les contrôles douaniers sont régulièrement ralentis, formant d'interminables queues à la frontière.

## « Mes petits-enfants ne parlent même pas espagnol »

C'est dans cet environnement que grandissent les jeunes générations. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'anglais est la seule langue officielle à l'école et le gouvernement prend en charge les études des jeunes Gibraltariens au Royaume-Uni. « *Mes petits-enfants ne parlent même pas espagnol* », appuie Michele. Atablée à la terrasse d'un *fish and chips*, cette infirmière de 52 ans observe la parade militaire.

Comme 96 % des Gibraltariens, elle a voté contre le Brexit. « *J'ai peur que ça devienne compliqué de traverser la frontière*, s'inquiète Michele, qui possède une maison de vacances en Andalousie. *Et puis nos fruits et légumes viennent d'Espagne. Comment on fera ?* »

## Un vote à l'opposé des nationalistes

Pour les habitants du Rocher, aussi patriotes soient-ils, c'est une question de survie. « *La relation est si forte des deux côtés de la frontière qu'il semblait impossible de voter pour le Brexit* », résume Elliott Phillip, chef de l'opposition parlementaire. 14 000 personnes traversent la frontière chaque jour, surtout des Espagnols qui fuient le chômage.

Peu après le référendum, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Garcia-Margallo, a déclaré que le Brexit serait l'occasion de « *planter le drapeau espagnol sur le Rocher* ». Mais tout reste à négocier entre Londres et Madrid, qui dispose d'un droit de veto sur le futur statut de l'enclave. Les habitants, eux, font confiance à l'adage populaire : tant qu'il y aura des macaques sur le Rocher, Gibraltar restera britannique. ✕



Gibraltar. Une centaine de serveurs de jeux en ligne sont installés dans le tunnel de l'Amirauté.

# Jeux en ligne à Gibraltar, le risque du game over

À lui seul, le secteur des paris sur internet représente 25 % du produit intérieur brut de l'enclave britannique. Cette économie tourne grâce aux salariés européens, installés pour la plupart dans les villes espagnoles voisines.

Texte et photo [Alix Ponsar](#)  
Twitter [@AlixPonsar](#)

LE ROCHER de Gibraltar abrite bien des secrets. On connaît ses macaques, dont l'origine reste un mystère. On connaît moins ses 50 kilomètres de tunnels, bien cachés sous 400 mètres de calcaire. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ces galeries ont abrité des soldats mais aussi des hôpitaux ou une boulangerie. Aujourd'hui, la plupart sont laissées à l'abandon. Mais, dans l'un des tunnels, une centaine de serveurs informatiques clignotent frénétiquement.

Ces gros ordinateurs offrent depuis 2011 des services informatiques à des entreprises du monde entier, à 90 % des sociétés de jeux en ligne. Paris sur les matchs de foot ou sur les élections législatives britanniques, poker ou bingo, les activités de ces entreprises sont multiples. Toutes ont afflué à Gibraltar à partir des

années 1990. En vingt ans, elles sont devenues indispensables aux 35 000 habitants du Rocher : elles emploient aujourd'hui 3 500 personnes et génèrent 25 % du PIB (produit intérieur brut) local. Les activités militaires ne contribuent plus qu'à 6 % du PIB, contre 60 % dans les années 1980.

### Gibraltar, une marque

Lottoland, le spécialiste des loteries en ligne, a installé ses bureaux dans le quartier d'Ocean Village, port cosmopolite de Gibraltar où les sièges sociaux des entreprises de services côtoient un yacht-casino, des hôtels de luxe et les bars les plus animés du territoire. « *Si le Rocher est aussi réputé c'est que le gouvernement a mis en place une réglementation très sélective. Gibraltar est devenue une marque* », explique Nigel Birrell, son PDG.

Gibraltar n'a attribué que trente licences à des entreprises de jeux en ligne, contre des centaines à Malte, par exemple. Surtout, les entreprises sont attirées par la fiscalité de l'enclave,

qui défie toute concurrence. L'impôt sur les sociétés est de 10 %, contre 33 % en France. Il était même nul avant 2010.

## « Le plus gros souci, ce sera la frontière »

Si Nigel Birrell se dit confiant vis-à-vis du Brexit, il concède quelques inquiétudes : « *Le plus gros souci, ça sera la frontière. Les trois quarts de nos 200 employés vivent en Espagne. Si la frontière devient lente ou difficile à traverser, ça risque d'être délicat.* » Ici, tout le monde a en tête les queues interminables qui s'y forment à chaque période de tension diplomatique entre Gibraltar et l'Espagne. Depuis que le Rocher est devenu britannique en 1713, Madrid revendique sa souveraineté sur le territoire. Pour le gouvernement espagnol, les contrôles douaniers approfondis sont un moyen de pression sur Gibraltar.

Dans l'un des bars d'Ocean Village, où les employés des sociétés de services ont l'habitude de se retrouver après le travail, deux jeunes anglais boivent ✕✕



# La nostalgie d'une identité idéalisée

Andrew Canessa est professeur d'anthropologie sociale à l'université d'Essex. Ce natif de l'enclave a collecté plus de 400 témoignages de ses compatriotes dans le livre *Britishness : an oral history of Gibraltarian identity in the 20th century*.

Propos recueillis et photo par **Alix Ponsar**  
Twitter @AlixPonsar

**1** **Pensez-vous que le Brexit puisse faire évoluer l'identité des habitants de Gibraltar ?** C'est tout à fait possible avec le temps. Ce qui a renforcé leur identité britannique, c'est que, jusque-là, le Royaume-Uni a été capable de garantir leur sécurité économique et politique. Si, sans l'Union européenne, le Royaume-Uni devient moins fort politiquement et économiquement les habitants de Gibraltar pourraient se tourner vers leur voisin espagnol, qui deviendra probablement de plus en plus puissant. Par ailleurs, l'identité britannique elle-même est en train d'évoluer et les Gibraltariens sont davantage nostalgiques d'une identité britannique qui n'existe plus.



**2** **Les Gibraltariens se sont-ils toujours sentis aussi britanniques ?**

Non justement, ils ont longtemps été des citoyens de seconde zone, mais il y a une sorte d'amnésie collective qui entre en jeu. Jusqu'aux années 1960, il y avait des toilettes séparées pour les Britanniques originaires de Grande-Bretagne, les Gibraltariens et les Espagnols. Jusqu'aux années 1970, ils n'avaient pas les mêmes salaires.

**3** **Pensez-vous que le Royaume-Uni sera toujours à même de défendre les intérêts de Gibraltar après le Brexit ?**

Je n'en suis pas si sûr. S'il y a des conflits sur les questions de taxes, de tabac ou sur la frontière, Bruxelles ne soutiendra plus forcément Londres, qui ne fera plus partie de l'Union européenne, mais privilégiera ses membres, à savoir l'Espagne. ✘

✘ de la bière espagnole. Tous les deux travaillent chez William Hill, l'un des leaders du secteur des paris et jeux. « Pour l'instant on ne sait pas du tout ce qu'il va se passer. On attend de savoir pour décider ce qu'on fait », relativise John. Le jeune homme habite depuis sept ans dans la ville espagnole voisine de La Línea de la Concepción, où les loyers sont beaucoup moins chers qu'à Gibraltar. « Ma mère est irlandaise, donc s'il y a des problèmes avec la frontière, je demanderai la nationalité irlandaise », se rassure-t-il.

**S'installer à Malte ?**

Peter Montegriffo, un avocat qui a aidé de nombreuses sociétés de jeux en ligne à s'installer à Gibraltar, souligne une autre menace : « Avec le Brexit, les entreprises vont perdre leur accès au marché européen. » Certains pays européens, comme l'Allemagne, n'ont pas de réglementation propre.

« Avec le Brexit, les sociétés de jeux en ligne devront trouver un autre pays où s'installer »

**Peter Montegriffo**

Résultat, toute société qui a une licence pour un pays européen obtient de facto le droit d'opérer en Allemagne. « Les entreprises de Gibraltar devront trouver un autre pays européen où s'installer », analyse l'avocat.

L'un des acteurs du secteur, Paddy Power Betfair, a déjà annoncé son intention de fermer ses bureaux à Gibraltar. William Hill et Bet 365 ont confirmé l'ouverture de nouveaux bureaux à Malte. Une chose est sûre, Madrid compte bien utiliser le Brexit pour faire pression sur la politique fiscale du Rocher, qu'elle n'hésite pas à qualifier de « paradis fiscal ».

Pour Tito Vallejo, ancien sergent du Régiment de Gibraltar, pas de doute : « On a su développer des activités de services pour remplacer les activités militaires. On trouvera autre chose s'il le faut. » ✘



**Romford.**  
Harsant se désole de voir les traditions s'effriter chaque jour.

## British ? No, English !

À Havering, un quartier de la banlieue nord-est de Londres, 85 % de la population est blanche et revendique son identité anglaise. Les habitants attendent impatiemment le Brexit.

Texte **Vincent Bado, Yan Chen**  
Twitter @YipoBado, @AuroreChen09  
Photo **Yan Chen**

le fait de se retrouver tous les dimanches en famille. Mais ces valeurs s'étiolent chaque jour. « Les enfants n'ont plus cette notion de la famille », déplore-t-elle.

**Une fierté perdue**

Cette revendication identitaire pourrait expliquer le fait que près de 70 % des habitants de Havering ont voté en faveur du Brexit, en 2016. Selon le magazine *The Economist*, l'*Englishness* a joué un rôle important dans le référendum. En effet, 73 % des Britanniques qui se revendiquent plutôt anglais ont voté pour le Brexit, tandis que 66 % de ceux qui se réclament britanniques ont voté contre. À une époque où la *Britishness* symbolise l'ouverture d'esprit et le multiculturalisme, les Anglais, eux, cherchent à retrouver la gloire de leur identité.

**Sortir du carcan de l'UE**

Gareth Scott, 48 ans, employé dans le secteur paramédical, affirme avoir lu attentivement le traité de Lisbonne. Il tire la conclusion que « l'Union européenne est

une organisation autocratique » et reproche à l'Europe d'étouffer son pays. Harsant partage son sentiment. « Avant, j'étais fière de notre système sanitaire. Mais ce n'est plus le cas », regrette-t-elle. En votant pour sortir de l'Europe, elle espérait que « la contribution financière versée à l'UE soit utilisée pour financer la santé des Britanniques ». Cet argument financier été placardé sur les bus de campagne pro-*Leave* en 2016. Boris Johnson a lui aussi promis que le Royaume-Uni pourrait récupérer les 350 millions de livres hebdomadaires allouées à l'UE, pour financer le National Health Service [NHS, le système de santé britannique, ndr].

**« On s'en fout de la politique ! »**

Au Royal British Legion, un ancien club du service militaire, l'ambiance est déjà très animée à 14 heures. Une fête de Noël s'y déroule et attire des dizaines de personnes âgées venues profiter d'un concert et du buffet. John Tonkins, 63 ans, ouvrier du bâtiment à la retraite, discute avec ses amis. Ils nous proposent un verre mais refusent de commenter le nouvel accord sur le Brexit : « On s'en fout de politique ! On boit nos bières et on parle de foot avec nos potes. C'est tout ! »

En 1941, le célèbre auteur anglais George Orwell écrivait que les aspects essentiels dans la culture anglaise sont « le bar, le football, le jardin, la cheminée et le bon thé ». La politique, elle, « importe peu ». ✘

## Valentina Greenwood, anglaise malgré elle

Née en Italie de parents franco-britanniques, Valentina Greenwood se sent d'abord italienne. Malgré son passeport du Royaume-Uni. De quoi craindre les conséquences du Brexit.

Texte et photo [Agathe Cherki](#)  
Twitter [@Agathe\\_Cherki](#)

TOUTS LES JOURS à 17 heures, dans son appartement parisien, Valentina Greenwood prend le thé, à l'anglaise, avec ses colocataires, venues comme elle de Turin. Valentina parle un français parfait, empreint d'un accent italien discret et ponctué de mots anglais impeccablement prononcés. Elle est née et a grandi en Italie, au croisement de nationalités multiples, dans une famille profondément attachée à l'Europe. Ses deux parents sont britanniques (son père est originaire de Cambridge et sa mère franco-écossaise) et sont installés en Italie depuis une trentaine d'années.

« Au début, je me sentais étrangère partout. J'enviais mes amis qui, eux, étaient italiens depuis des générations. J'ai réalisé plus tard que, n'étant pas enracinée quelque part, j'étais plus libre, je pouvais construire

un chez-moi partout, comme mes parents l'avaient fait. » Un idéal aujourd'hui mis en péril par le Brexit. Car Valentina ne détient que la nationalité britannique.

Jusqu'ici, vivre en Italie ou étudier en France ne présentait pas de grande difficulté pour elle. Mais lorsque le Royaume-Uni sera définitivement sorti de l'Union européenne, les choses risquent de prendre une autre tournure.

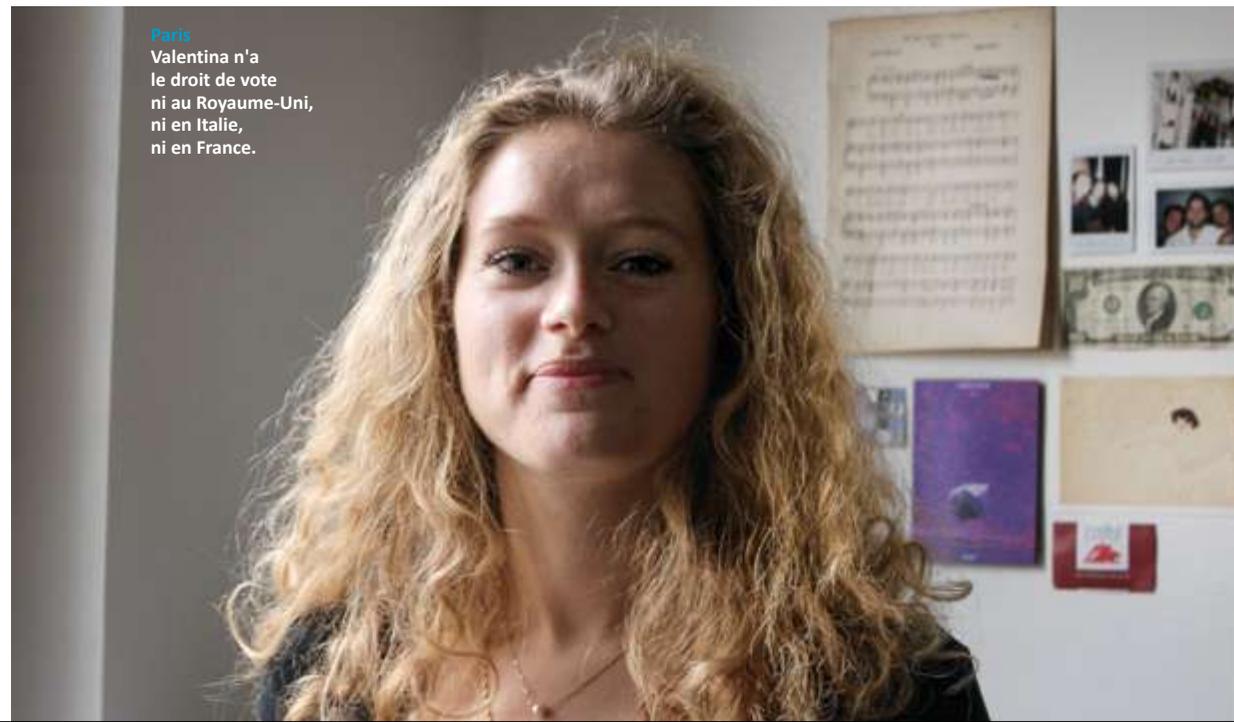
« Je réfléchis à devenir française »

« Légalement, je n'aurai peut-être plus le droit de résider ni en France, ni en Italie, explique-t-elle. Et je le vis comme un rejet, car je ne me suis jamais vraiment sentie anglaise : je parle et j'écris mieux l'italien, j'ai grandi au contact de la culture italienne... Je n'ai même pas le droit de voter en Angleterre\*. Ni en Italie, ni en France d'ailleurs. Je suis une citoyenne inutile. » Valentina regrette de n'avoir même pas pu se prononcer sur la sortie de l'Union européenne et se sent aujourd'hui britannique malgré elle. « C'est triste, mais c'est exactement ça. Ce n'est pas mon pays. »

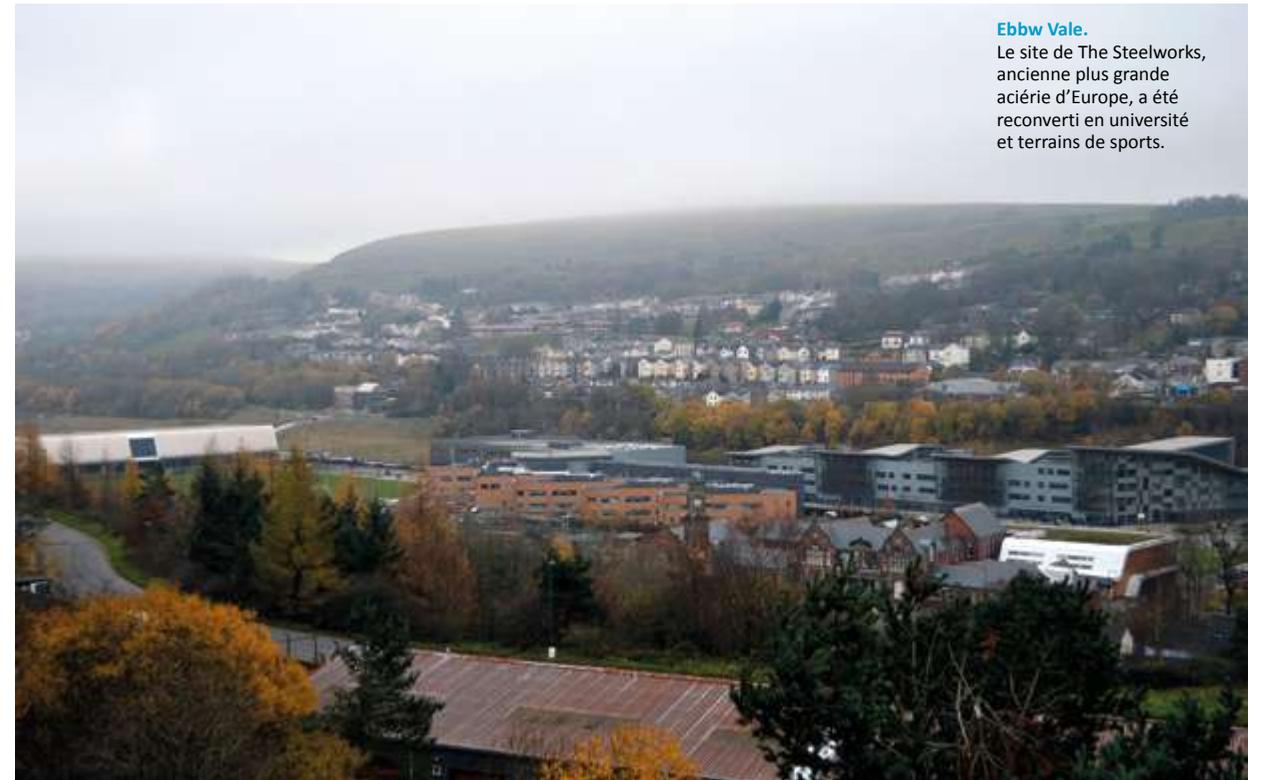
L'étudiante a entrepris les démarches nécessaires à l'obtention de la nationalité italienne dès ses 18 ans. Aujourd'hui, elle en a 23 et ses demandes n'ont toujours pas abouti. « Je réfléchis à devenir française s'il s'avère trop compliqué de devenir italienne. Ma mère et ma grand-mère sont françaises, je pourrais demander la nationalité mais je ne suis pas sûre de me sentir assez française pour le faire. Pour moi, obtenir la nationalité italienne, être officiellement reconnue comme faisant partie de ce pays, aurait vraiment de la valeur. »

Pour l'heure, elle compte bien rester en France, au moins le temps de finir ses études d'histoire de l'art. « Est-ce que c'est envisageable ? Je ne sais pas, j'ai essayé de comprendre, j'ai fait des recherches mais tout est tellement complexe... Enfin si je dois partir, quelqu'un finira par me le dire. » Quand bien même il lui serait possible de rester, elle serait alors exposée à l'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants hors UE (3770 euros au lieu de 243 euros pour une année de master). Ce qui pourrait compromettre la poursuite de ses études à Paris. Elle y vit depuis maintenant deux ans, aux côtés d'un groupe d'amis italiens rencontrés au lycée. « Ils sont nettement moins embêtés par tout ça, sourit-elle. Pour le moment, je préfère vivre dans l'ignorance et me dire que tout va bien se passer. » ✘

\*Elle n'a pas vécu assez longtemps sur le territoire britannique pour pouvoir y voter.



Paris  
Valentina n'a le droit de voter ni au Royaume-Uni, ni en Italie, ni en France.



Ebbw Vale.  
Le site de The Steelworks, ancienne plus grande aciérie d'Europe, a été reconverti en université et terrains de sports.

## Le cri de détresse des vallées galloises

La circonscription de Blaenau Gwent, au pays de Galles, a voté à 62 % pour le Brexit, dans une région perfusée aux aides européennes. Le scrutin a fait resurgir les plaies des oubliés de la désindustrialisation.

Texte et photos [Laura Andrieu](#), [Martin Lavielle](#)  
Twitter [@Laura\\_andrieu](#), [@martin\\_lavielle](#)

REGARDEZ AUTOUR de vous. C'est une ville fantôme. » Cheveux courts, cigarette aux lèvres, enveloppée dans son pull orné d'un logo Nirvana, Hannah ne se plaint pas. Elle constate seulement. « Il n'y a rien à faire ici, c'est mort. » Derrière elle, l'imposante bâtisse nommée Picture House renferme un pub sur deux étages. Devant son regard désabusé s'étalent la place centrale d'Ebbw Vale, ses quelques commerces, son parking et sa brume. « C'est impossible de trouver du boulot ici, poursuit la trentenaire. J'en cherche depuis quatorze mois, depuis que mon mari est mort. Je ne trouve rien. Mais les choses vont aller mieux avec le Brexit. » Comme une courte majorité des Gallois

(52%), Hannah a voté pour la sortie de l'UE. C'est ici, à Blaenau Gwent, dans ce comté de 70 000 habitants, que le vote pour le Leave a atteint le plus haut pourcentage du pays (62 %).

**Ebbw Vale, à l'ombre des usines**

Dans Rees Street, la rue principale d'Ebbw Vale, ville de 19 000 habitants, quelques bâtiments sont éclairés à la nuit tombante et deux statues en métal font office de décoration. En prenant un peu de hauteur, on distingue le creux de la vallée et ses grandes étendues autrefois occupées par de gigantesques usines. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la ville fut un des fleurons de l'industrie métallurgique britannique où 34 000 personnes

travaillaient. The Steelworks, l'aciérie de la ville, était la plus grande d'Europe.

« Dans des vallées comme celle-ci, il y a eu une expansion phénoménale de la population et de la richesse, relève Moya Jones, professeure émérite de civilisation britannique à l'université Bordeaux-Montaigne. Le charbon gallois était de très bonne qualité, il a permis le développement des usines d'acier déjà présentes, et plus largement de l'empire britannique. »

**Une culture ouvrière**

**et une mentalité rurale**

Tant et si bien que la région des Valleys a attiré une immigration massive venue d'Angleterre, mais aussi de toute l'Europe. Les mines et les aciéries ont avalé les travailleurs pendant plusieurs décennies. Jusqu'à conférer à ces lieux une ✘✘✘



**Ebbw Vale.** Les panneaux témoignent des investissements européens dans les transports et les bâtiments dans la région.

xxx identité propre, mêlant culture ouvrière et mentalité plus rurale des vallées galloises.

#### Le faux rebond européen

Cette identité cadre encore aujourd'hui l'état d'esprit des habitants. Jonathan Millaod siège au conseil local entre deux matchs de boxe durant lesquels il exerce comme speaker. S'il vante les mérites et beautés cachées des vallées environnantes, ce petit barbu de 38 ans reste lucide sur la situation de ses concitoyens.

**Avec 40 % de chômage, le comté est l'un des plus pauvres d'Europe**

« Ici, les personnes ont pris l'habitude de penser qu'ils n'avaient qu'à sortir de l'école pour avoir un boulot à la fosse ou à l'aciérie, raconte-t-il, fataliste. Et puis, la mentalité des Valleys c'est : au-delà de la montagne, il n'y a rien. Les faire réaliser que tout ça a changé prendra des décennies. »

En 2002, The Steelworks et ses 780 emplois ont disparu, entérinant la

disparition d'une industrie qui avait fait la fierté et la vitalité de toute la région. Et Ebbw Vale a perdu son attrait d'antan. Avec 40 % de chômage, le comté de Blaenau Gwent est l'un des plus pauvres d'Europe.

La zone autrefois occupée par l'usine est devenue *The Works*, un projet de 350 millions d'euros financé par différents acteurs publics et privés dont le fonds européen de développement régional (FEDER). Ce fonds d'investissement cible en priorité les régions les plus pauvres d'Europe, dont le pays de Galles. Il devait encore recevoir 1,8 milliard d'euros pour la période 2014-2020.

Sur les lieux de l'ancienne aciérie se trouvent désormais une gigantesque salle de sport, des logements, l'université

**Ebbw Vale.** Pour beaucoup, le dragon de la Bank Square représente les fonds européens déconnectés des réalités.



de Coleg Gwent ou encore un centre de loisirs. À côté de chaque bâtiment, un panneau où l'on peut distinguer le drapeau bleu et ses douze étoiles jaunes. Pour rejoindre ces bâtiments à pied depuis le centre-ville, l'itinéraire le plus court passe par un téléphérique, financé aussi par l'Europe.

*The Works* n'est qu'un investissement européen parmi d'autres à Blaenau Gwent. Certains projets financés par l'UE sont d'ailleurs toujours en cours. Il n'est pas rare de croiser tractopelles, bulldozers et autres engins de chantier, sur les routes de la vallée. LA465, surnommée *The Head of the Valleys Road* connecte plus rapidement la région à Cardiff ou encore à l'Angleterre. Elle est toujours en travaux mais vivement critiquée

par certains locaux, qui estiment qu'elle ne sert qu'à contourner leurs villes, déjà délaissées.

#### « Quand j'étais adolescente, Ebbw Vale était vivante »

Ces perfusions européennes n'ont pas empêché la majorité des habitants de la région de voter en faveur du Brexit. « J'ai voté pour rester dans la CEE en 1975 et en 2016 pour sortir de l'UE. Oui, nous recevons beaucoup de fonds européens, mais ils ne sont pas utilisés de la bonne manière », souffle Zoé qui vit à Ebbw Vale depuis trente-huit ans. Cette Anglaise de 62 ans tient une petite boutique dans la rue principale de la ville. Elle vend pelotes de laine, aiguilles et autres nécessaires à couture. Elle esquisse un geste en direction de la place où se tient un imposant dragon métallisé,



**Ebbw Vale.** Dans sa boutique, Zoe confie sa déception sur l'utilisation des fonds européens.

financé en partie par l'Union européenne. « Cette statue est magnifique, plein de gens la prennent en photo. Mais en même temps, les autorités ont fermé toutes les toilettes publiques de Blaenau Gwent. Si on ne peut même plus satisfaire nos besoins les plus élémentaires, à quoi sert notre argent ? » se désole Zoe. Comme elle, les habitants sont nombreux à penser que l'Union européenne n'a pas amélioré leur quotidien depuis que le Royaume-Uni y est entré, en 1973. « Quand j'étais adolescente, cette ville était vivante, en pleine expansion, se rappelle Carol, propriétaire d'un magasin de cigarettes électroniques. *Mais plus maintenant. C'est dur.* » Elle évoque le déclin des industries, qui laissent un vide. Un sentiment de déclassement et d'abandon. Et une certitude : rien ne pourra jamais remplacer l'apport des mines pour la région.

Wayne Thomas est bien placé pour le savoir. Ancien mineur, ce gaillard de 58 ans a passé deux décennies dans la fosse avant de travailler à temps plein dans le Syndicat des mineurs du sud du pays de Galles. « Les plus âgés savaient qu'avec la fermeture des industries, le potentiel et les opportunités pour les jeunes ne seraient plus les mêmes, explique-t-il. Je sais que certains de mes anciens collègues ont voté pour le Leave. Ils vivent dans le passé, on ne pourra pas revenir en arrière. »

L'ancien mineur comprend toutefois leur sentiment d'être laissés pour compte. « Ils avaient un poids important dans la communauté. Sous terre, ils étaient

docteur en sociologie à l'université de Manchester. « Au pays de Galles, ce discours présentant l'immigration comme une menace n'avait jamais vraiment pris. Cette dernière avait même une valeur positive, au contraire de l'Angleterre, rappelle la professeure. Ce sont les politiques qui ont profité du vide laissé par la désindustrialisation pour utiliser ce levier. »

Les plaies béantes laissées par la disparition des industries semblent n'avoir jamais vraiment quitté la région et ses habitants. Ces blessures, Alun Davies y a été confronté tout au long de sa carrière politique. Celui qui se définit comme un « socialiste » est député du Parlement gallois pour la circonscription de Blaenau Gwent. Assis à un bureau de sa permanence locale, il confesse, l'air las : « Je n'ai jamais vu une situation aussi critique au Royaume-Uni depuis le début de ma vie politique. C'est une véritable crise que nous traversons. »

Mais si ses épaules affaissées traduisent sa fatigue, il se veut toujours aussi tranchant : « Ce vote était un vote contre le système, pas sur le Brexit. C'était un cri du peuple contre l'austérité. » Avec la fin des investissements européens et la possible sortie du Marché commun, ce cri risque fort de se retourner contre ceux qui ont voté pour sortir. Le député le concède, amer. « Quand il y a un problème en Angleterre, c'est pire au pays de Galles, et c'est encore pire à Blaenau Gwent. »

En fin d'après-midi, il fait déjà nuit à Ebbw Vale. Les commerces ferment. Seuls la *Picture House* et les commerces de paris ou de jeux d'argent sont encore remplis. Le *Sun Valley*, au nom doucement

respectés, c'était des leaders. Mais une fois qu'on les a ramenés à la surface, leurs savoirs-faire n'avaient plus d'utilité. Ces gars ont perdu l'envie de s'investir. On leur a donné le sentiment d'être insignifiants. »

#### Rhétorique anti-immigrés et désindustrialisation

Le déclin de ces vallées industrielles a favorisé la rhétorique anti-immigrés développée par certains politiciens. Les travailleurs étrangers ont été accusés de faire baisser les salaires, de prendre le peu d'emplois restant et d'augmenter la délinquance. « Notre gouvernement

**« C'était un cri du peuple contre l'austérité » Alun Davis**

laisse entrer tout le monde, martèle Carol, qui a voté pour le Brexit. Cela pose des problèmes, notamment pour notre système de santé, certains immigrés profitent de notre argent. » Quand on se risque à lui demander s'il y a beaucoup d'immigrés à Blaenau Gwent, elle concède : « Non, il y en a peu. Ils n'ont pas l'habitude de venir ici. »

L'immigration n'a jamais réellement posé de problèmes dans la région avant le référendum selon Bethan Harries,

ironique, fait partie de la deuxième catégorie. Dans la salle, les joueurs ne prêtent attention qu'à leur écran. Amanda se tient derrière le comptoir, à l'abri des lumières criardes et des bruits assourdissants des machines à sous. Elle qui a passé toute sa vie à Ebbw Vale a du mal à défendre sa ville. « Mes enfants, je ne pense pas qu'ils vont rester. Il n'y a pas de travail, rien. C'est mieux pour eux de partir. C'est triste, mais c'est ce qu'il y a de mieux à faire. C'est la vie. » x

## La campagne française, the place to be ?

Marianne et James sont en visite à Courléon, un petit village de Touraine. Comme de nombreux Britanniques, ils veulent acheter une maison en France. Mais, depuis le Brexit, la demande s'est tarie. Et certains de leurs compatriotes ont même décidé de repartir au Royaume-Uni.

Texte et photos **Maxime Lictevout**  
Twitter @MaximeLictevout

**L**ES MAISONS SONT BASSES, certaines en vieilles pierres typiques de la région. Bienvenue à Courléon, petit village de 200 âmes, à la limite entre le Maine-et-Loire et l'Indre-et-Loire. L'église du bourg a visiblement eu droit à un récent lifting, tandis que la mairie fait aussi office d'école, de bureau de poste... et de monument aux morts, à en croire les plaques sur la façade. À l'heure du déjeuner, en pleine semaine, il y a plus de chats que de voitures au croisement entre la D 206 et la D 142.

Avec leur volant à droite, impossible de les rater. La voiture de Mike Goldsmith, agent immobilier, ouvre la route à celle de James et Marianne, un couple d'Anglais quinquagénaires arrivés du Royaume-Uni il y a un mois. C'est leur quatrième visite de la journée. « *Le must serait d'avoir un petit terrain de tennis*, sourit Marianne. *Mais la priorité, c'est le jardin pour la chienne.* »

### En quête d'espace

Si James et Marianne veulent vivre en France, ce n'est pas uniquement à cause du Brexit. Les raisons de leur départ

du pays de Galles sont nombreuses : « *Au Royaume-Uni, il y a trop de monde, trop de bouchons, trop... On veut la paix, de la tranquillité. Je n'habiterai jamais à Londres, même si on me payait* », soupire Marianne.

En choisissant Courléon, ils ne seraient d'ailleurs pas les seuls Britanniques du village. « *Trois familles sont déjà là* », glisse l'agent immobilier. À deux heures et demi du port de Caen-Ouistreham – où des ferries arrivent d'Angleterre – Courléon semble plaire, malgré sa situation isolée. « *Les gens des villes ont oublié comment on s'amuse et comment on profite de la campagne* », insiste James. « *Jusqu'à présent, tous les gens que nous avons rencontré sont très gentils et polis* », ajoute Marianne.

### Nouvelles tendances

Et les agences immobilières n'ont pas attendu le Brexit pour s'intéresser aux Britanniques. À Loches, près de Tours, l'agence Touraine Berry Immobilier a même choisi de se consacrer uniquement à cette clientèle. Mais la gérante est trop occupée pour nous répondre : les affaires semblent aller mieux que les semaines qui ont suivi le référendum, quand les potentiels acheteurs s'étaient refroidis.

Mike Goldsmith, lui, travaille en indépendant pour Liggett Immobilier, une enseigne présente dans tout l'Hexagone. Depuis cinq ans, il couvre un territoire qui va de la Vendée à l'Indre-et-Loire, en passant par l'Anjou et le Maine-et-Loire. Quand on évoque le Brexit, il rit jaune:

**Courléon.**  
Marianne, James et l'agent immobilier Mike Goldsmith.



**Courléon.**  
Parmi les 200 habitants, trois familles britanniques vivent ici.

« *Notre pays devient dingue. Avec ma femme, nous ne rentrerons pas, nous aimons la France.* » Depuis la victoire du *Leave*, Leggett Immobilier se concentre sur les acquéreurs français, afin d'anticiper une baisse de la demande des Britanniques. Avant le Brexit, ses clients étaient à « *85 % internationaux, majoritairement en provenance du Royaume-Uni, et à 15 % français. Maintenant c'est plus du 52%/48 %.* » Mais l'enseigne indique que, sur l'ensemble de ses agences, la demande britannique a finalement peu diminué : nombre d'entre eux « *souhaitent acquérir un pied-à-terre en France avant mars 2019* » et la sortie définitive de l'Union européenne.

Il y a encore trois ans, les Britanniques recherchaient davantage une maison secondaire dans l'Hexagone. Mais « *ces douze derniers mois, ce sont surtout pour des installations permanentes* », constate Mike Goldsmith. Le marché a sensiblement changé : « *30 % de Britanniques en moins se renseignent pour venir en France désormais. Mais ceux qui nous contactent aujourd'hui sont plus sûrs d'eux, ils veulent acheter tout de suite ou dans les dix-huit mois. C'est un gros changement, et tant mieux pour le business !* » ✖



*Au pays du multiculturalisme, le Brexit interroge les différentes communautés sur leur place dans la société.*

p34

### LONG FORMAT

Les religions  
faith to face

p40

### V.O.

Goodbye  
European Union,  
hello Commonwealth?

p41

Ces migrants  
asiatiques disent  
« *Leave* » à ceux  
de l'Europe

p43

La course  
à la régularisation  
des Italiens

p44

Génération Windrush,  
les « *indésirables* »

p50

Devenir citoyen  
anglais, un baptême  
so british

p52

Expatriés,  
ils se sentent  
« *mis à l'écart* »

p46

### ARRÊT SUR IMAGE

« *On ne vole  
pas le travail !* »

p48

Les Polonais,  
boucs émissaires  
résignés ?

p55

God save  
the foot

p53

À Barking-et-Dagenham,  
les félures du  
multiculturalisme



**Perranuthnoe.**  
Une église anglicane  
parée pour le  
62<sup>e</sup> anniversaire  
du couronnement  
de la Reine.

# LES RELIGIONS FAITH TO FACE

Dossier préparé par Noémie Leclerq, Saada Soubane,  
Sofiane Zaizoune et Clémence Labasse  
Photo Quentin Trigodet

**Les questions religieuses  
ont jalonné la campagne  
du Brexit. Le vote des  
différentes communautés  
a été scruté pour tenter  
d'y déceler, parfois en vain,  
des mécanismes collectifs.**

# À Drumcree, la paix malgré les cicatrices

Depuis vingt ans, le calme a regagné la paroisse nord-irlandaise, marquée par seize années de violences entre catholiques et protestants. Mais le référendum sur la sortie de l'Union européenne ravive ces douloureux souvenirs.



Portadown. Depuis 1998, la marche organisée par l'Ordre d'Orange, confrérie protestante, a interdiction de passer par le quartier catholique.

Texte et photo **La rédaction**  
Infographie **Alexandre Aflalo**

**L**A BMW BLEU ÉLECTRIQUE de Darryl Hewitt s'engage sur Drumcree Road, une petite route de campagne à l'extérieur de Portadown. Dans cette ville de 22 000 habitants, où cohabitent catholiques et protestants, à une quarantaine de kilomètres de Belfast, est né l'Ordre d'Orange. Darryl est le grand maître local de cette fraternité spirituelle de confession protestante, proche dans son organisation de la franc-maçonnerie.

Depuis sa création en 1795, l'Ordre organise tous les ans la marche de Drumcree, le dimanche précédant le 12 juillet. Près de 500 orangistes, chapeau melon, collette orange et gants blancs s'y rassemblent. Ils partent de l'Orange Hall, le siège local de la fraternité en centre-ville, pour rejoindre l'église protestante de Drumcree, située sur une colline à près de trois kilomètres dans la campagne environnante. « On assiste à la messe puis on se remet en route, mais on est arrêtés là-bas par la police. » Du bout de son doigt Darryl Hewitt montre un petit pont en pierre en contrebas de l'église et de son cimetière. Le quartier catholique.

Dans les années 1990, la procession est entravée par les autorités afin d'éviter ces confrontations, nourrissant alors la colère des protestants unionistes. La marche prend plus d'importance et devient un symbole des divisions en Irlande du Nord. En 1996, près de 70 000 personnes se rendent à Portadown, forçant policiers et militaires à laisser passer la parade par Garvagh Road, dans le quartier catholique. Ce jour-là, les attaques loyalistes font plus de 50 blessés dans la police, 90 dans la population civile et un mort.

## Un symbole des violences du passé

En 1998, les orangistes se sont vus interdire définitivement de traverser le quartier catholique en raison des violences provoquées par le passage du cortège. Sur le chemin de la parade, le grand maître énumère les démarches entamées pour que la fraternité puisse reprendre son itinéraire historique : « Nous avons écrit à la ministre britannique pour l'Irlande du Nord, Karen Bradley, à l'archidiocèse du comté d'Armagh, et nous faisons chaque année une demande à la commission des parades, mais c'est comme s'adresser à cet arbre », déplore-t-il, joignant le geste à la parole. « Le tronçon en question fait seulement 500 mètres et il y a très peu d'habitations. Le problème, c'est qu'on nous jetait des œufs et des pierres. Le dispositif policier devenait de plus en plus important », affirme Darryl

Hewitt. Les catholiques voyaient en cet itinéraire une décision irrespectueuse et sectaire.

Depuis vingt ans, la ville tente d'oublier le conflit. La paix paraît immuable aux jeunes générations. « On sait que des choses horribles se sont passées mais on n'a pas connu ça, explique Halley, née en 1994 qui a grandi à Portadown et qui travaille comme serveuse dans un café. Tout se passe bien entre nous. On va à l'école ensemble, on travaille ensemble, il n'y a pas de problème. » Sa patronne approuve d'un hochement de tête. Impossible dès lors d'imaginer que le Brexit puisse venir perturber ce calme.

## Les catholiques ont voté massivement pour le Remain

Une étude de l'assemblée d'Irlande du Nord estime que 85 % des catholiques nord-irlandais ont voté *Remain*, contre seulement 40 % des protestants. Le vote laisse craindre que la communauté catholique reproche à son vieil oppresseur loyaliste un Brexit jugé désastreux. Toutefois, Peter Clarke, prêtre catholique de Drumcree n'est pas de cet avis. « Le débat ici a été beaucoup moins violent que sur le Mainland [la Grande Bretagne, ndlr]. Oui, une majorité de protestants a voté Leave mais est-ce qu'ils le referaient aujourd'hui ? Je n'en suis pas sûr. »

Le prêtre officie à Portadown depuis un an et n'a pas connu les troubles dans la ville. Il sait que la vérité n'est pas aussi simple. La paix, bien qu'installée, a laissé des cicatrices. D'ailleurs, il choisit précautionneusement ses mots, comme si chacun était crucial : « Faites attention à ce que vous écrivez, vous savez, c'était terrible ce qu'il se passait à l'époque. » Il reflète le sentiment général : personne ne croit à une reprise des violences. Mais la perspective d'une sortie de l'Union européenne, agitée comme un épouvantail par le camp du *Remain* a ceci de fascinant qu'elle peut ébranler toutes les certitudes.

## « On ne veut surtout pas que nos enfants vivent ce qu'on a vécu »

Les derniers rayons de soleil quittent Garvagh Road, ancien théâtre de ces violences. Katie\* s'y promène avec une amie. Catholique depuis son mariage, elle vient d'une famille protestante et sa sœur fait partie de l'Ordre d'Orange. « Tant que la parade ne passera pas par ici, tout ira bien. On ne veut surtout pas que nos enfants vivent



ce qu'on a vécu », lâche tristement celle qui vit dans le quartier catholique depuis plus de 60 ans. Katie a connu les émeutes en tant que protestante puis comme catholique et affirme qu'en dehors de la marche, les deux communautés ont toujours vécu en bonne intelli-

gence. L'évocation du Brexit jette un voile d'inquiétude dans son regard. « J'espère que ça ne va pas raviver les tensions, mais je ne sais pas. J'ai peur de ce qui peut se passer. »

Au contraire, Darryl Hewitt n'est pas inquiet. Il a voté *Leave* et n'a pas peur des conséquences. L'instituteur à la retraite lance alors : « Qui va commencer les violences ? Nous n'allons pas commencer. La communauté protestante ne va pas commencer. La police ne va pas commencer. » Oubliant ainsi volontairement le camp nationaliste catholique.

## Une conjoncture favorable à l'Ordre d'Orange

La perspective d'un Brexit sans frontière physique tempère quelque peu les inquiétudes des Nord-Irlandais. Westminster et l'UE veulent éviter cette frontière qui représenterait un retour en arrière. Pourtant, le danger n'est pas définitivement écarté. La femme politique nord-irlandaise, Arlene Foster, leader du DUP, parti unioniste conservateur, et alliée de Theresa May, s'oppose catégoriquement à la solution trouvée par les négociateurs du Brexit : le *backstop* (filet de sécurité), qui déplacerait la frontière douanière entre l'île irlandaise et la Grande-Bretagne.

Mais le problème pourrait venir d'ailleurs. Darryl Hewitt estime que les responsables politiques nord-irlandais se cachent derrière l'indépendance de la commission des parades pour ne pas avoir à choisir leur camp. Mais Arlene Foster est membre de l'Ordre d'Orange et pourrait bien avoir l'influence nécessaire pour autoriser un retour à l'itinéraire originel. Enfin, l'actuelle ministre britannique pour l'Irlande du Nord Karen Bradley a accepté l'été dernier une invitation des orangistes à se rendre à une de leur procession. D'ici à un hypothétique revirement quant au trajet de la marche de Drumcree, les mots de Martin Luther inscrits par l'Ordre sur son local résonnent avec un sens particulier : « Nous voici donc en ce jour. Nous ne pouvons faire autrement. » ✕

\* Le prénom a été modifié.

## « L'anglicanisme, c'est un marqueur identitaire pour les nationalistes »

Les fidèles de l'Église d'Angleterre ont plus voté pour le divorce avec l'Union européenne que la moyenne nationale, selon une étude parue en août 2018 dans la revue scientifique *Religion, State and Society*. Entretien avec Greg Smith, chercheur et co-auteur de l'étude.

Propos recueillis par **Clémence Labasse**  
Twitter @Clem\_Labasse Photo D.R.

**S'**IL EST UNE CHOSE qui différencie le Royaume-Uni de ses voisins européens, c'est peut-être son rapport à la religion. Outre-Manche, l'Église n'est pas séparée de l'État et l'anglicanisme reste la religion dominante. Cette appartenance a, d'une certaine façon, joué un rôle lors du référendum de juin 2016.

**Latitudes** Quel poids les anglicans ont-ils eu dans le vote sur le Brexit ?

**Greg Smith** Selon nos données, les personnes qui se définissent comme appartenant à l'Église d'Angleterre ont voté à 67 % pour que le pays sorte de l'Union européenne (UE). Un chiffre bien au-dessus de la moyenne nationale. 55 % des catholiques ont également voté pour sortir de l'UE, et les personnes sans religion ou les minorités religieuses, comme les musulmans ou les sikhs, ont en majorité voté pour rester.

**Latitudes** Pourquoi existe-t-il une telle différence dans le vote ?

**GS** Être anglican est un peu l'option par défaut en Angleterre. On peut se définir comme tel sans jamais avoir prié de sa vie ou être allé à l'église. En fait, chez les croyants — ceux qui vont à l'église au moins une fois par mois —, la tendance à voter *Leave* diminue. Les nationalistes ont tendance à se dire anglicans plus facilement, même s'ils ne sont pas pratiquants, car c'est un marqueur identitaire. Ces anglicans moins dévoués considèrent la religion comme un symbole du patrimoine britannique et une source de fierté nationale.

Lancashire.

Greg Smith est chercheur à la William Temple Foundation, centre de recherches spécialisé dans la religion, à Rochdale.

**Latitudes** Les chrétiens les plus fervents étaient-ils donc plus favorables au fait de rester dans l'UE ?

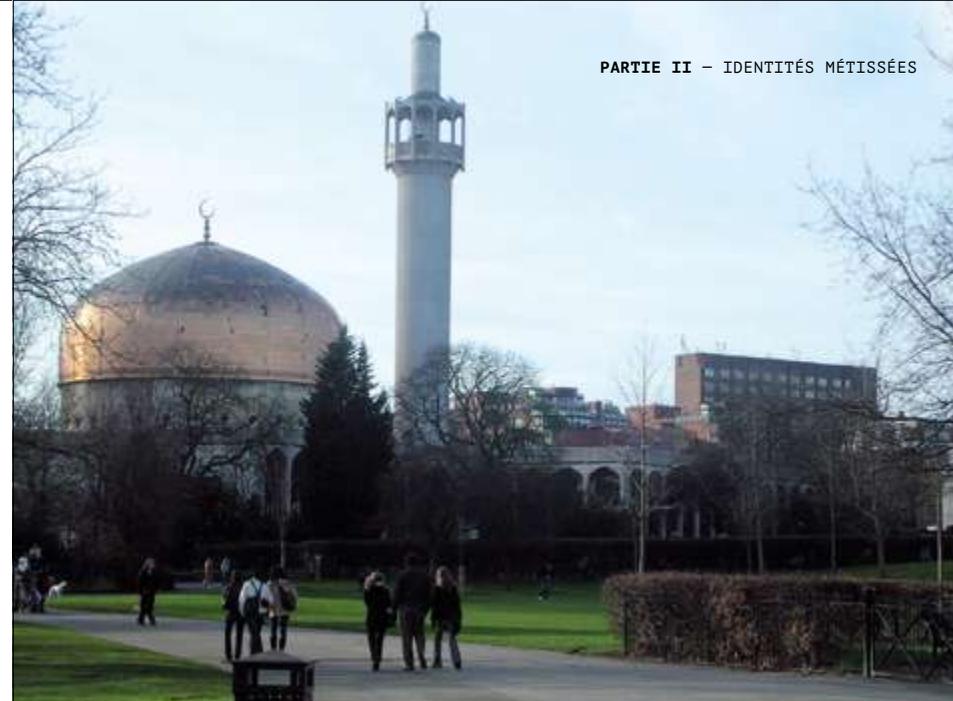
**GS** Les anglicans pratiquants ont tout de même voté à 52 % pour le Brexit. Le plus surprenant, ce sont les évangélistes [une branche du christianisme qui cherche à étendre l'évangile du Christ au plus grand nombre, nldr]. La majorité d'entre eux étaient pour que le Royaume-Uni reste dans l'UE, à l'opposé de ce que l'on peut voir chez les évangélistes américains, plus populistes, partisans d'une droite dure à la manière de Trump. En Angleterre, ils sont plus ouverts sur le monde, car ils ont par exemple des connexions avec des églises dans les anciens pays de l'Empire, en Afrique et ailleurs. Ils voyagent et sont plus éduqués.

**Latitudes** Le clergé anglican, dont l'archevêque de Canterbury, le chef de l'Église anglicane, était en grande majorité dans le camp du *Remain*. Comment l'Église a-t-elle réagi au fait que ses fidèles aient plus voté pour le Brexit ?

**GS** Depuis le référendum, l'Église d'Angleterre tente tant bien que mal de reconnecter avec les communautés qui ont davantage voté pour le Brexit. Des communautés plus pauvres, en périphérie des villes et dans les parties reculées du pays. L'Église cherche à se renouveler dans ces endroits et y investit des sommes importantes. Mais elle n'a toujours pas résolu un de ses débats théologiques les plus importants : qu'est-ce que cela signifie d'être une Église pour la nation ? Comment

l'Église peut-elle mieux représenter une population de plus en plus diverse et en constante évolution ? ✘

« Les pratiquants ont tout de même voté à 52 % pour le Brexit »



Londres.

À la mosquée centrale, dans l'élégant quartier de Westminster, les fidèles viennent autant prier que discuter religion ou politique. L'édifice abrite aussi une librairie et un restaurant.

« un des plus grands actes de démocratie dans l'histoire de [leur] nation ».

Deux conceptions d'un pays et d'une religion qui cohabitent sans toujours se comprendre. D'après William Outhwaite, sociologue et auteur de *Le Brexit : réponses sociologiques*, le référendum de 2016 permet de constater que la large communauté musulmane britannique reste malgré tout divisée, comme le reste de la société. « *Le Brexit a clivé la société britannique et a mis l'accent sur les différences entre les communautés* », explique-t-il.

## Quand la religion reflète les fractures sociales

En 2016, 70 %\* des trois millions de Britanniques musulmans a voté contre le Brexit. Pourtant, la confession ne suffit pas à expliquer le vote d'une communauté plurielle.

Texte **Noémie Leclercq**  
**Saada Soubane** et **Sofiane Zaizoune**  
Twitter @NoemieLclercq, @SaadaSoub, @SofianeZaizoune  
Photo **Wikimedia Commons**

**É**TANT MOI-MÊME d'un autre pays, voter contre l'immigration, c'était hors de question. Le Royaume-Uni est multiculturel. » Cette vision est celle de Soumia, Italienne arrivée à Londres il y a quelques années. Comme 70 % des citoyens musulmans, elle a voté pour le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne.

Mais, autour d'elle, devant la mosquée centrale de Londres, tous ne sont pas du même avis. Pour Ramona, « ce sont les étrangers qui suscitent l'islamophobie ». Elle l'assure, « le Brexit n'a rien à voir avec l'islam. Le Royaume-Uni n'est pas comme le reste de l'Europe ». Cette trentenaire londonienne a voté pour le *Leave*. Ses motivations sont les mêmes que de nombreux électeurs pro-Brexit : rapprocher le gouvernement du peuple et mieux contrôler les frontières. Comme Ramona, de nombreux militants ont émergé parmi les 30 % de citoyens musulmans qui ont voté *Leave*. L'organisation Muslims for Britain, très engagée pendant la campagne, a notamment salué après le référendum

**L'islam dans la campagne**

Si les premiers arguments des *Brexiters* portaient sur la souveraineté nationale et les sommes dépensées par Londres dans les institutions communautaires, l'identité britannique est devenue un des thèmes forts de la campagne, favorisant l'émergence d'un climat islamophobe.

Ainsi, le parti d'extrême droite UKIP, fer de lance du projet de divorce, a mis en avant l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE), ou fait la promotion de la campagne publicitaire *Breaking point*. Son visuel ? Une affiche montrant une longue file de réfugiés semblant prêts à envahir l'Europe, et donc le Royaume-Uni.

Cette scission est inédite, d'après William Outhwaite. « *Le conservatisme social et l'individualisme ont fait naître une opposition entre monde globalisé et nationalisme, tout en réveillant le communautarisme*, constate le sociologue. *Derrière la question de quitter l'UE, il y en a bien d'autres, comme celle de la mondialisation ou des inégalités. Le Brexit est un miroir de la société britannique.* »

De quoi mettre à mal le modèle multiculturel du pays. D'après une enquête de la Press association, les attaques contre les mosquées et autres lieux de culte musulman auraient doublé entre mars et juillet 2016 et cette même période en 2017. ✘

\* D'après deux études, de l'Université de Manchester et de Lord Aschcroft Polls



London.

"It makes it difficult to plan your future when you're unsure of what is going to happen," explains Leah Buckley, a Canadian citizen.

## Goodbye European Union, hello Commonwealth?

While politicians speak of greater ties with non-EU friends, for Commonwealth citizens living in the UK, Brexit is a time of uncertainty.

**M**ANY SUPPORTERS OF Brexit hope that leaving the European Union will be an opportunity to strengthen ties between Britain and its former colonies, which come together today under the aegis of the Commonwealth. But for Commonwealth expats living in the UK, Brexit mostly brings a sense of uncertainty.

The history of colonialism which underpins the Commonwealth leaves many of its citizens living in Britain loath to identify as British, uneasy at the way they got there. They are also concerned that Brexit's emphasis on reducing migration could render their own futures unsure.

Leah Buckley, a London-based Canadian migrant married to an Italian, explained she was worried what rights her husband would have once Britain left the EU.

"It makes it difficult to plan your future when you're unsure of what is going to happen" she said.

The 53-member Commonwealth, having put the human rights violations of the British Empire

By **Kirsten Lee**  
Photo **Eric Chouinard**

aside, is built on historical ties and commonalities in language, laws and institutions. Brexiteer politicians such as Michael Gove have suggested they can be used as a trade network post-Brexit, allowing the UK to trade with some of the fastest growing economies and developing nations.

Deals with these countries are a possibility : in 2017, for example, international trade secretary Liam Fox, who described Brexit as a "once in a lifetime opportunity", announced that the UK's export credit agency, UKEF, would double support for trade with South Africa to up to £3.5 billion.

### Multicultural London

Many Commonwealth expats are anxious however about the damage Brexit has already caused to the UK's relationship with the rest of the world.

"Brexit could have detrimental effects on the trading between the UK and other countries," said Robyn Howie, a South

African expat living in the UK.

Canadian-born Londoner David Mathews noted that when he became British, being European was part of the deal. "When I was naturalised, I became a British citizen, but I also became a citizen of the EU," he said. "I voted Remain..."

"I'm educated, I have a world view, I know how economics work to a certain extent... I don't know how you can vote to leave."

Boris Johnson, a hardline Brexiteer, has said that deepening connections with Commonwealth countries would diversify immigration by allowing more people of colour from different nations into Britain, and give highly skilled immigrants a fair chance of entering the workforce.

London itself speaks volumes as to what the Commonwealth wants to achieve with pockets of people from different cultures populating various areas of the city. Buckley said: "You see the benefits of multiculturalism [in London] and see the things you can appreciate about British culture, which has taken elements of other cultures and made it something unique." ✕

## Ces migrants asiatiques disent « Leave » à ceux de l'Europe

Dans le quartier de Southall à Londres, surnommé « Little India », certains ont été séduits par la campagne anti-immigration du camp pro-Brexit. Par crainte d'être lésés.

**D**ES ÉTALAGES qui croulent sous les mangues, des boutiques de saris, des enseignes criardes qui proposent des billets d'avions Londres-New-Delhi à prix cassés. Les rues de Southall arborent fièrement leur singularité.

L'identité britannique a ceci de particulier qu'elle est profondément multiculturelle. Comme les autres facettes du Royaume-Uni, elle est aujourd'hui remise en question. Au sein des minorités ethniques, les deux tiers de ces Britanniques ont voté pour rester dans l'Union européenne. Une majorité, certes. Or, parmi les différentes communautés asiatiques (les Indiens étant les plus

Texte et photos **Emma Vinzent**  
Twitter **@EmmaVinzent**

nombreux, suivis par les Pakistanais et les Bangladais), les Indiens sont la communauté qui a le plus voté en faveur du Brexit.

### Compétition dans l'immigration

Les cheveux en bataille et un fil électrique entre les dents, Sami Singh est imperturbable. Il répare une guirlande lumineuse, à l'entrée d'un magasin de matériel informatique. « Ce n'est pas le mien, je travaille ici pour aider un ami »,

explique le jeune homme. Il a quitté l'Inde, seul, pour trouver une meilleure situation. Il habite Southall depuis vingt ans, mais les années et l'immigration européenne ont transformé le quartier, à ses yeux. « La vie est beaucoup plus dure qu'avant. On sent beaucoup de haine et de tensions, c'est quelque chose de nouveau. »

Du point de vue professionnel d'abord, Sami Singh a vécu comme une trahison l'arrivée de concurrents sur le marché de l'emploi. « Avant, je travaillais comme ouvrier de chantier. Les propriétaires m'appelaient pour faire une partie du travail et je gagnais 70 livres sterling (environ 80 euros) par jour, se souvient le jeune homme. Mais aujourd'hui, les migrants qui arrivent proposent de travailler pour 50 livres sterling la journée. Les chefs de chantier finissent par donner le contrat à des étrangers plutôt qu'à moi, alors qu'ils me connaissent depuis vingt ans. Ils sont pieds et poings liés, parce que leurs prix sont moins chers. »

Depuis, Sami enchaîne les petits boulots mais le sentiment d'injustice ne le quitte pas. À ses yeux, le motif de ✕✕✕



Southall, Londres.

« Les migrants européens viennent ici pour gagner de l'argent et l'envoient dans leur pays ensuite. Ils n'ont pas l'intention de s'installer à Southall. Et ne se soucient pas de l'avenir du Royaume-Uni », affirme Sami Singh.



Southall, Londres. « On a besoin d'une main d'œuvre pas chère. Sans l'immigration, je ne pourrais employer personne pour m'aider dans mon magasin », soutient Ahmet, le propriétaire de cette boutique de tissus.

✘✘✘ sa migration n'est pas comparable à celui des Roumains, Bulgares, Polonais qui arrivent à

Southall. « Le Royaume-Uni a toujours été un pays très proche, explique Sami. Ils ont amené nos ancêtres en Angleterre parce qu'ils avaient besoin de main d'œuvre et c'est pour ça que beaucoup d'entre nous se sont installés ici. »

Sami ne vise pas de communauté en particulier. Il se défend d'être égoïste. En fait, il se dit avant tout inquiet pour le bien du pays. « Le problème, c'est que les migrants viennent ici pour gagner de l'argent et ils l'envoient dans leur pays ensuite, pour construire une maison ou subvenir aux besoins de leur famille. Mais ils n'ont pas l'intention de s'installer à Southall. Ils ne se soucient pas de l'avenir du pays. »

#### L'attachement au Commonwealth

Pour Neema Begum, politologue et maîtresse de conférence au Centre de recherche sur les questions ethniques (CoDE) de l'université de Manchester, le rejet de l'immigration par des communautés de migrants plus intégrés n'est pas si surprenant. « Il existe une idée reçue selon laquelle les immigrants seront toujours en faveur de l'immigration mais c'est faux. Les gens qui ont migré seront effectivement plus enclins à soutenir l'immigration mais ce n'est pas le cas pour tous. »

Face à un vote important en faveur du Brexit à Southall, Neema Begum s'est penchée sur le profil de ces électeurs

euroseptiques. « Il existe aussi de fortes valeurs conservatrices dans ces quartiers. Il ne faut pas inclure de facto les minorités ethniques dans une élite cosmopolite ouverte d'esprit, parce qu'elles ne disposent pas des mêmes conditions d'éducation et d'emploi que les personnes blanches. »

Pour expliquer ce conservatisme chez les immigrants de Southall, la chercheuse s'est penchée sur les arguments de la campagne pro-Brexit xénophobe menée par les partis conservateurs et nationalistes. Elle observe que, malgré un discours fait d'amalgames sur l'immigration, certains arguments ont convaincu les

**« Les enfants des migrants polonais et roumains seront vus comme britanniques très tôt. Les Indiens, non ! » Neema Begum**

immigrés indiens. « Le camp du Brexit a notamment promis aux minorités ethniques de développer des relations très fortes avec les pays du Commonwealth. »

L'argument fait mouche : « Les Indiens qui ont voté pour le Brexit ont l'impression que l'on donne la priorité aux migrants qui sont citoyens européens et que c'est injuste vis-à-vis de ceux qui viennent d'Inde ou du Pakistan. » Au regard de l'histoire

de leur pays, cette priorité donnée à l'Europe serait une preuve d'ingratitude, pour les immigrants indiens. « Ils ont le sentiment qu'on ne reconnaît pas le rôle qu'a joué l'Inde dans le développement du Royaume-Uni et son aide à reconstruire le pays après la Seconde Guerre mondiale », estime Neema Begum.

En outre, selon la chercheuse, l'assimilation serait plus rapide pour les nouveaux migrants d'Europe de l'Est, qui sont en majorité blancs, alors que les Indiens continueraient d'être perçus comme membres d'une minorité ethnique. « Les enfants des migrants polonais et roumains seront vus comme britanniques très tôt. Les enfants des Indiens, non. »

#### Diversité d'opinions

C'est justement pour l'avenir de ses enfants et petits-enfants que Ahmet a voté contre le Brexit. Installé à Southall depuis 40 ans, il refuse de pénaliser les générations futures et réfute les distinctions entre les communautés de migrants. « On a tous le sentiment d'appartenir à ce pays, parce qu'on l'a construit et on veut ce qu'il y a de mieux pour lui. Mes enfants et mes petits-enfants vivent ici. Je veux qu'ils en soient fiers. »

La rude concurrence qui s'exerce entre « anciens » et « nouveaux » migrants est parvenue aux oreilles de Ahmet mais il la conteste. « Les immigrants occupent les emplois dont les Britanniques ne veulent pas et il y en a tellement ! On a besoin d'une main d'œuvre pas chère. Sans l'immigration, je ne pourrais employer personne pour m'aider dans mon magasin et je serais obligé de fermer boutique. »

Dans son magasin d'étoffes bariolées, Ahmet garde foi en l'Europe. « Les Polonais et les Roumains viennent ici pour l'instant parce que le niveau de vie dans leur pays est plus bas. Mais je pense que le principe de l'Union européenne va finir par réduire les inégalités entre les États membres. Et quand ce sera le cas, qui sait si les Polonais viendront encore ici ? Peut-être que ce sera moi qui déménagerai là-bas. » ✘

## La course à la régularisation des Italiens

Si officiellement 250 000 Italiens habitent à Londres, il y en aurait environ 400 000 de plus, non déclarés : leur résidence principale est enregistrée en Italie. Le Brexit les pousse à se faire régulariser.

Texte Arianna Poletti  
Stefano Lorusso Salvatore  
Twitter @AriannaPoletti  
@stefanoossurrol  
Photo Stefano Lorusso Salvatore

À CHARLOTTE STREET, on parle italien. Le café Italia 1 réunit la communauté chaque dimanche soir depuis 40 ans, à l'heure du match du « calcio », le championnat de football italien. À l'extérieur, Samuele et Rachid prennent une pause en fumant une cigarette. Serveurs dans un restaurant à quelques mètres de là, ils courent de table en table depuis deux mois.

L'un vient de Calabre, l'autre de Sardaigne. Ils se sont rencontrés dans les cuisines après avoir été recrutés via internet par leur patron, un entrepreneur milanais installé à Londres. Ils sont partis pour la même raison : avoir enfin un emploi. Leur rêve britannique est pourtant menacé par le Brexit à cause de leur statut.

En effet, leur résidence principale n'est pas enregistrée au Royaume-Uni mais demeure en Italie. Pourtant, tout citoyen italien doit s'inscrire sur le registre de l'AIRe, l'Association des Italiens résidents à l'étranger, dans les 90 jours suivant l'arrivée dans un autre pays, ce qui entraîne la perte de leurs droits sociaux en Italie. Samuele et Rachid ne voulaient pas perdre mais ils vont peut-être y être forcés : prouver que leur résidence principale est au Royaume-Uni pourrait leur permettre de pouvoir rester après le Brexit.

#### Les petites mains invisibles

Au sein de la communauté italienne de Londres, on se questionne sur l'avenir. « Est-ce qu'il faut des documents ? J'en sais rien. S'ils ne veulent pas de moi, je chercherai un travail ailleurs... Je n'ai même pas de passeport », lâche Fabio, lui aussi serveur, en nettoyant la vitrine du café où il travaille.

Mara, sa collègue de 22 ans à l'accent sicilien, est arrivée à Londres il y a deux semaines. « Je n'aurais pas pu venir après le



Londres. Mara, une Italienne de 22 ans, vient de s'installer au Royaume-Uni pour travailler. Elle craint de perdre ses droits sociaux en Italie si elle reste à Londres après le Brexit.

29 mars. Sinon j'aurais eu besoin d'un visa à cause du Brexit ! » explique-t-elle. Tout juste diplômée, ses projets d'avenir sont encore incertains : « Je ne sais pas combien de temps je vais rester, je ne vais certainement pas renoncer à ma résidence en Italie en m'inscrivant à l'AIRe, je ne veux pas perdre mes droits ! » Comme beaucoup de compatriotes dans cette même situation, Mara craint surtout de ne plus pouvoir bénéficier du système de santé gratuit italien. L'inscription au registre de l'AIRe implique en effet l'abandon de certains droits dans le pays natal, peu importe le pays d'accueil. Elle hésite à repartir.

#### Au consulat, la queue s'allonge de jour en jour

La capitale britannique compte plus d'Italiens que certaines villes de la Botte. Elle serait ainsi la cinquième « ville italienne » en nombre d'habitants, et surtout la ville étrangère avec le plus grand nombre d'Italiens au monde.

Officiellement, ils sont environ 250 000 à Londres. En réalité, ils sont beaucoup plus nombreux, mais ne sont pas inscrits à l'AIRe, ce qui rend leur recensement beaucoup plus difficile.

Selon les données du consulat à Londres, 400 000 citoyens italiens vivraient en cachette dans la capitale. Ce qui ne sera plus possible avec la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Samuele vient de commencer les démarches nécessaires pour obtenir son permis de résidence. « Avec le Brexit, on nous demande de prouver qu'on habite bien ici. Mais je ne sais pas si je vais avoir mes papiers à temps, il y a beaucoup trop de demandes, confie-t-il. Je ne sais même pas si ça suffira, on ne reçoit aucune information. » Le consulat italien de Londres le confirme : c'est la course à la régularisation. À l'approche du Brexit, la queue s'allonge de jour en jour. Environ 3 000 immigrants transalpins tentent de s'inscrire à l'AIRe chaque mois depuis que le Leave l'a emporté. ✘

**« Je ne veux pas perdre mes droits. »**

**Mara**



**Bristol** « Malgré les difficultés, j'ai réussi. Après avoir divorcé, j'ai acheté cette maison, seule. Je l'ai fait », se répète Evadney Hartley, une Britannique d'origine jamaïcaine.

travailler, louer un logement ou se faire rembourser auprès de la National Health Service (NHS), le système de sécurité sociale britannique.

### Racisme et préjugés

Pour ceux de la « génération Windrush », cela signifie retrouver un document officiel qui prouve qu'ils sont arrivés avant 1973 au Royaume-Uni et qu'ils ont donc le droit d'y rester. Mais dans un pays où la culture de l'écrit est pratiquement inexistante (pas de carte d'identité, pas de Constitution écrite), rares sont ceux qui ont une trace de cette arrivée. D'autant que des milliers de ces papiers ont été détruits, sans raison, par le ministère de l'Intérieur en 2010, un an avant la mise en place de cette nouvelle politique migratoire. Conséquence, des dizaines de milliers de Windrush ont reçu, depuis 2011, une lettre les menaçant d'être expulsés du pays dans lequel ils ont vécu depuis 70 ans.

En mai 2018, les révélations du *Guardian* ont poussé à la démission la ministre de l'Intérieur Amber Rudd, aujourd'hui ministre du Travail. Pour Evadney Hartley, ce scandale n'est qu'une démonstration supplémentaire de l'ingratitude du Royaume-Uni vis-à-vis de la génération Windrush. « On a reconstruit ce pays, on a fait les sales boulots pour remplir les poches des Blancs. Quand je

**« On me fait payer ma citoyenneté »**

**Evadney Hartley**

suis arrivée, certains lieux publics étaient interdits aux chiens, aux Irlandais et aux Noirs. » Un racisme qu'elle vit encore au quotidien. Un jour, c'est une propriétaire qui lui refuse un logement. Le lendemain, un professeur qui appelle son fils « le p'tit Noir » devant toute sa classe.

En 1963, elle soutient à Bristol le boycott des bus que les chauffeurs noirs n'ont pas le droit de conduire. « *Même*

## Génération Windrush, les « indésirables »

En avril 2018, le scandale Windrush révèle que de nombreux Britanniques d'origine caribéenne sont menacés d'expulsion par leur propre pays. Une atteinte au multiculturalisme du royaume.

Texte et photos **Vincent Bresson**  
Valentine Graveleau  
Twitter @BressonVincent  
@ValGraveleau

**D**ÉPÊCHEZ-VOUS, je ne reçois pas d'inconnus quand il fait nuit. » L'après-midi n'est pas terminé qu'il fait déjà sombre dans les rues d'Easton, le quartier de Bristol où habite Evadney Hartley. Née en Jamaïque en 1933, quand l'île était encore une colonie britannique, l'octogénaire vit dans cette ville du sud-ouest de l'Angleterre depuis 56 ans. À 27 ans, elle prend l'avion depuis Kingston pour rejoindre la « mère patrie », surnom que donnent les habitants des colonies de l'Empire à l'Angleterre. « Je suis venue par curiosité, je voulais voir la Grande-Bretagne, celle de mes livres d'école. Une nation riche, civilisée... Mais quand j'y suis arrivée, ça a été un choc. »

À l'époque, le Royaume-Uni est encore ravagé par la guerre. « *Le paradis qu'on me décrivait, enfant, n'était qu'un tas de ruines.* » Pour se reconstruire, Londres fait

appel aux habitants du Commonwealth. En 1948, le bateau *MV Empire Windrush* accoste à Tilbury, près de Londres, avec 492 Jamaïcains à bord : c'est le début d'une vague d'immigration caribéenne comme le pays n'en a jamais connu. Au total, 500 000 travailleurs de ses colonies débarquent au Royaume-Uni entre 1948 et 1973. Cette « génération Windrush » obtient le droit d'y rester indéfiniment.

Mais au milieu des années 1980, le gouvernement demande à Evadney de payer pour obtenir la citoyenneté britannique qu'elle a depuis sa naissance. Installée dans un gros fauteuil au milieu de son petit salon, l'octogénaire ne retient pas sa colère. Elle s'emporte : « *Je suis née en Jamaïque britannique. Je suis née britannique. Et on nous fait payer, moi et mes enfants, notre citoyenneté. C'est une honte.* »

En avril dernier, le quotidien britannique *The Guardian* révèle que les Windrush sont les victimes collatérales de la politique migratoire dite d'environnement hostile, mise en place en 2011 par Theresa May, alors ministre de l'Intérieur. Les Britanniques doivent désormais justifier de leur citoyenneté s'ils veulent

quand on a gagné, personne ne voulait monter dans ces véhicules conduits par des Noirs ! » se souvient-elle dans un rire amer. Malgré cette rancœur, qu'elle emmènera « jusqu'à sa tombe », Evadney Hartley ne regrette pour rien au monde d'avoir quitté sa Jamaïque natale. « *J'aime trop le froid anglais. Le soleil jamaïcain me brûle la peau.* »

Elle s'est pliée en quatre pour élever ses enfants, s'est occupée de personnes âgées à l'hôpital, a cuisiné pour une cantine d'ouvriers et renoncé à son rêve de devenir médecin. « *Malgré toutes les difficultés, j'ai réussi. Mes fils sont ingénieurs, mes filles infirmières. Après avoir divorcé, j'ai acheté cette maison, seule. J'ai réussi* », répète-t-elle, comme si elle avait encore du mal à y croire. Du coin de l'œil, elle regarde fièrement la photo de famille où elle trône entourée de ses quatre enfants, ses vingt petits-enfants, ses 28 arrière-petits-enfants et son arrière-arrière-petit-fils.

À 85 ans, Evadney en est consciente : l'Angleterre impériale sur laquelle le soleil

**« C'est difficile d'appartenir pleinement à la société britannique quand le gouvernement nous voit comme des indésirables. » Edson Burton**

ne se couchait jamais n'existe plus. Elle regrette ce temps où « on s'aimait les uns les autres », où les gens se saluaient à coups de « *good morning* » plutôt qu'avec un simple « *hello* », si irrespectueux à ses yeux. Et quand on lui demande ce qu'elle pense de la sortie du pays de l'Union européenne, la vieille femme est catégorique. « *Le Royaume-Uni est assez puissant pour se diriger tout seul. L'Europe, c'est ce qui l'a ruiné.* »

### Un large héritage caribéen

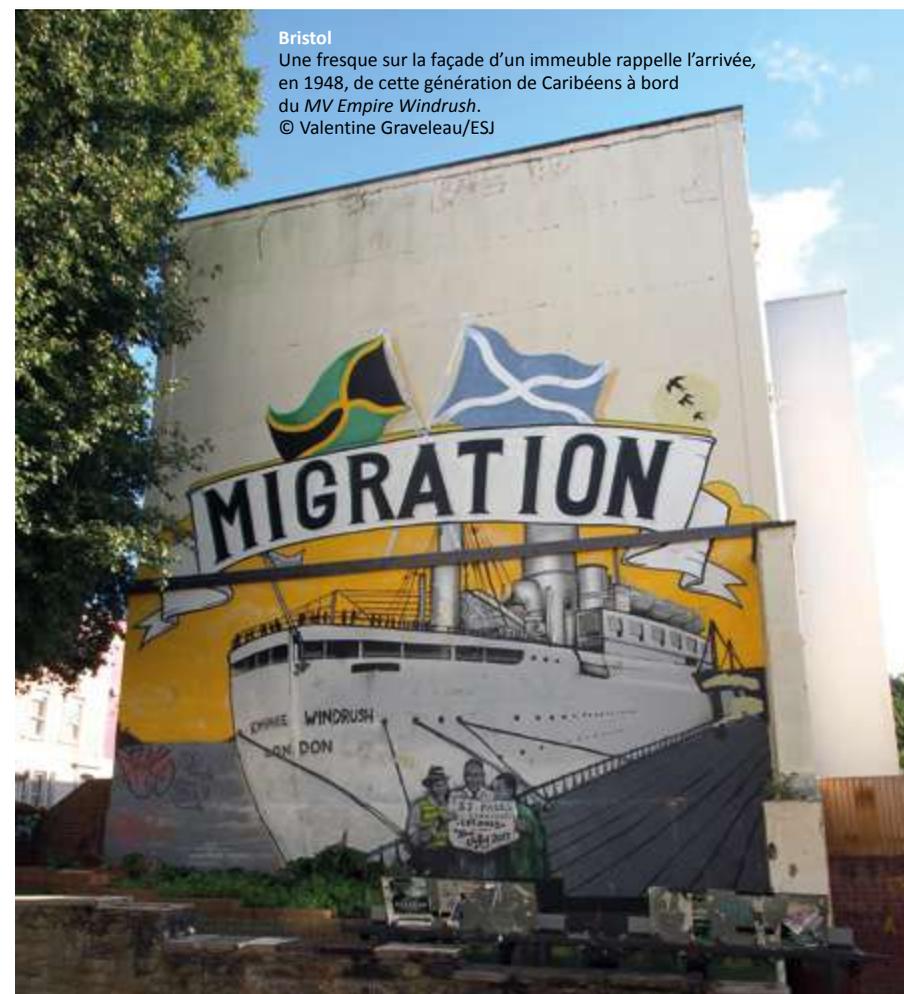
« *Je ne suis pas vraiment d'accord avec ça, moi.* » Arrivé à Bristol il y a vingt ans, Miles Chambers côtoie Evadney à l'église. Ce quadragénaire fait partie de la deuxième génération Windrush, celle née

au Royaume-Uni de parents caribéens. Miles craint que le Brexit soit néfaste pour l'économie. « *Et quand l'économie va mal, la conséquence directe c'est une montée du racisme. Ça me concerne directement.* »

Cette confusion entre couleur de peau et nationalité, Edson Burton, spécialiste de l'histoire noire au Royaume-Uni, la relève également. « *C'est difficile d'appartenir pleinement à la société britannique quand le gouvernement nous voit comme des indésirables.* » Et ce ne sont ni les plates excuses du gouvernement après les révélations du *Guardian*, ni la promesse d'un accès gratuit à la citoyenneté britannique pour les Windrush concernés qui changeront quelque chose à ce sentiment de n'être considéré que comme un citoyen de second rang. « *Pour mes enfants, c'est incompréhensible, reprend Edson Burton. Ils sont nés en Angleterre de parents nés en Angleterre. Et on voudrait leur faire croire qu'ils sont moins Britanniques que d'autres ?* »

Pour l'historien, le scandale illustre le paradoxe du Royaume-Uni qui vante son multiculturalisme tout en durcissant sa législation migratoire. « *C'est encore plus visible ici. Bristol a une des communautés caribéennes les plus importantes de la région, mais c'est aussi une des villes qui s'est le plus enrichie du commerce triangulaire. Les questions raciales sont forcément exacerbées ici.* »

Dans les rues de Stokes Croft, de Saint Pauls ou d'Easton, les quartiers caribéens de Bristol, les graffitis aux couleurs de la Jamaïque colorent les murs. Ce n'est pas non plus un hasard si le triphop, un genre musical à mi-chemin entre l'indie rock anglais et le dub jamaïcain, est né à Bristol dans les années 1990 avec le duo Massive Attack. Bristol a même son carnaval, le plus grand à l'Ouest de Londres, qui célèbre chaque été depuis 1968 la culture caribéenne. Pour Edson Burton, la génération Windrush a radicalement transformé l'identité britannique : « *Regardez, aujourd'hui, même Ed Sheeran [chanteur anglais très populaire] fait du reggae !* » ✕



**Bristol**  
Une fresque sur la façade d'un immeuble rappelle l'arrivée, en 1948, de cette génération de Caribéens à bord du *MV Empire Windrush*.  
© Valentine Graveleau/ESJ

PHOTO ARIANNA POLETTI | TEXTE STEFANO LORUSSO

*Après les débats tendus sur l'immigration, de nombreux réfugiés, comme Arafat, jeune Érythréen vivant à Londres, sont en colère.*

## « On ne vole pas le travail ! »

**A** RAFAT A VINGT ANS, mais il en avait dix-huit quand il s'est caché sous un camion à Calais. Aujourd'hui, il habite Barking, banlieue multiculturelle de Londres, comme beaucoup de ressortissants étrangers. Un quartier où le Leave a cumulé 60% des suffrages lors du référendum sur le Brexit. « *Le Royaume-Uni m'a donné du travail, des papiers et un toit. Je ne peux qu'être reconnaissant* », dit le jeune Érythréen.

Arafat donne un coup de main au marché du quartier. Ici, le Brexit est loin des préoccupations des plus démunis. « *Je ne suis pas la politique, surtout que je ne peux pas participer au vote. La seule chose que je sais, c'est que le Brexit est synonyme de racisme. J'ai entendu dire qu'on vole le travail. Mais c'est faux !* » Arafat ne veut pas montrer son visage, par peur d'être reconnu par les renseignements érythréens. Il les voit partout. ✘

# Les Polonais, boucs émissaires résignés ?

Souvent vilipendés par les militants du *Leave*, ceux qui forment la plus grosse communauté étrangère au Royaume-Uni doivent aujourd'hui précipiter leur choix de vie : s'installer définitivement ou partir.

Texte et photos [Océane Herrero](#)  
Twitter [@Heroceane](#)

**D**EVANT L'AUTEL, des bouquets de roses rouges et blanches superposés forment un drapeau polonais. Le jeune prêtre commence la messe, en polonais. C'est un dimanche, il est 10 heures et les retardataires doivent rester debout dans l'allée centrale. Les bancs sont pleins. Rapidement, il n'y a plus aucun espace vide entre l'autel et la porte de l'église.

La scène aurait pu se produire à Varsovie, où des sièges sont souvent installés sur le parvis des églises les dimanches matin, faute de place à l'intérieur. Mais l'église polonaise de Devonian se trouve en plein cœur de Londres. « *Les gens sont encore plus assidus à la messe ici que lorsqu'ils sont en Pologne* », sourit Ana, bénévole de l'association catholique qui joute l'église.

À 11 heures, la messe est dite, les croyants sortent et laissent place à une nouvelle salve d'arrivants. Certains s'arrêtent quelques minutes devant l'église pour discuter. La simple évocation du mot Brexit enclenche des discussions désabusées.

« *C'était un vote de méconnaissance, soupire Ilona, une main sur l'épaule de sa fille. Il y a eu tellement de fake news en amont du référendum. Ce qu'il faudrait, c'est voter à nouveau car maintenant, nous connaissons les enjeux et nous savons démêler le vrai du faux.* » Ilona est agent d'entretien dans une université.

L'établissement où elle travaille facilite l'acquisition de la citoyenneté britannique, en accompagnant leurs démarches. Elle entend donc rester au Royaume-Uni avec sa famille, et acquérir la nationalité britannique. Sur le parvis, elle échange avec Slawonier, qui lui, est électricien et répond par un grand rire lorsqu'on lui demande s'il souhaite la nationalité britannique. « *Non, moi je vais retourner en Pologne. Bientôt. Toute ma famille est là-bas.* »

## L'heure du choix

Pour les Polonais, le Brexit a ravivé les incertitudes sur leur avenir au Royaume-Uni. Piotr travaille au Polish and Eastern Europe Family Centre (PEECF) de Haringey, au nord de Londres. Il y accompagne des familles d'Europe de l'Est

dans leurs démarches administratives. « *Souvent, ce sont des personnes qui ne parlent pas ou peu anglais, explique-t-il. Certains ne viennent que pour gagner de l'argent, temporairement, car leur projet est de retourner en Pologne pour le dépenser là-bas. Pour ceux-là, le Brexit a tendance à précipiter le retour en Pologne et en particulier s'ils travaillent sans véritable contrat de travail. Pour d'autres, qui ont une situation plus stable, le Brexit pousse à s'installer définitivement. En demandant la nationalité britannique, en achetant une maison ou en faisant venir leur famille au Royaume-Uni.* »

L'église de Devonian a vu évoluer toute l'histoire liant la Pologne au Royaume-Uni. Durant la Seconde Guerre mondiale, ses murs ont accueilli le gouvernement polonais en exil ainsi que de nombreux



Londres. Les fidèles polonais de la capitale britannique se réunissent à l'église de Devonian à l'heure de la messe.



Londres. Durant la Seconde guerre mondiale, l'église de Devonian a accueilli le gouvernement polonais en exil et de nombreux soldats.

soldats, alors que la Pologne venait d'être avalée par l'Allemagne nazie. Un événement qui a amorcé une première vague d'immigration polonaise, dans l'après-guerre. Mais le boom de l'immigration a eu lieu en 2004, alors que la Pologne venait d'intégrer l'Union européenne. Une immigration économique aujourd'hui encore jeune, mais massive : la communauté polonaise est actuellement la nationalité étrangère la plus représentée au Royaume-Uni. En 2016, la *Polonia* britannique – c'est-à-dire la diaspora polonaise au Royaume-Uni – comptait un million de personnes. Le polonais est aussi la deuxième langue la plus parlée au Royaume-Uni, après l'anglais.

## La criminalité : l'argument des pro-Brexit

Mais les Polonais représentent aussi la population étrangère la plus importante dans les prisons britanniques. Une information largement relayée lors de la campagne qui a précédé le vote du référendum de 2016.

« *Tout le monde n'est pas tout blanc, avoue franchement le représentant de l'association PEECF. Certains Polonais qui ont commis des crimes en Pologne viennent au Royaume-Uni pour échapper à leurs sanctions. D'autres, qui avaient un cadre familial et religieux très strict en Pologne, se perdent dans un Royaume-Uni bien plus libéral. Mais en majorité, les Polonais sont travailleurs et ils occupent des postes que les Britanniques ne souhaitent pas, mais dont ils ont besoin. Ils sont ouvriers, agents*

**« En majorité, les Polonais sont travailleurs et occupent des postes que les Britanniques ne souhaitent pas. »**

**Slawonier**

*de ménage, plombiers.* » Slawonier insiste : « *Oui, nous sommes présentés comme un problème. Comme l'ont été les Jamaïcains ou les Pakistanais avant nous. Donc, ça passera. Mais la nation polonaise est fière, de par son histoire. Les gens continuent d'apprendre le polonais à leurs enfants, de transmettre leur culture.* »

## Encaisser les hate crimes

Juste après le Brexit, le nombre de crimes de haine à l'encontre de ressortissants polonais a fortement augmenté au Royaume-Uni. Selon les services judiciaires britanniques, leur nombre a fait un bond de 50 % dans les trois mois qui ont suivi le vote. Bartosz Milewski était dans un parc avec des amis, en septembre 2016, lorsqu'il a été agressé par un groupe de Britanniques car il parlait polonais. Il

a été frappé au cou avec un tesson de bouteille, par un homme criant qu'il ne souhaitait pas que « *[sa] fille entende des gens parler polonais* ». Aujourd'hui, le jeune homme encaisse. « *Les médias ont parlé de mon agression comme conséquence du Brexit mais pour moi, cela n'est pas lié. J'ai été agressé par des gens violents comme il y en a partout, plaide-t-il calmement. En ce qui concerne le Brexit, ceux qui ont voté pour le Leave pensent que cela va immédiatement renvoyer à la frontière les immigrés. Moi, je vis ici depuis dix ans. Devant la loi, je suis traité comme si j'étais un citoyen britannique.* »

Ilona ne dit pas autre chose. « *Si l'on écoute tout ce qui se dit au Royaume-Uni sur les Polonais, on fait ses valises immédiatement. Ceux qui restent sont ceux qui sont capables de ne pas tout prendre personnellement.* »

Devant l'église, les croyants commencent à se disperser. Ilona prend la main de sa fille et glisse, avant de partir : « *Le Brexit, c'était un vote de division. Nous, Polonais, nous savons par notre histoire que la division, c'est le chaos.* » ✕



Mairie d'Islington, Londres. Dion Goncalves ouvre la cérémonie devant une photo de la Reine et les drapeaux, face aux futurs naturalisés et à leurs proches.

## Devenir citoyen anglais, un baptême so british

Chaque lundi matin, à la mairie du quartier d'Islington, 30 à 60 résidents londoniens deviennent britanniques. Depuis le référendum de 2016, le nombre de naturalisations d'Européens a plus que triplé.

Texte **Manon Claverie**  
Charlotte Dupon  
Twitter @manonclav  
@DuponCharlotte  
Photos **Charlotte Dupon**

**Q**UELQUE CHOSE se prépare en ce lundi matin de novembre dans la mairie du quartier d'Islington, en plein cœur de Londres. Au premier étage, à gauche d'un imposant escalier de marbre, 34 expatriés d'Europe ou d'ailleurs trépignent d'impatience dans la salle d'attente. Ils se sont mis sur leur trente-et-un. Aujourd'hui, ils deviennent officiellement citoyens du Royaume-Uni.

Une entrée « dans la famille britannique », comme l'assure tout sourire Dion Goncalves, le maître de cérémonie. Officialisée en grande pompe, elle met fin à plusieurs mois de démarches administratives. Un test d'anglais, une

évaluation de culture générale, des documents qui prouvent que l'on vit et travaille en Angleterre depuis au moins cinq ans... « Fastidieux, mais pas très compliqué », assure Laeticia, 31 ans.

Cette Française originaire de Castres (Tarn) travaille à Londres, dans la construction, depuis huit ans. « Si j'avais dû renoncer à ma nationalité française, je ne l'aurais pas fait. Mais je peux avoir les deux et j'ai peur du Brexit. » Laeticia n'a jamais travaillé ailleurs qu'en Angleterre et y a tout son réseau professionnel. Elle veut être libre d'aller et venir comme elle l'entend. « Si je deviens britannique, c'est uniquement par sécurité, non par

« Devenir britannique

m'a coûté

2000 livres sterling. »

Olivia

réelle envie », livre celle qui qualifie la cérémonie de « folklorique ». Dans quelques jours elle recevra son nouveau passeport. « Ça reste du matériel. Je ne me sens pas anglaise pour autant. Je n'ai pas grandi ici, je n'y ai pas de famille. Je ne projette pas d'y rester indéfiniment. »

Quelques mètres plus loin, Olivia répète. Dans quelques minutes, elle devra prêter allégeance à la Reine. À 37 ans, la Française vient d'acheter un appartement à Londres. « Cela fait huit ans que je travaille dans la finance ici. Cette ville, c'est ma base. Si je deviens britannique aujourd'hui, c'est pour vivre dans la sérénité. C'est peut-être superflu, mais si je quitte l'Angleterre, je ne veux pas avoir à me demander si je peux revenir et dans quelles conditions. » Comme 62 % des expatriés français, Olivia souhaite rester dans le pays malgré le Brexit.

La Londonienne semble avoir l'anglais dans la peau. Ou plutôt, dans les mots : « Finalement, il y a quelque chose d'un peu "emotional" [émouvant, ndlr] à

devenir britannique. Je peux voter, m'impliquer dans des causes. » Elle ne néglige pas le coût de la procédure : « "All in all", devenir Britannique m'a coûté 2000 livres environ [2 300 euros]. »

« Mesdames et messieurs, bienvenue à la mairie d'Islington. » La cérémonie doit commencer à 11 heures. L'employée de mairie commence à égrener les patronymes inscrits sur son registre. « Je m'excuse par avance si j'écorche vos noms. » Leurs sonorités témoignent de la diversité des prétendants à la nationalité.

Ce multiculturalisme, Dave Poyser en est fier. Le maire du quartier est l'invité d'honneur de la cérémonie. Vêtu d'une tenue traditionnelle, chapeau, longue robe rouge et col blanc orné des noms de ses prédécesseurs, il prononce un discours engagé. Tous les symboles sont là, au-dessus de lui : l'Union Jack, le drapeau britannique, est placé à côté de celui du quartier et un portrait de la reine Elizabeth II le surplombe. « La

« Si un ami me dit  
qu'il a voté pour  
le Brexit, je ne lui  
parle plus. »



Bureau du maire.  
Dave Poyser, européen convaincu, cache dans sa manche les couleurs de l'Union européenne.



Salle de cérémonie de naturalisation.  
Olivia, attentive, se tient au milieu de ses nouveaux compatriotes, paroles de l'hymne et serment à la main.

diversité de notre quartier c'est notre force ! Ici, il y a autant de banquiers américains millionnaires que de réfugiés d'Afrique du Nord qui ont traversé la Méditerranée pour venir s'installer dans notre capitale. »

Islington est un quartier créatif. « Vous avez certainement entendu parler de Georges Orwell, continue Dave Poyser. Il a écrit ici. »

Après la cérémonie, il glisse : « Ce que je n'ai pas souhaité dire, c'est que Boris Johnson [ex-maire de Londres et ex-ministre des Affaires étrangères, pro-Brexit, ndlr] a aussi vécu ici. Le plus grand des idiots est passé par Islington. » Car monsieur le maire est un pro-européen convaincu. « Je suis membre de trois groupes qui militent pour rester dans l'Union européenne. Je suis un peu extrême : si un ami me dit qu'il a voté pour le Brexit, je ne lui parle plus. » Dave Poyser n'a pas le droit d'afficher d'opinions politiques sur lui. Mais il cache dans une manche de sa robe un petit insigne. Dessus, un drapeau européen. Son acte de résistance.

### Sur un air des Beatles

Dans la salle, ils sont nombreux à être désespérés par la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Christine a 76 ans et elle est anglaise. Elle est venue

accompagner son jeune voisin allemand... et désormais britannique. Elle souhaite un nouveau référendum sur le Brexit. « Mais j'ai peur que nous ne gagnions pas, encore une fois. » Sa gorge se noue.

« Nous sommes dans une situation chaotique. Nous avons besoin de la solidarité européenne pour faire face à Donald Trump. Je suis très inquiète. »

Sur les visages des participants, l'émotion se mêle à la joie. Quand Dion Goncalves lance une playlist des Beatles. Ou lorsque les tout-nouveaux Britanniques se lèvent pour prêter serment, en chœur. « Je jure solennellement [...] que je serai fidèle et porterai allégeance à sa majesté la reine Elizabeth II et ses descendants. [...] Je respecterai les valeurs démocratiques du Royaume-Uni. »

Enfin, l'émotion est à son comble quand la salle entonne le refrain de *God save the Queen*, l'hymne national. Tonnerre d'applaudissements. Enthousiaste, Olivia fait la queue pour acheter sa photo prise devant le portrait de la Reine, certificat de nationalité en main. Cette cérémonie a été pour elle l'occasion de « [se] poser et regarder le chemin parcouru depuis [son] arrivée à Londres ». Sa nouvelle nationalité, elle l'a déjà célébrée il y a quelques jours, « avec plein d'amis, au pub ». ✕

# Expatriés, ils se sentent « mis à l'écart »

Nuria, espagnole, a rencontré son mari français pendant un séjour Erasmus en Angleterre en 2000. Dix ans après, ils sont installés à Leicester, où 51,1 % des habitants ont voté contre le Brexit.

Propos recueillis par **Manon Claverie** Twitter @manonclav  
Illustration **Clémence Labasse**

**N**URIA est enseignante espagnole, Pierre est chercheur français, leurs deux enfants cumulent plusieurs nationalités mais aucun n'est citoyen britannique.

**Latitudes** Comment avez-vous réagi au résultat du référendum, en juin 2016 ?

**Nuria** Avec tristesse et incompréhension. Nous avons eu le sentiment d'être mis à l'écart, car nous vivons et travaillons au Royaume-Uni depuis huit ans. Nous payons nos impôts ici, mais n'avons pas eu le droit de voter. Nous ne sommes pas les seuls à avoir été ignorés : les Britanniques qui habitent dans d'autres pays d'Europe n'ont pas pu s'exprimer non plus.

**Latitudes** Pourquoi vous inquiétez-vous ?

**N.** Pour l'avenir de nos enfants. Nous avons un fils, Gabriel, de huit ans. Il est français, espagnol et canadien car il est né à Montréal. Notre fille de deux ans, Elisa, est française et espagnole mais elle est née ici, à Leicester. Elle n'a pas la nationalité britannique car il n'existe pas de droit du sol au Royaume-Uni. Toute leur vie est en Angleterre. Mon fils se sent britannique et nous dit souvent : « *Nous les Anglais, nous faisons ci et ça...* » Il était très déçu quand nous lui avons expliqué à cinq ans qu'il n'était pas anglais. Il ne voulait pas l'accepter, puis il a compris que la nationalité n'est qu'un document qui n'a rien à voir avec la réalité que nous vivons ou la manière dont nous nous définissons. Si nous déménageons, nos



enfants devront s'adapter à un nouveau système.

**Latitudes** Comptez-vous déménager ?  
**N.** Nous ne savons pas encore combien de temps nous pourrions rester ici. Nous avons commencé à chercher du travail ailleurs en Europe, car nous n'avons pas l'intention de demander la nationalité britannique. C'est trop cher, plus de 1 500 euros ! Et c'est stressant, il faut passer plusieurs examens. En revanche, nous pensons demander un *settled status*. Ce statut est réservé aux citoyens européens qui vivent et travaillent en Angleterre

depuis au moins cinq ans. Il devrait nous permettre de rester au Royaume-Uni après le 31 décembre 2020 [date de la fin de la période de transition proposée par Theresa May, ndlr]. Avec ce principe, si nous avions d'autres enfants, ils seraient automatiquement britanniques.

**Latitudes** A-t-il été difficile de vous adapter à la culture britannique ?

**N.** Ce qui est le plus compliqué pour moi, c'est la manière de communiquer des Britanniques. Elle est beaucoup moins directe qu'en Espagne, il y a tout un code pour comprendre ce que les gens pensent vraiment. Cela évite beaucoup de conflits mais me perturbe souvent, en particulier au travail. Gabriel et Elisa, en revanche, préfèrent les bonnes manières britanniques. Ils n'aiment pas aller au parc en Espagne, car les autres enfants n'attendent pas sagement leur tour pour le toboggan, comme au Royaume-Uni. C'est beaucoup plus chaotique et je dois leur dire de s'imposer parce que sinon, ils ne passeraient jamais !

**Latitudes** Après huit ans de vie au Royaume-Uni, vous et votre conjoint vous sentez-vous britanniques ?

**N.** Non, nous nous sentons plus français (pour lui) et espagnole (pour moi) qu'anglais. Régulièrement, les Britanniques remarquent nos accents, bien qu'ils soient légers. Les conversations commencent donc souvent par « *D'où venez-vous ?* » Toutefois, après tant de temps passé ici, nous aurions aussi beaucoup de mal à nous réadapter à nos pays. ✕



## À Barking-et-Dagenham, les fêlures du multiculturalisme

**Barking.** Dans cette ville défavorisée, plus du tiers des habitants sont nés à l'étranger.

De tous les districts londoniens, il est l'un des seuls à s'être prononcé pour le Brexit. Le vote a révélé un malaise social et des tensions autour de l'immigration.

Texte **Aude Le Gentil** Twitter @AudeLeGentil  
Photos **Aude Le Gentil, Ariana Poletti**

**I**LS S'APPELLENT Ola, Nuno, Mark, Bilal... Ils vivent à Barking-et-Dagenham, l'un des cinq quartiers du Grand Londres à avoir voté en faveur du Brexit, à 62,4%. Tous avancent la même explication : l'immigration.

Situé à une heure de métro de la capitale, le district est formé par deux villes similaires, Dagenham et Barking. Elles sont traversées par une large route commerçante bordée de lotissements, où s'alignent des maisons mitoyennes : un étage, un parterre de fleurs, une place de parking.

En raison de loyers abordables, Barking-et-Dagenham a vu affluer en une quinzaine d'années de nouveaux arrivants, essentiellement étrangers ou d'origine étrangère. La population a bondi, de 165 000 habitants en 2001 à 213 000 aujourd'hui. Parmi eux, 38,5 % sont nés

hors du royaume. Les Britanniques blancs sont devenus minoritaires : ils représentent 36,3 % de la population, contre 80 % en 2001.

**Un quartier pauvre, ouvrier, métissé**

Dans ce quartier ouvrier à l'accent *cockney*, celui de l'est londonien, bastion du Labour et terre de l'usine Ford, le changement a été radical. Trop pour Mark, 57 ans, et Daniel, 73 ans, rencontrés au Lord Denham. A l'intérieur de ce pub de Dagenham, on ne voit que des hommes, tous blancs.

Interrogé sur le Brexit, le duo embraye immédiatement sur « *ces immigrants qui abusent de la sécurité sociale, qui fuient la guerre au lieu de se battre* », et qu'ils jugent responsables de leur sentiment d'insécurité et de déclassement. « *Il y a*

*eu une arrivée massive de main-d'œuvre pas chère, c'est trop, s'agace Mark. Nous sommes juste une petite île.* »

Derrière ce discours se cache une souffrance, celle de voir leurs enfants et petits-enfants peiner à construire leur vie. À plusieurs reprises, Daniel oppose ces étrangers « *à qui on donne tout* » et son fils, qui gagne trop pour prétendre à un logement social, mais pas assez pour décrocher un prêt immobilier. Son contrat dans une entreprise de bâtiment n'a pas été renouvelé. Des travailleurs venus d'Europe de l'Est ont été embauchés pour un salaire inférieur.

Barking-et-Dagenham est un quartier défavorisé. De tous les districts londoniens, il présente le deuxième taux de chômage le plus élevé (9,6 % contre 5,3 % dans la capitale), et un niveau de qualification parmi les plus faibles. C'est ici que les habitants ont l'espérance de vie la plus basse : 77 ans pour les hommes, contre 80 ans en moyenne dans Londres. Face à l'afflux de ces nouvelles populations, « *les infrastructures et les* ✕✕

« services publics n'ont pas été améliorés en conséquence », observe Nicolas Bosetti, directeur de recherche pour le cercle de réflexion Centre for London. Et pour cause. Entre 2013 et 2018, les dotations du gouvernement à ce district ont été divisées par deux. « En termes de logements, de crèches, de transports, les habitants peuvent avoir l'impression qu'il n'y a pas de place pour de nouveaux arrivants », relève-t-il. Plus de 7 000 foyers sont inscrits sur la liste d'attente pour un logement social.

#### Crachats et jets d'œufs

Des clients comme Mark et Daniel, Ola en croise chaque jour au Star Express, le café où elle travaille comme serveuse. « Ils pensent que nous faisons monter les prix, mais j'ai beau être polonaise, je travaille, je paye mes taxes », sourit la jeune femme.

Nuno, programmeur informatique de 42 ans, avale un expresso en attendant son bus. Arrivé du Portugal il y a sept ans, il dit comprendre les préoccupations de certains Britanniques. « Ils ne reconnaissent plus leur vieux Londres. Ils ont l'impression que leur culture est menacée,



**Barking.** Dans son épicerie de produits orientaux, Rahiel croise beaucoup de personnes issues de l'immigration qui ont voté *Leave*.

Il y a aussi Marie-Claire, 57 ans, congolaise naturalisée britannique. « Sale singe », « connasse noire » : sur le marché de Barking où elle tient un stand de bijoux, elle ne compte plus les insultes, les crachats, les jets d'eau ou

Ashfaq Siddique. Après le référendum, la communauté a fait face à une flambée de haine, retombée par la suite. Pour se prémunir, la mosquée a installé 36 caméras de surveillance.

« Le Brexit a souligné que le multiculturalisme n'est pas toujours un succès, juge cet ancien de Scotland Yard, d'origine pakistanaise. Beaucoup ne veulent pas partager leur pays. » À l'inverse, « les autorités ont peut-être oublié que les Britanniques "de souche" avaient aussi besoin de soutien ». Le vote sur le Brexit, estime-t-il, n'est pas seulement un vote anti-immigration, mais surtout « de protestation ».

Malgré tout, Ashfaq Siddique l'assure, « nous vivons en harmonie ». En ce vendredi matin, jour de prière, la mosquée semble prouver ses propos. Bientôt, environ 5 000 personnes écouteront le prêche. Dans les cuisines, des femmes préparent le plat qui sera servi gratuitement aux seniors pour rompre leur isolement. D'autres bénévoles s'activent pour organiser les activités de la semaine : sport, dîners interconfessionnels, conseil administratif ou encore repas pour les sans-abris.

« Ce n'est pas juste une mosquée, se félicite-t-il, c'est un endroit où tout le monde peut venir, musulman ou pas. Plus il y a de contacts forts et réguliers entre communautés, plus il est facile d'être ensemble. Sinon, les communautés s'isolent. » ✕

### « Le Brexit a souligné que le multiculturalisme n'est pas toujours un succès. » Ashfaq Siddique

surtout par les immigrés musulmans. » Pourquoi ? « Un exemple : chez moi, à Barking, il y a sept boucheries. Toutes halal. Les pubs ferment. Il n'y a plus que des magasins de téléphonie, qui n'emploient pas de Britanniques. » Nuno fait une pause, reprend, regard bleu droit dans les yeux : « Les gens n'en parlent pas, pour ne pas être pris pour des racistes. »

Les témoignages se suivent et se ressemblent. Comme si le vote sur le Brexit avait ravivé un racisme latent et monté les communautés les unes contre les autres. Il y a Cristina, vendeuse dans l'un des nombreux magasins caritatifs du district, remontée contre ses compatriotes roumains « qui viennent seulement pour les allocations ». Il y a Rahiel, patron d'une épicerie. Il a voté *Remain*, mais la plupart de ses clients, originaires du Moyen-Orient ou d'Afrique, ont choisi le Brexit. « Ils pensent qu'ils ont quelque chose à gagner en arrêtant l'immigration européenne. »

d'œufs. Depuis 27 ans qu'elle réside au Royaume-Uni, Marie-Claire a l'impression que la situation empire. Une amie a récemment reçu de l'acide au visage.

#### Entre deux haines, « l'harmonie »

À Barking, la mosquée Al-Madina se trouve dans un quartier « tiraillé entre deux extrêmes », selon son secrétaire, Ashfaq Siddique. En 2005, le British National Party, d'ultra-droite, a remporté douze des 51 sièges de conseillers du district. À l'opposé, l'islam radical tente de s'implanter dans le quartier. Deux des terroristes de l'attaque du London Bridge, en juin 2017, Khuram Butt et Rachid Redouane, vivaient à Barking-et-Dagenham.

Les musulmans du quartier se sont habitués aux crachats et aux injures. « Une à trois fois par semaine environ, les fidèles nous rapportent ce genre d'offenses, c'est devenu notre norme », soupire



## God save the foot

Le Brexit pourrait bouleverser le droit des joueurs européens à participer au championnat anglais, en leur imposant un permis de travail. Au risque de faire perdre à la Premier League sa compétitivité.

Texte et illustrations  
Alexandre Aflalo  
Twitter @aflaalex

LEST PETIT, IL EST GENTIL, mais avec le Brexit, le milieu de terrain français N'Golo Kanté n'aurait certainement jamais foulé les pelouses anglaises. Obligatoire pour les joueurs qui n'appartiennent pas à un pays de l'Union ou de l'Espace économique européen, un permis de travail pourrait aussi devenir nécessaire pour les ressortissants des pays membres.

Aujourd'hui, tout joueur non européen qui veut signer en Angleterre doit d'abord obtenir un Government Body Endorsement (GBE). Or, délivré par la Fédération anglaise de football (FA), ce certificat, qui permet d'obtenir le précieux sésame, possède des critères très élitistes. Son objectif, clairement affiché par la FA : recruter uniquement des sportifs

« établis au plus haut niveau international, qui contribueront de façon significative au développement du football de haut niveau » en Angleterre. « Le système actuel a été pensé en sachant que les Européens pouvaient venir sans problème, explique Tiran Gunawardena, avocat londonien spécialisé dans le droit du sport. Il vise à ne laisser entrer que les meilleurs non européens. Si les règles évoluent, ce système doit radicalement changer. »

Avec le Brexit, tous les joueurs qui évoluent en équipe nationale, souvent les plus doués, l'obtiendront quasiment de manière automatique. Mais, les autres, ceux qui ne répondent pas aux exigences du GBE et qui représentent actuellement plus de la moitié des Européens évoluant dans le championnat d'Angleterre, sont menacés. Il existe bien un exceptions panel,

qui concerne ceux dont on justifie la valeur exceptionnelle – par un talent hors du commun, mais aussi et surtout par un transfert ou un salaire élevé. Mais, malgré ces dérogations, des cas posent problème. « En 2010, on a signé Matej Delač, un gardien croate, se souvient Christophe Lollichon, responsable du département gardiens de but au Chelsea FC. Comme la Croatie n'était pas encore rattachée à l'Union européenne (UE) en terme d'affaires sportives, il est resté neuf saisons sous contrat chez nous, sans pouvoir jouer. » Demain, les Européens risquent de faire face à ce type de casse-tête.

#### 36 % d'Européens en Premier League

La ligue et les clubs craignent que le Brexit ne vide le championnat de ses

**Plus de la moitié des 172 Européens évoluant dans les clubs anglais est menacée**

Européens. On en dénombre 172 sur les 474 joueurs inscrits cette saison, soit plus de 36%. Et c'est sans compter les moins de 21 ans qui évoluent dans les équipes de jeunes. En tant que membre de l'UE, le Royaume-Uni profitait de l'article 19 du règlement de la FIFA, autorisant les transferts de mineurs âgés de plus de 16 ans entre pays européens. Ce texte a permis à des joueurs comme les Espagnols Cesc Fàbregas et

permis de travail seraient assouplies. Mais avec l'impossibilité des clubs à remplir d'Européens leurs académies, cela signifierait une explosion du nombre d'Anglais dans le championnat. Un virage *british* qui pourrait avoir de lourdes conséquences.

Tout qualitatif qu'il est, le vivier *made in UK* reste limité. Les meilleurs clubs britanniques sont moins menacés, car ils recrutent principalement des étran-

sortie de l'UE n'affaiblisse la valeur du championnat, la seconde verrait d'un bon œil l'opportunité de faire éclore au plus haut niveau plus de joueurs formés en Angleterre. « *La fédération a pris conscience que si elle veut rivaliser avec la qualité des joueurs formés en Espagne ou en France, il faut investir dans la formation et les infrastructures*, souligne Christophe Lollichon. *Les clubs ont commencé à mettre l'accent*

« Si les clubs anglais perdent la possibilité de recruter

les meilleurs jeunes, ils s'en iront au Real, au Barça ou au PSG. »

**Tiran Gunawardena**

Gerard Piqué ou le Français Paul Pogba de rallier des clubs anglais avant leur majorité. « *Si nos équipes perdent la possibilité de recruter les meilleurs jeunes, ils s'en iront au Real, au Barça ou au PSG. Et, d'ici leur majorité, leur prix aura explosé*, prédit Tiran Gunawardena. *Ce serait un gros désavantage compétitif.* » C'est l'opportunité de repérer, former et, éventuellement, vendre à prix fort les talents européens de demain qui partirait en fumée.

En coulisses, les cols blancs du foot anglais planchent déjà sur des solutions. L'une d'elles serait d'augmenter le nombre obligatoire de joueurs issus des formations anglaises dans les effectifs de la Premier League. Actuellement fixé à sept, il pourrait passer à douze. En échange, les règles d'obtention du

gers qui remplissent sans problème les critères d'obtention du permis de travail. Les équipes de milieu ou de bas de tableau, elles, dépendent de joueurs concernés par cette possible réforme. Et se disputeraient à prix d'or les Anglais performants. Non seulement cela dérégulerait le marché, mais cela ferait aussi perdre au championnat ses deux atouts majeurs : sa diversité et sa compétitivité. « *Les fans seront intéressés par des équipes composées à majorité d'Anglais*, concède Christophe Lollichon. *Mais, sans les étrangers, la ligue ne pourrait pas monnayer 2 milliards ses droits télévisuels en Asie. Elle a basé sa richesse là-dessus.* »

**Quel sort pour le championnat ?**

Entre la ligue et la FA, les avis divergent. Si la première craint que la

là-dessus depuis plusieurs années. » Un investissement financier et humain qui peut mettre des années à porter ses fruits. En attendant, la Premier League a beaucoup à perdre.

Les effets potentiels du Brexit sur le championnat anglais vont en outre bien au-delà des joueurs eux-mêmes. Quid de leurs familles ? Des staffs qui comptent énormément d'étrangers ? Des salaires, qui pourraient être lourdement affectés par une chute de la livre sterling ? Ces conséquences pourraient même effrayer les meilleurs joueurs européens, ceux pour qui l'obtention du permis de travail ne pose pas problème.

En attendant, les clubs prient pour limiter la casse. Pour pouvoir continuer à dénicher des pépites venues d'Europe comme N'Golo Kanté. ✕

## DES IDENTITÉS

# A

p58

**LONG FORMAT**

À Wigan, les visages du Brexit

p64

Edward Guinness, aristocrate presque normal

p65

Les Cornouailles : loin de l'Europe, près de la Bretagne

p68

**ARRÊT SUR IMAGE**  
L'avenir incertain des fermes galloises

p70

Les pêcheurs britanniques laissés à quai

p72

**V.O.**  
The art industry without the EU: a bittersweet situation

# bandon- née

p73

Renvoyer le Brexit à la niche

p74

À Fordwich, le vote est - vraiment - secret

p76

Les Northern Lensois, ces supporters sans frontières

p77

**V.O.**  
Brexit, a time of regression for the rainbow community

p78

À Birmingham, la perpétuelle transformation

p80

Quand la crise politique devient celle de l'esprit

*Le référendum de 2016 a révélé les fractures économiques et sociales d'un pays champion des inégalités.*

# S



# À WIGAN

Wigan.  
Située au nord de  
l'Angleterre,  
c'est l'une des  
villes les plus  
pro-Brexit  
du Royaume-Uni.

# LES VISAGES DU BREXIT



**Le camp du *Leave* a atteint 63,9% dans cette ancienne ville minière. Elle n'a connu que le Labour depuis un siècle. Deux mots sont sur toutes les lèvres : solidarité et mensonges.**

Texte et photos [Vincent Bresson](#)  
[Valentine Graveleau](#)  
Twitter [@BressonVincent](#) et [@ValGraveleau](#)

**S** I VOUS lisez Les quais de Wigan, c'est exactement pareil qu'aujourd'hui en termes d'opportunités économiques et dans la façon dont sont traités les gens ici. » Sur les quais qui ont servi de décor pittoresque au roman de George Orwell, la start-up de Martyn Leman a remplacé les bateaux chargés de charbon et de coton. Ancien bassin ouvrier, la cité de plus de 300 000 habitants, coincée entre Manchester à l'est et Liverpool à l'ouest, ne se révèle plus aussi attractive. Mais elle convient à l'entrepreneur, aujourd'hui à la tête de Cloud Perspective. « Même si Wigan est peu dynamique, cela reste une bonne localisation pour ma boîte, car la ville possède des infrastructures Internet performantes. »

Spécialisée dans la protection et le stockage de serveurs informatiques, la start-up de Martyn Leman est en pleine croissance : déjà 21 employés et bientôt dix nouveaux.

T-shirt noir trop grand, jean et sneakers, Martyn Leman correspond à l'image nonchalante que l'on se fait de la nouvelle vague d'entrepreneurs. Au sein de son équipe, le pull à capuche a remplacé la chemise, décontraction oblige. Bar rempli de bouteilles d'alcool, cuisine à disposition et musique en fond. Tout est fait pour que l'open space ressemble à un lieu de détente.

Sous couvert d'une certaine légèreté, l'entrepreneur est soucieux de la ville dans laquelle il vit depuis 17 ans. Il estime que Wigan est négligée par le gouvernement et que cette situation pourrait changer avec le Brexit. « En termes d'investissements, Londres est privilégiée et Wigan oubliée. Si vous voulez aller d'ici à Manchester par le train cela prend 45 minutes alors que ce n'est même pas à 30 kilomètres. Je ne pense pas que ce soient des infrastructures qui facilitent l'économie. »

Mais si Martyn Leman n'a pas voté lors du référendum de juin 2016, il ne voit pas le Brexit d'un mauvais œil. « *Le changement c'est une bonne chose.* » Cloud Perspective travaille avec des groupes basés dans l'Union européenne (UE), mais le Brexit ne semble pas un problème pour l'entrepreneur. « *Je ne pense pas que ça va avoir un impact sur mon business, sauf en matière de recrutement peut-être. Nous avons trois employés issus de l'UE et nous aimons leur compagnie* », explique l'entrepreneur, l'air un brin farceur, en se tournant vers eux.

Le sort des Européens travaillant au Royaume-Uni, fait partie des préoccupations majeures dans les négociations entre Bruxelles et Londres. Si, avec le Brexit, ils ne devraient pas avoir trop de problèmes, il sera par contre, pour Martyn Leman, probablement plus compliqué par la suite d'en recruter.

Ce chef d'entreprise n'est pas le seul à accepter l'immigration européenne. « *Moi, je n'ai rien contre les*

*Français, les Espagnols, les Italiens, qui viennent travailler au Royaume-Uni* », explique Ian, main sur sa bière, dans un pub en périphérie de Wigan, le Hawk. Il parle fort, n'hésite pas à couper la parole avant de pointer du doigt une autre nationalité : « *Pour les Syriens, c'est non.* » Derrière ses lunettes rondes, ce quadragénaire, Brexiter convaincu, dissimule mal sa méfiance envers les médias et l'immigration extra-européenne.

#### « L'Allemagne dirige l'UE »

Un autre habitué du Hawk ne cache pas non plus son vote en faveur de l'UE. « *Je ne veux pas qu'on choisisse la couleur de ma maison. Si je veux qu'elle soit orange, je n'ai pas envie que mon voisin soit opposé à cela.* » Amateur de comparaisons, Jeff, peintre en bâtiment fraîchement retraité, résume la situation : « *On a besoin les uns des autres, mais on n'a pas besoin d'être une famille.* » Avec Ian, ils mettent en cause l'influence de l'Allemagne au sein de l'UE, qu'ils jugent trop importante. Une situation que Jeff estime pourtant « *normale* », même s'il la dénonce. « *Après tout, l'Allemagne dirige l'UE comme l'Angleterre dirige le Royaume-Uni.* »

Sous la lumière tamisée de ce pub, les discussions vont bon train et les désaccords sont profonds. Même le patron du Hawk, un Irlandais qui répond au nom de Mike, y prend part. En tant que *Remainer*, il ne comprend pas pourquoi les habitants de Wigan ont massivement voté pour le Brexit. « *Les gens parlent beaucoup d'immigration, mais il n'y a pas de problème d'immigration ici.* » Les chiffres parlent d'eux-mêmes : alors que le taux de résidents nés au Royaume-Uni est de 86 % en Angleterre, il est de 96 % à Wigan. Pour Mike, ce qui a permis au Brexit de l'emporter « *c'est la propagande, le manque d'information et les mensonges* ».

**Wigan.** Martyn Leman est propriétaire d'une start-up qui emploie des travailleurs européens. Après le Brexit, il craint que ce soit plus compliqué de faire appel à eux.



Derek, un client *remainer*, est lui aussi inquiet. « *Les gens ne réalisent pas le nombre de projets financés par l'Union européenne* ». Cet homme de 42 ans estime que c'est la nostalgie d'un passé glorieux et les mensonges qui ont guidé le vote. « *Les médias sont responsables, ils n'ont pas posé les bonnes questions. Personne n'a contesté ceux qui ont menti.* »

Mensonges. C'est sûrement le mot le plus répété, que ce soit par les partisans du Brexit, par leurs opposants ou par les abstentionnistes. Le taux de participation au référendum était de 69 % dans l'ancienne ville minière, contre 72 % dans le Royaume-Uni. Près d'un électeur wiganais sur trois ne s'est pas déplacé.

Paula en fait partie. Elle n'a pas voté, pas plus que pour les autres élections. Cette coiffeuse à domicile explique ne pas regarder de journaux télévisés, ne pas s'intéresser à l'actualité et ne pas se sentir légitime pour voter. « *De toute façon, je ne suis pas touchée par le Brexit. Dans quelques années, je ne travaillerai plus. Je suis très sereine à ce sujet.* » Elle avoue être peu confrontée à la sortie de l'UE : ses clients n'en parlent pas trop. De toute façon, la majorité de ses connaissances ne votent pas.

« *Les gens ici ont peur que les migrants leur prennent leur travail* », estime Paula qui répète que le sujet rend ses clients amers. Certains racontent même que les aides de l'État leur sont parfois coupées. « *Mais je ne connais personne à qui c'est arrivé.* » Malgré ses craintes, la coiffeuse soutient que Wigan et le nord de l'Angleterre restent des territoires de solidarité qui votent toujours Labour, le parti de gauche du Royaume-Uni. Depuis un siècle, le parti remporte le siège de député à chaque fois. Et avec l'élection de Jeremy Corbyn, la tendance socialiste et ouvrière a repris le contrôle. Une frange plus favorable au Brexit que le reste du parti. Cela permet aussi de comprendre le succès d'une sortie de l'Union européenne à Wigan : le camp du *Leave* y a atteint les 63,9 %.

Mais pour Paula, si la solidarité demeure, la ville a évolué ces dernières années. « *Wigan a changé. Même ici, je ne sortais pas le samedi soir. Avant je me sentais en sécurité, plus maintenant.* » Et, à en croire cette coiffeuse, l'activité économique de la ville tourne au ralenti. « *De nombreux magasins ont fermé. Le conseil municipal avait promis d'investir dans le centre mais ils ne l'ont pas fait.* » La ville fait partie des principales victimes des coupes budgétaires venues de Westminster. Depuis 2010, elle a



**Le Hawk pub, Wigan.** Mike, irlandais et propriétaire d'un pub de Wigan, est un *Remainer* convaincu.

vu son budget réduit de 160 millions de livres (180 millions d'euros) et doit encore en économiser 22 millions d'ici 2022 (25 millions d'euros).

#### Les Wiganais ont du cœur

Des économies qui poussent les Wiganais à la solidarité. Le sens de l'entraide, c'est d'ailleurs ce qui est évoqué au centre d'aide de la ville. « *Les gens ici ont plus de cœur, ils veulent aider les autres.* » Ces mots viennent de Jono, un Néo-Zélandais de 38 ans, établi dans la région depuis quelques années. Cet ancien demi de mêlée amateur travaille bénévolement au sein du centre pour permettre aux personnes en précarité économique de

**« De toute façon, je ne suis pas**

**touchée par le Brexit.**

**Dans quelques années,**

**je ne travaillerai plus.**

**Je suis très sereine**

**à ce sujet. »**

**Paula, coiffeuse à Wigan**

s'acheter des produits d'occasion et de manger.

Son short estampillé d'un « *Brothers in arms, true rugby spirit* » - littéralement « *Frères d'armes, le véritable esprit du rugby* » - laisse transparaître sa passion pour l'ovalie, tandis que son bras, couvert de tatouages d'inspirations maoris montre son origine. Même s'il n'a pas pu voter, Jono a un avis sur la question. « *Je pense que ce n'est pas une bonne idée. Le Brexit implique beaucoup de mauvaises choses.* »

Bavard, le Néo-Zélandais évoque, à nouveau, les mensonges qui ont entaché la campagne et surtout, les bus du camp du *Leave* promettant que le système de santé britannique récupérerait 385 millions de livres (435 millions d'euros) par semaine grâce à sa sortie de l'UE. Un argument promu par Nigel Farage, figure de proue du parti eurosceptique Ukip. Pourtant, dès le lendemain du référendum, il l'a démenti.

Assis sur des chaises d'occasion dans le centre d'aide, Courteney et deux amis sont aussi venus donner un coup de main. Bénévole au sein du centre, cette jeune fille de 18 ans n'en n'avait que 16 lors du scrutin. Si elle avait été majeure, elle ne se serait pas déplacée pour autant. « *Je ne me sens pas assez éduquée pour cela.* » Ses deux acolytes, Ruby et Mathieu, ne s'estiment pas plus concernés. Ils se sentent dépassés quand on évoque le futur de leur pays. Mais les trois étudiants s'accordent sur leur avenir : ils souhaitent tous quitter Wigan après l'obtention de leur diplôme.

### Neuf ans d'espérance de vie en moins

À quatre kilomètres de la ville, les briques rouges de Hindley dissimulent une précarité responsable d'une faible espérance de vie. Dans cette ville, les hommes vivent en moyenne 74 ans. C'est cinq de moins que dans le reste de l'Angleterre.

Depuis plus de 40 ans, Hindley et ses 20 000 habitants font partie de la municipalité de Wigan. C'est aussi le cas de Winstanley, une ville chic où l'espérance de vie atteint les 83 ans, soit presque dix de plus qu'à Wigan. Cette différence reflète un pays aux inégalités croissantes qui atteignent leur paroxysme à une trentaine de kilomètres de là. Réputé le plus pauvre d'Angleterre, le quartier de Falinge situé dans la ville de Rochdale, fait face à un chômage qui touche près des trois quarts de la population. Pourtant, au Royaume-Uni, le taux d'emploi est très élevé.

Dans le centre-ville peu animé de Hindley, l'église anglicane de Saint-Pierre se dresse au milieu d'un parc sur lequel flotte une odeur, mélange de carotte, de viande et de pommes de terre. Enid, 78 ans, prépare des tartes dans une cuisine accolée au lieu de culte. Elle est aidée par Fred, son mari. Ce couple de retraités prépare un repas pour 100 personnes, issues de la communauté anglicane.

Tous les deux ont toujours vécu à Hindley. Si Enid a voté *Remain* car elle estime que « *quitter l'Europe fera plus de mal que de bien au pays* », son mari a voté

*Leave* parce qu'il espère que la région renouera avec son passé industriel. « *Pendant des décennies, on a construit des voitures en Angleterre. Aujourd'hui, plus une seule n'est construite ici.* » Si l'industrie automobile britannique a longtemps dominé le marché européen, elle produit aujourd'hui plus de trois fois moins que l'Allemagne. Enid regrette aussi l'immobilisme dans lequel sa ville est tombé. « *J'aime beaucoup vivre ici, c'est agréable. Autrefois, il y avait beaucoup de cafés et*



#### Hindley.

Enid a voté pour le *Remain*, mais Fred, son mari a voté pour le *Leave*.

*de restaurants, il y en a moins maintenant. Les magasins ont fermé et il y a moins de travail. Avant, je pouvais perdre un travail le vendredi et en retrouver un le lundi.* »

Et quand les chômeurs trouvent du travail, il est peu rémunérateur. Cela est dû à un marché de l'emploi libéralisé et très souple. Une seule activité est donc bien souvent insuffisante pour faire vivre une famille. « *Si nous avons autant de banques alimentaires, c'est parce que les personnes qui travaillent ne gagnent pas assez* », raconte Fred. Le couple de septuagénaires, attaché à sa région, regrette la situation.

Enid, qui a dépassé l'espérance de vie de Hindley, n'a qu'un souhait, qu'elle évoque avec des yeux bleus pétillants, entre deux fournées de tartes : « *Je suis née ici, j'y ai grandi, je me suis mariée et j'ai élevé mes enfants ici. Je compte bien être enterrée ici.* » ✘

## « À l'école, les jeunes n'ont aucune motivation »

Pour Liz Shea, professeure de sport au collège et présidente du conseil d'administration des lycées de Wigan et de Leigh, l'austérité complique le quotidien des enseignants comme des élèves. **Interview.**

Propos recueillis par  
Valentine Graveleau,  
Vincent Bresson  
Twitter @BressonVincent,  
@ValGraveleau  
Photo Vincent Bresson

### 1 Les coupes budgétaires de ces dernières années ont touché le secteur de l'éducation.

**Concrètement, ça représente quoi à Wigan ?** Aujourd'hui, beaucoup d'établissements croulent sous les difficultés financières. Il y a quelques années, l'organisation qui finançait les lycées professionnels\* a été supprimée parce qu'ils se sont rendus compte qu'ils avaient plus de deux milliards de livres sterling de dettes [deux milliards deux cent quarante mille euros, *ndlr*]. C'est arrivé juste après le lancement d'un grand plan pour reconstruire les lycées, qui avaient entamé les travaux mais n'ont pas pu être financés. Nous à Wigan, on a eu de la chance, on a perdu seulement 36 000 livres sterling [un peu plus de 40 000 euros, *ndlr*].

En plus, la dynamique aujourd'hui est de fusionner les établissements pour faire des économies. À Wigan, on a fusionné avec Leigh, ce qui signifie qu'en fonction de ce que les élèves étudient, ils doivent aller à Wigan ou à Leigh. C'est à seulement sept miles [onze kilomètres, *ndlr*], mais il y a une rivalité historique entre les deux villes qui ne date pas d'hier et qui est entretenue par le championnat de rugby



#### Wigan.

D'après Liz Shea, l'un des défis du lycée de Wigan est de compenser les aides du gouvernement qui diminuent pour les élèves de plus de 16 ans.

aujourd'hui. Les gens de Wigan ne vont jamais à Leigh, et inversement.

### 2 Par rapport aux autres villes anglaises, quelles difficultés supplémentaires rencontre-t-on à Wigan ?

Le gouvernement a augmenté les aides, mais seulement pour les élèves de moins de 16 ans. À partir du lycée, on a moins de subventions. En plus de ça, maintenant, si les jeunes n'ont pas obtenu d'assez bonnes notes en anglais et en maths au collège, ils ne sont pas financés pour le lycée. Et c'est aux lycées de les remettre à niveau, en un an seulement, pour qu'ils puissent continuer leurs études. L'année dernière, on a eu 800 élèves dans ce cas-là pour les lycées de Wigan et de Leigh. L'autre difficulté, propre à Wigan, c'est qu'on a des jeunes peu motivés. Ça a été une ville dont l'économie reposait sur le coton et sur le charbon. Tout a disparu d'un coup. Aujourd'hui, on se retrouve avec des

mis les pieds à Manchester, par exemple [à trente-quatre kilomètres, *ndlr*]. Mais je pense que le problème, c'est qu'on fait partie de ces régions délaissées.

### 3 Pensez-vous que ce sentiment d'abandon peut expliquer que Wigan se soit prononcé pour le Brexit ?

Je ne pense pas que ce soit un sentiment d'abandon, mais plutôt un sentiment de ras-le-bol. Les gens en ont marre des politiques, ils veulent que ça change. À Wigan, la ville est tenue par le *Labour*, le parti travailliste, depuis plus de cent ans. C'est difficile de travailler avec eux car ils sont tellement installés dans la région qu'ils ne tiennent pas forcément compte des critiques. Depuis quelques années, Wigan fait partie de la métropole du Grand Manchester, et je

**« On se retrouve avec des jeunes qui n'ont jamais vu leurs parents travailler. » Liz Shea**

jeunes qui n'ont jamais vu leurs parents travailler. À l'école, ils n'ont aucune motivation, aucune ambition, parce qu'ils ne comprennent pas à quoi ça sert. C'est peut-être une particularité des villes du Nord de l'Angleterre, on est plus renfermé sur nous-mêmes. Il y a beaucoup de Wiganais qui n'ont jamais

pense que la municipalité de Wigan s'intéresse plus au Grand Manchester qu'à Wigan elle-même. Les habitants s'en rendent compte, et ils veulent que ça change, d'une façon ou d'une autre. ✘

\* Le Learning Skills Council, actif jusqu'en 2010.



### Elveden.

Contrairement à une majorité des agriculteurs du Suffolk, Edward Guinness a voté pour rester dans l'Union européenne.

Dans son bureau, aux murs ponctués de portraits de famille, Edward Guinness nous prépare le thé « avec un nuage de lait », avant de parler d'un sujet qui hante ses pensées : le Brexit. Il se souvient du jour du référendum. Il a glissé un bulletin *Remain* dans l'urne sans hésitation. Pour lui, contrairement à beaucoup de Britanniques, le résultat n'a pas été une surprise. « En vivant ici, je savais ce que les gens allaient voter. » Selon lui, politiques et médias ne sont pas assez sortis de leur

bulle londonienne. « La campagne a été lamentable des deux côtés. C'était de la peur contre de la peur. »

Quand on lui demande s'il comprend pourquoi les agriculteurs ont voté pour quitter l'Union européenne, sa réponse est concise. « Non, je ne peux pas comprendre, mais j'entends leurs raisons. » Lors d'un voyage à Bruxelles avec d'autres agriculteurs, il a rencontré le chef de la délégation britannique, un jeune homme au parcours brillant. « Il était censé être l'interface entre le Royaume-Uni et l'Europe sur l'agriculture, mais avait-il une expérience pratique dans ce domaine ? Absolument pas. » De quoi donner l'impression aux agriculteurs d'être incompris et laissés-pour-compte.

Edward le sait, il est plus privilégié que certains de ses pairs. La suppression de la politique agricole commune (PAC) n'aura pas d'incidences sur ses finances. « Je ne voulais pas devenir drogué aux subventions, donc j'ai tout fait pour en avoir besoin le moins possible. » Malgré tout, il n'en demeure pas moins inquiet. « Ce sera forcément pire, avant même que cela puisse s'améliorer. Il y aura des gagnants, mais surtout des perdants. »

Edward Guinness l'avoue volontiers, il se sent protégé du Brexit grâce à sa double nationalité anglo-irlandaise. Trente ans après son arrivée en Angleterre, il nous confie qu'il se sent les deux à la fois. Mais il le concède : « Je soutiens l'équipe de rugby irlandaise. » ❌

## Edward Guinness, aristocrate presque normal

Dans son domaine d'Elveden, au cœur du Suffolk, l'héritier de la brasserie Guinness fait vivre ses terres et le patrimoine familial. S'il se sait privilégié, il reste inquiet des conséquences du Brexit.

**A**U VOLANT de sa Land Rover, Edward Guinness admire ses terres. Pas celles où est née la célèbre bière, qui se trouvent en Irlande, mais celles héritées à la mort de son père, il y a vingt-six ans, dans le comté rural du Suffolk, au nord de Cambridge. Devenu comte d'Iveagh à 22 ans, il conserve une humilité propre à la noblesse britannique : « Dans l'aristocratie, la tradition veut que ce soit le premier fils qui hérite du titre, alors que j'ai deux sœurs aînées. Ce n'est pas très juste. » Edward Guinness est bien loin du cliché de l'aristocrate coupé du monde.

À l'entrée de son domaine, il confesse avoir « juste eu de la chance dans la vie ». En ouvrant la barrière « propriété privée », s'offre le monde merveilleux d'Elveden. Quelque 9000 hectares de prairies vertes, parsemés de maisons en briques rouges. Tout semble parfait : gazon coupé au millimètre et villageois saluant avec le sourire le maître des lieux. 250 personnes vivent ici : familles et employés de l'exploitation qui produit majoritairement des

oignons et des pommes de terre. Edward n'habite pas le château qui surplombe les lieux. « On fait notre possible pour le remettre en état, mais ce sont des dépenses faramineuses. »

### « Il faut avancer au jour le jour »

Ce domaine, c'est son arrière-grand-père qui l'a acheté en 1894. Bien que loin de son Irlande natale, la Guinness est partout. « Vous voyez ces portes d'entrée peintes en bleu ? C'est un peu prétentieux, mais on a surnommé cette couleur le bleu Guinness. » Un pub a même été construit pour rendre hommage à sa famille. « J'en suis très fier. Mon aïeul, Arthur Guinness, était propriétaire d'un pub avant de devenir brasseur. C'est assez symbolique. »

Texte  
Damien Cottin  
Charlotte Dupon  
Twitter  
@DamCottin @DuponCharlotte  
Photo Damien Cottin

## Les Cornouailles : loin de l'Europe, près de la Bretagne

Ce comté, au sud-ouest de l'Angleterre, n'est pas (uniquement) le pays des lutins dans *Harry Potter*. Là, vivent les Corniques, une minorité celtique très proche des Bretons. Et très divisée au sujet du Brexit.

Texte et Photos Benjamin Boukriche  
Infographie Alexandre Aflalo  
Twitter @benboukriche

**L**ES CORNIQUES sont un peu au Royaume-Uni ce que les Bretons sont à la France. Isolée dans une péninsule à l'ouest du pays, cette ethnie celtique a sa propre langue, son propre drapeau noir et blanc et une économie historiquement tournée vers la pêche. Mais, contrairement aux Bretons, certains sont sceptiques vis-à-vis de l'Union européenne (UE).

Dans les Cornouailles, un comté du sud-ouest de l'Angleterre, 56 % des habitants ont voté pour quitter l'UE. Ici, 31 % des 550 000 habitants de ces collines verdoyantes se définissent comme Corniques, une minorité reconnue en 2014 par Londres. Il est impossible de connaître précisément leur vote, mais on sent qu'elle est partagée entre un choix culturel et un autre plus pragmatique, axé sur la vie quotidienne.

On perçoit cette division au sous-sol du Wig & Pen, un pub de Truro, la capitale des Cornouailles. Assis autour d'une grande table en bois éclairée par une faible lumière artificielle, une dizaine de personnes est réunie pour un cours de langue cornique. Quand on demande aux participants leur position sur le Brexit, le résultat est sans appel : sept personnes

ont voté pour rester dans l'UE, un seul a voté pour quitter l'institution. Pourquoi le match est-il si déséquilibré ?

### Des liens étroits avec la Bretagne

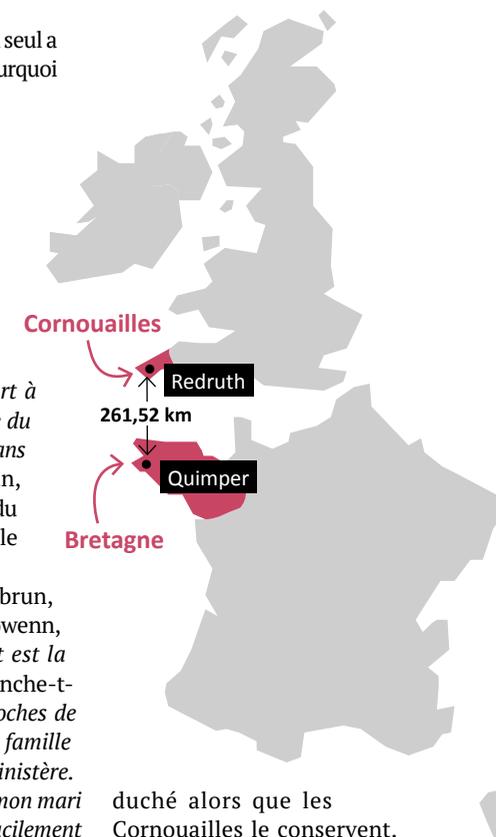
« Les locuteurs corniques parlent une autre langue que l'anglais. Cela leur donne une vision multiculturelle. D'autre part, ils sont fiers que, malgré son faible nombre de locuteurs [environ 5000, ndlr] par rapport à l'anglais, le cornique fasse partie du large éventail de langues parlées dans l'UE », analyse Mark Trevethan, responsable du dialecte au sein du gouvernement local, qui assure le cours ce soir-là.

Autour de la table de bois brun, Emma est venue avec sa fille Elowenn, âgée de douze ans. « Le Brexit est la pire chose qui puisse arriver, tranche-t-elle. Les Cornouailles sont si proches de la Bretagne... Nous avons de la famille installée à Plougastel, dans le Finistère. Quand nous leur rendons visite, mon mari s'exprime en cornique et se fait facilement comprendre par les Bretons. D'ailleurs, il comprend mieux le breton que le français. » Les différences entre le *kernewek* cornique et le *brezhoneg* breton sont en effet aussi fines que du papier à cigarette.

Dans un article publié en 2013 dans le journal *The Cornishman*, John Barrie écrit que « les deux régions celtiques (Bretagne et Cornouailles) comptent probablement beaucoup plus de points communs entre elles qu'avec leurs pays respectifs ». Pour lui, l'amitié entre les deux peuples, forgée par la pêche et la navigation, remonte à l'époque préromaine. Elle s'est ensuite renforcée en 1532, date à laquelle la Bretagne française perd son statut de

### Truro

Au pub le Wig & Pen, une dizaine de personnes apprennent le cornique, une langue similaire au breton.



duché alors que les Cornouailles le conservent. Autre exemple de la ressemblance entre les deux régions : la pointe sud de la Bretagne française porte historiquement le nom de... Cornouaille. Le « s » final est la seule différence.

Quand la discussion revient au Brexit, Emma regrette un autre aspect : la liberté de circulation entre Europe et Royaume-Uni va probablement devenir plus difficile. « Ma nièce et mon neveu bretons ont pu venir étudier, ici, au Royaume-Uni. J'ai peur que mes enfants n'aient pas les mêmes chances », déplore-t-elle en regardant sa fille Elowenn dans les yeux.

### Un soutien financier et culturel de l'Europe

Le sentiment européen de certains Corniques s'est aussi construit avec le rôle qu'a joué le Conseil de l'Europe (CoE) pour leur reconnaissance. En 2002, cette ❌❌❌





xxx organisation de 47 États-membres, indépendante de l'Union Européenne, a inscrit la langue cornique dans sa Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Une décision prise en concertation avec Londres, qui a obligé le pouvoir britannique à protéger cette langue. En 2014, cette fois, le peuple cornique est officiellement reconnu par Londres comme une minorité nationale. Ce statut est alors gravé dans la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, aussi éditée par le CoE.

Le soutien de cette institution basée à Strasbourg fait dire à Amanda, une autre participante au cours, que « *le cornique a reçu plus de soutien de la part de l'Europe que du gouvernement britannique* » et à Emma que « *l'Europe a reconnu les Corniques alors que notre propre gouvernement britannique le refusait.* »

Même si le Royaume-Uni quitte l'UE le 29 mars 2019, il restera un État membre du Conseil de l'Europe. « *Je serais vraiment préoccupé si le pays décidait de quitter le Conseil* », assure le

responsable de la langue cornique au sein du gouvernement des Cornouailles. Pour Emma, très attachée à l'UE, le problème n'est pas là : « *Plus on s'éloigne de l'Union européenne, plus on se sent éloigné de l'Europe.* »

D'autres Corniques se sentent Européens pour une toute autre raison : les millions de Livres sterling de l'UE investis dans les Cornouailles. Depuis 1999, le comté a reçu plus d'un milliard de la part du Fonds européen pour le développement régional (FEDER). Le comté se remet en effet péniblement de la désindustrialisation et notamment de la fermeture des mines d'étain. Par conséquent, le PIB par habitant y est faible, inférieur de 25 % à la moyenne des États membres de l'UE. « *Je me sens plus connectée à l'Europe qu'à l'Angleterre,*

#### Truro

Cette ville d'à peine 20 000 habitants est la capitale des Cornouailles. Une région qui vit notamment de la pêche.

témoigne Moyra, avec un accent qui fait rouler les « r ». *Je pense qu'avec le FEDER, l'Europe a plus aidé les Cornouailles que notre propre gouvernement.* » Son mari, Rob, ajoute : « *Tout est tellement centralisé à Londres... On fait plus confiance à l'Europe qu'à l'exécutif.* »

Attention toutefois à ne pas considérer ce peuple comme 100 % européen. Ce n'est pas si facile, d'autant que les Cornouailles font partie des cinq comtés les plus pauvres du Royaume-Uni. Une autre partie des Corniques ont voté au référendum de 2016 en fonction de leur quotidien et non de leur identité ethnique.

Peder en fait partie. Âgé de 59 ans, ce peintre en bâtiment est cornique jusqu'au bout des doigts. Même son prénom représente son identité celte : Peder signifie Pierre. Sur ses épaules, il porte une veste polaire bleu ciel ornée du drapeau de Saint-Piran, le drapeau noir à croix blanche des Cornouailles. Peder parle couramment le cornique et, une fois par semaine, il donne bénévolement des cours à ceux qui souhaitent l'apprendre.

Lui a voté pour quitter l'Union européenne. « *Je pense que l'argent de l'UE a causé du tort aux Cornouailles. Des millions ont été dépensés dans des projets sans intérêt. Cet argent n'a pas bénéficié à Monsieur et Madame tout-le-monde des Cornouailles.* » Et quand on lui demande comment il associe son identité cornique et son vote *Leave*, Peder écarte les deux mains, paumes tournées vers le ciel. « *Je ne mélange pas. Ces deux éléments ne sont pas connectés. Pour certains, oui. Pour moi, non.* »

En quittant le pub où se trouvent Peder et les autres, il suffit de marcher quelques minutes sur les pavés du centre-ville de Truro pour atterrir dans

la petite bibliothèque municipale. C'est ici que travaille Emblyn\*, une Cornique qui approuve les propos de son compatriote. « *Je ne pense pas que l'identité cornique et le vote soient liés. Pour moi, le vote s'est décidé en fonction de son porte-monnaie.* » Emblyn refuse de dire si elle a voté pour ou contre le Brexit en raison de son statut d'employée du gouvernement local.

#### Un vote pragmatique

Rencontrés dans un café nommé Try Dowr (Trois Rivières), Richard et Jill revendiquent eux aussi leurs origines celtes. Richard chante même dans une chorale nommée Oll An Gwella, une expression utilisée par les Corniques pour dire au revoir et qui pourrait se traduire par « *je vous souhaite le meilleur* ».

Comme Peder et Emblyn, Jill n'a pas non plus voté en fonction de son identité ethnique. « *Avant de voter, j'ai pris un stylo et une feuille. J'ai tracé une colonne "pour" une colonne "contre" et j'ai listé les arguments.* » Quelle colonne avait le plus d'arguments ? Elle balaie la question. « *Je n'ai dit à personne pour qui j'ai voté. Pas même à mon mari. C'est entre moi et l'isoloir. Tout ce que je peux dire, c'est que mon père était pêcheur et l'UE a fait beaucoup de mal aux pêcheurs...* » Elle esquisse un sourire en coin.

Richard, son mari, porte fièrement sa culture cornique à travers sa chorale. En 2016, il s'est même rendu en Bretagne pour chanter au Festival interceltique de Lorient. Dans la ville du Morbihan, ce septuagénaire dit avoir rencontré un « *sentiment de fraternité* » entre les peuples celtes de Cornouailles, de Bretagne, mais aussi de Galice (Espagne) et même d'Acadie (Canada). Il refuse, lui aussi, de dire pour quoi il a voté mais promet que ce voyage n'a pas affecté sa décision dans l'isoloir. « *Je ne pense pas qu'il y ait de corrélation entre la politique et l'ethnicité.* »

Le 29 mars 2019, les Cornouailles comme le reste du Royaume-Uni quitteront l'Union Européenne. Avec ce départ, le comté s'éloigne-t-il un peu plus du continent et de la Bretagne ?

En août 2019, une délégation cornique est à nouveau attendue à la 49ème édition du Festival interceltique de Lorient. ✕

\* En raison de son statut d'employée du gouvernement local, elle a préféré utiliser un prénom d'emprunt.



Flashez ce QR Code pour lire notre article Dans les Cornouailles, la fin des fonds européens rend nerveux par B. Boukriche



#### Truro

Peder donne des cours de cornique. Il a voté pour quitter l'Union européenne.

« *Je ne pense pas que l'identité cornique et le vote soient liés* »

Emblyn\*, employée au gouvernement local

PHOTO LAURA ANDRIEU | TEXTE MARTIN LAVIELLE

*Entre leur dépendance aux subventions européennes et l'accès au marché commun, les agriculteurs du pays de Galles ne savent pas à quoi s'attendre après le Brexit. Et leur gouvernement ne les rassure pas vraiment.*

# L'avenir incertain des fermes galloises

**M**ORRIS TRUMPER EST FATIGUÉ. À 87 ans, il jette un regard inquiet sur son exploitation, près d'Abergavenny. Ses terres, il les a héritées de son père, revenu de la Première Guerre mondiale marié à une Française. Marqué physiquement par une vie de labeur, il a passé la main à son fils. L'avenir de leur exploitation est aujourd'hui incertain.

« Pour moi, ce serait une tragédie de perdre ma ferme », confie Morris, la gorge nouée. En respectant les règles de l'élevage traditionnel, il accepte de ne pas être rentable, quitte à dépendre des subventions européennes. « Le secteur agricole survivra, mais le fossé se creusera entre fermes locales et grandes industries. Le gouvernement ne pense pas à ceux qui vont devoir abandonner leurs exploitations. » ✕



Flashez ce QR Code pour lire notre article **Campagnes oubliées, les agriculteurs gallois face au Brexit** de Laura Andrieu et Martin Lavielle



# Les pêcheurs britanniques laissés à quai

Après avoir voté à 92 % pour une sortie de l'Union européenne, les pêcheurs du royaume ont le sentiment d'être les oubliés du Brexit, en dépit de leur mobilisation pendant la campagne et dans les urnes.



Texte **Théo Conscience**,  
Noémie Marot-Saféris  
Twitter [@TheoConscience](#), [@NoemieeMS](#)  
Photos **Théo Conscience**

**A**CCOUDÉ AU BAR d'un pub du port de Ramsgate, Merlin Jackson, ancien pêcheur de 50 ans, surveille de ses yeux bleus et clairs les allées et venues des chalutiers. De l'autre côté de la rue, les fish & chips et le musée de la marine rappellent la riche histoire de l'industrie de la pêche dans cette cité portuaire du Kent, au sud-est de l'Angleterre.

Autrefois florissant, ce secteur est en déclin. « En dix ans, la moitié de la flotte de pêche de la ville a disparu », soupire Merlin Jackson en regardant la jetée.

Aujourd'hui trésorier de l'association des pêcheurs de Ramsgate, il a longtemps pratiqué ce métier, avant de jeter l'éponge il y a douze ans. « Je ne pouvais plus vivre dignement de mon activité, confie-t-il avec amertume, mais si c'était possible, je recommencerais dès demain ! »

## Un sentiment d'injustice

Pour ce fils et frère de pêcheurs, les tourments de sa profession ont une cause et deux coupables : les quotas imposés depuis quarante ans par l'Union européenne « avec la complicité du gouvernement » britannique. Ce système de répartition des ressources de la pêche détermine le total de capture accordée à chaque État membre de l'UE. Un chiffre en particulier cristallise le sentiment d'injustice des pêcheurs britanniques : ils n'ont

### Ramsgate.

En 2016, le Stella-Maris faisait partie de la flotte pro-Brexit qui a remonté la Tamise.

droit qu'à 40 % des prises dans les eaux nationales, le reste étant réparti entre leurs homologues européens.

À Ramsgate, où le Brexit l'a emporté avec 63 % des voix, beaucoup de pêcheurs partagent ce sentiment de spoliation. « Je déteste nos dirigeants encore plus que ceux de l'UE. En France, le gouvernement défend les intérêts des pêcheurs, ici ils nous abandonnent », s'emporte Lee Turner en démêlant ses filets. Lui non plus ne digère pas le maintien des quotas jusqu'à la fin de la période de transition, prévue au mieux en décembre 2020. « Quand on a appris ça, on était dégoûté », tonne Paul Gilson, élu représentant le sud-est du pays au sein de la fédération des pêcheurs anglais, la NFFO. « Le gouvernement nous a trahis, une fois de plus, en repoussant le problème. »

Ce sentiment est d'autant plus vif qu'il se nourrit des espoirs déçus soulevés par le vote en faveur du Brexit. Les pêcheurs avaient alors voté à 92 % pour une sortie de l'UE, au terme d'une campagne où leur profession avait été un thème central des partisans du Leave.

« Ils sont venus nous chercher parce que les pêcheurs savent se battre et faire du bruit, explique Merlin Jackson, cela faisait longtemps que nous en avions marre de l'UE, nous étions prêts. » « La pêche est un thème porteur, un symbole, ajoute Paul Gilson. Il y a beaucoup de romantisme lié à cette profession. Voir un bateau qui revient au port, c'est un spectacle poignant qui existe depuis des siècles. La pêche véhicule une forme de nostalgie sur laquelle se sont appuyés les politiciens pro-Brexit, c'est un totem. »

## Rassemblement sur la Tamise

Michael Gove, secrétaire d'État à l'Environnement et l'Alimentation, pro-Brexit, avait tiré sur la corde sensible, en imputant la faillite de l'entreprise de pêche paternelle au système des quotas. Mais c'est surtout Nigel Farage, alors chef de file du parti nationaliste et eurosceptique UKIP, qui s'était posé en défenseur de ces hommes face à l'ogre bruxellois. Une

semaine avant le référendum, celui qui est aussi député européen de la région de Ramsgate avait organisé un très télévisé rassemblement de bateaux de pêche pro-Brexit sur la Tamise.

Parmi la trentaine de vaisseaux qui a remonté le fleuve jusqu'au Parlement à Westminster, neuf venaient de Ramsgate. Affairé à décharger la prise du jour sur la jetée, Chris Howland se souvient de cette expédition. « On est allé à Westminster pour leur rappeler qu'on existe, mais je crois qu'ils n'ont pas compris », regrette-il avec un mélange de colère et de sarcasme.

« Ce rassemblement a été un moment charnière, on pensait avoir fait notre part », poursuit Merlin Jackson, en rappelant que c'est l'association des pêcheurs de

Ramsgate qui avait en grande partie financé cette expédition à Londres. « On pensait mériter de reprendre le contrôle sur nos eaux nationales. »

## La peur d'être une monnaie d'échange

Pourtant, deux ans après le référendum, les bateaux européens continuent de jeter leurs filets au large de leur île. À Ramsgate, de nombreux pêcheurs craignent que l'accès aux très poissonneuses eaux britanniques ne devienne une « monnaie d'échange » du gouvernement dans les négociations sur la future relation entre l'UE et le Royaume-Uni.



### Ramsgate.

À 26 ans, Lee Turner, à gauche, est le benjamin des pêcheurs de ce port du Kent.

Le fait que cette question soit laissée en suspens par le projet d'accord présenté le 14 novembre attise leur méfiance.

« Les Européens, notamment les Français et les Néerlandais, veulent absolument avoir accès à nos eaux », analyse Paul Gilson. En contrepartie, les 27 proposent de ne pas taxer le poisson britannique à son entrée sur le marché commun. Un accord donnant-donnant selon eux, puisque plus de la moitié de la pêche britannique est exportée vers l'UE, et que, de l'aveu de Michael Gove, « le Royaume-Uni n'a pas les moyens humains et techniques pour attraper tous les poissons » qui vivent dans ses eaux. Alors qu'ils étaient 20 000 il y a vingt ans, il reste aujourd'hui moins de 12 000 pêcheurs dans le royaume.

Ce que les Européens voient comme un

échange de bons procédés fait néanmoins figure d'épouvantail chez les pêcheurs britanniques, qui ont toujours considéré le fait de « reprendre le contrôle » de leurs eaux territoriales comme une priorité absolue. « On s'attend à ce que le gouvernement nous lâche une fois de plus », reprend Paul Gilson, conscient que la pêche ne représente que 0,05% du PIB britannique. « J'espère juste que, s'ils doivent céder, ils le feront à un très bon prix. »

Cette sensation d'abandon chronique des pêcheurs remonte à l'adhésion du Royaume-Uni à ce qui était encore la Communauté économique européenne (CEE), en 1973. « Nous avons signé pour un marché commun, pas pour ce qu'est devenue l'UE, se lamente Merlin Jackson. C'est Edward Heath [alors Premier ministre, ndlr], né à trois kilomètres d'ici, qui nous a vendus. »

## L'urgence de sauver l'industrie

Désabusés, les pêcheurs estiment que rien n'a été fait pour eux depuis. « L'État aurait par exemple pu faire une campagne pour inciter les gens à manger du poisson, comme cela a été fait pour le bœuf à une époque », peste Merlin Jackson. L'accord sur le Brexit qui prévoit

une possible extension de la période de transition et donc du système de quotas, inquiète des pêcheurs. Ils considèrent que leur secteur arrive déjà à un point de non-retour.

« Nous pourrions nous retrouver avec les quotas jusqu'en 2023, s'étrangle Merlin Jackson, or aujourd'hui, notre hantise, c'est le statu quo. Si rien ne change dans les prochaines années, il sera trop tard pour sauver notre industrie. » « Il n'y a plus de jeunes, plus de relève, abonde Chris Howland, il n'y a plus de transmission, et les savoir-faire disparaissent. »

« On est en train de perdre notre identité car on ne nous permet plus d'être nous-mêmes, résume Paul Gilson. Ma famille pêche depuis 200 ans, je serai certainement le dernier de ma lignée. » ✖



Sweets on sale in a Barcelona street.

## The art industry without the EU: a bittersweet situation

Even sweets can be turned into political art. A recent exhibition by artist Ulla von Brandenburg reflected on how how Brexit has soured the art world.

By **Samina Bhatti**  
Twitter **@sbhatti\_89**  
Photo **Erik Chouinard**

**O**N 28<sup>th</sup> JANUARY 1973, 500 children went to London's Whitechapel Gallery to learn how sweets can be a popular art form. Belgian chocolate, French Eiffel Tower-shaped lollipops, Irish mints and gummy mice from Germany: sweets from all over Europe were on display. The exhibition was intended to celebrate Britain's entry

into the European Union. It ended rather abruptly, however, when the overexcited children overcame the guard and scooped all the sweets.

Forty-five years later, the sweet exhibition is back, but its message is harder to swallow. In the summer of 2018, artist Ulla von Brandenburg recreated the 1973 exhibition and invited kids from the Arnhem Wharf Primary School to take part and eat the exhibits. *Sweet Feast* marked Britain's withdrawal of the EU and was something of a sentimental and sad farewell to all that was sweet and attractive about the EU. In many ways,

this can symbolise the current mood of the art industry. Britain's arts and culture sector has a general view of doom and gloom in regards to Brexit.

### 'Smaller, narrower, uglier'

In a poll by The Creative Industries Federation shortly after the 2016 referendum, a staggering 96 per cent of its members said they voted to remain in the EU. Many have spoken out claiming Brexit will cause problems across the board, including staff shortages, a drop in visitor numbers, and a struggle to fill specialist vacancies.

A report published by Arts Council England in February 2018 said 64 per cent of organisations currently work inside the EU with touring exhibitions, and send UK artists abroad. The same report said 89 per cent of organisations thought artistic development was the most important reason for working across European borders.

There is a feeling that Britain's place in the creative industry will be smaller. As art critic Jonathan Jones put in a *Guardian* column in 2017: "Everything will become smaller, narrower and uglier in a prejudiced future forged in the name of independence."

The arts and culture sector is an important part of Britain's heritage and international identity and artists in particular fear the outcome of Brexit. The most striking image was perhaps graffiti artist Banksy's Dover-based mural of a workman chiselling the European flag, painted in May 2017.

There is also a fear that arts funding will become more focused on London venues. London already attracts a huge amount of funding and there are rumours that Brexit will continue to eat away funds for other cities and towns in the United-Kingdom. A survey by the North East Culture Partnership said that there has been a 14 per cent decrease in the number of European countries working with organisations in the North East since the referendum.

Brandenburg's exhibition was particularly poignant as it focused on children. Some of today's children will become Britain's future artists and at the moment, the creative industries' outlook is looking inedible. ✘

## Renvoyer le Brexit à la niche

Le divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne pourrait être lourd de conséquences pour les 51 millions d'animaux de compagnie vivant outre-Manche. À Londres, un mouvement très *british* a vu le jour : celui des chiens en faveur d'une nouvelle consultation.

Texte **Agathe Cherki**  
Twitter **@Agathe\_Cherki**  
Photo **Béatrice Chot-Plassot**

**D**ANS LA CAPITALE BRITANIQUE, des canidés de tous poils s'invitent désormais aux manifestations anti-Brexit. Le 14 novembre dernier, alors que Theresa May réunit ses ministres pour leur présenter son projet d'accord avec Bruxelles, deux fox-terriers croisés affublés de drapeaux européens se tiennent au milieu d'un groupe de manifestants, aux abords du 10, Downing Street. « *J'ai fait une heure de train avec eux depuis Horsham pour venir ici, parce que tout cela les concerne aussi* », assure Charlotte, leur propriétaire, drapeau européen sur les épaules, foulard bleu et jaune autour du cou.

Les animaux, en effet, ne sortiront pas indemnes du Brexit. Le Royaume-Uni doit à l'Union 80 % de sa législation relative au bien-être animal. Cela représente autant de normes acquises à l'échelle européenne qu'il faudra transposer dans le droit anglais, travail qui s'annonce d'ores et déjà délicat.

**Vétérinaires et ventes  
des produits d'origine  
animale sont  
concernés par le Brexit**

Le Brexit compliquera aussi le commerce de produits d'origine animale, l'évaluation des risques d'épidémies ou encore l'importation de médicaments. Les chiens, chats et furets britanniques se verront également privés de leur passeport européen : ils pourraient ne plus pouvoir voyager qu'au prix de fastidieuses procédures.

Le Royaume-Uni compte par ailleurs un nombre très élevé de vétérinaires issus d'autres pays de l'Union européenne.



Londres. Charlotte manifeste devant le 10, Downing Street avec ses deux chiens, le 14 novembre 2018. Elle redoute les conséquences du Brexit sur les animaux de compagnie.

Leur départ - envisagé aujourd'hui par un vétérinaire européen sur trois - pourrait considérablement compromettre l'accès aux soins pour les animaux britanniques.

### Sensibiliser avec humour

Les deux chiens devant Downing Street attirent l'attention des curieux et les appareils photos des journalistes. « *Celui-ci, le petit tout blanc, a participé à la marche organisée par le Woofendum en octobre* », lance fièrement Charlotte.

En effet, quelques semaines plus tôt, à l'appel du mouvement Woofendum, des centaines de bouledogues, teckels et autres border collies ainsi que leurs maîtres descendaient dans les rues de Londres avec pour seul mot d'ordre : renvoyer le Brexit à la niche. « *Les Britanniques sont connus pour l'affection débordante qu'ils portent à leurs chiens et pour leur sens de l'humour : notre mouvement est on ne peut plus british* », reconnaît son fondateur, Daniel Elkan.

La campagne du Woofendum vise à sensibiliser, avec humour, les Britanniques aux conséquences du Brexit sur leurs animaux. L'objectif, à terme : parvenir à un nouveau référendum. « *Beaucoup de Britanniques ont voté pour quitter l'Union européenne sans savoir ce que*

*cela impliquerait*, explique Dominic Dyer, membre du Woofendum. *Nous voulons leur donner l'occasion d'y réfléchir puis convoquer un nouveau vote. Les animaux sont le point de départ d'une revendication plus vaste : quand ils entrent en ligne de compte, les gens ici se sentent plus concernés.* »

À l'heure où, dans un camp comme dans l'autre, on espère simplement vite en finir avec le Brexit, le Woofendum permet aussi d'envisager cet événement avec légèreté. « *Et nous sommes prêts à faire plus* », assure Daniel Elkan. « *Nous devons aller plus loin, nous avons encore du temps pour agir*, renchérit Dominic Dyer. *Le 29 mars 2019, nous quitterons l'Union européenne, soit, mais il nous restera alors deux années de transition qu'il faudra mettre à profit.* » ✘

Flashez ce QR Code



pour lire notre article  
**Temps de chien pour  
les animaux britanniques**  
par Agathe Cherki

# À Fordwich, le vote est – vraiment – secret

Dans la plus petite commune d'Angleterre, non loin de Canterbury, on pense au Brexit sans jamais trop oser en parler. Roger, Stephen et les autres ont pourtant tous des avis tranchés sur la question.

Texte **Mathis Lescanne**  
**Maxime Lictevolt**  
 Twitter @LescanMthis  
 @MaximeLictevolt  
 Photos **Maxime Lictevolt**

**E**N FACE, C'EST STURRY. Un hameau, avec une paroisse chrétienne, mais qui n'est pas considérée comme une ville », s'amuse Roger Green. L'élue au conseil municipal de Fordwich est fier. Sur les rives du Stour, sa cité, elle, jouit du statut de commune et dispose de son propre pouvoir local, bien que peuplée d'à peine 320 âmes.

Si la petite localité préserve ce titre, elle le doit en grande partie à son histoire. Roger, café en main, et Stephen, maire de 2000 à 2004, retracent le passé en arpantant les rues. « Fordwich a été un

port très important. La ville a fait partie de l'alliance des Cinq Ports [association à visée économique au Moyen-Âge, ndlr]. » Au XII<sup>e</sup> siècle, Fordwich s'impose comme un carrefour maritime. À cause de l'étroitesse de son bras de mer, l'accès à Canterbury, grande ville la plus proche, devient impossible par bateau. Or au même moment, la construction de la cathédrale dans l'ancienne capitale du Kent s'accélère. « Pour acheminer les pierres nécessaires à l'ouvrage, il a fallu passer par Fordwich ! » s'émeut Roger.

## Une ville historique

Les pierres en provenance de Caen arrivent donc dans la petite cité pour ensuite être acheminées par voie terrestre jusqu'à Canterbury. Fordwich est puissante et son commerce rayonne. Puis, au fil des siècles, cet état de grâce s'étiolle. Elle tombe un peu dans l'oubli

et Canterbury draine toute l'activité de la région. Au point que Fordwich perd son statut de commune au XIX<sup>e</sup> siècle, avant de le retrouver en 1976, grâce à une forte mobilisation citoyenne. Le petit hôtel de ville jouxtant la rivière reprend du service et conserve son attrait touristique. Sous les boiseries du monument, plusieurs fascicules en langues étrangères sont disposés sur les tables.

Le bâtiment abrite également quelques pièces de collection comme une boîte où était conservé « un trésor », selon Stephen. Mais surtout, la table en bois d'époque est entourée de chaises vernies et marquées par les années. « C'est ici que nous nous réunissons pour prendre les décisions sur la vie communale. Comme à l'époque », rappelle enthousiaste Roger. Loquace, il fait le tour du propriétaire en montrant l'ancienne prison communale, les

**Fordwich.** Roger (à gauche), élu de la ville, et Stephen, l'ancien maire, sont fiers de leur commune.



**Fordwich.** Pour préserver les amitiés, Alistair et son épouse Nicola ne parlent pas de leur vote à leurs voisins.

salles de délibération du conseil et le fer rouge avec lequel étaient marqués les voleurs. Pourtant, dès lors que le mot Brexit est lancé dans la conversation, la mine de Roger et celle de Stephen s'assombrissent. « Nous sommes une petite communauté. Nous parlons très peu de ces choses-là, prévient d'emblée Roger, l'air soucieux. C'est le genre de sujet qui peut briser des amitiés. Par exemple, Stephen et moi sommes amis, mais nous n'avons jamais évoqué le sujet, même si j'ai une idée sur son vote. » Reclus dans un coin de la salle, Stephen acquiesce. D'ailleurs, à Fordwich personne ne connaît les résultats du référendum de 2016. La ville étant très petite, les votes ont été comptabilisés avec ceux de Canterbury.

Puis, comme s'il était temps de lever un tabou, l'élue et l'ancien maire se livrent. « Je suis fatigué d'en entendre parler... lance Roger. Le problème, c'est l'Union européenne (UE), pas l'Europe. Nous payons pour des pays corrompus ou qui ne font pas attention, comme la Grèce ou l'Italie. »

À propos du projet d'accord obtenu entre Londres et Bruxelles le 13 novembre 2018, les deux compères l'avouent volontiers : ils sont complètement dépassés. « Le texte fait 600 pages. Nous ne comprenons rien à ce qu'il se passe ! » Ils concèdent également être dans l'attente de voir ce que va devenir la relation entre l'UE et le Royaume-Uni. Perdu dans ses pensées, Stephen hésite, puis lâche : « Il y a aussi un problème avec la migration. Certains de ceux qui arrivent ne s'intègrent pas. J'ai l'impression qu'ils créent un autre pays dans le nôtre. »

Un constat amer que ne partage pas Catherine, présente lors de cette discussion. Elle est suédoise et est arrivée à Fordwich il y a une vingtaine d'années. Le Brexit

l'inquiète. « C'est impossible de vivre aussi longtemps dans un pays, d'intégrer sa culture et de devoir changer du jour au lendemain... » Elle n'a jamais demandé la citoyenneté britannique, n'en ressentant pas le besoin. « Je ne me sens pas plus suédoise qu'anglaise. Si on me demandait de choisir entre les deux ? Je ne pourrais pas ! C'est comme si on m'obligeait à choisir entre mes deux enfants ! »

Loin de rebuter, la plus petite ville d'Angleterre, dont la moyenne d'âge est élevée et où les habitants sont majoritairement issus de la classe moyenne anglaise, attire les touristes et les Européens comme Catherine. Outre les balades sur le fleuve, les visiteurs peuvent, pour les plus fortunés d'entre eux, se restaurer au Fordwich Arms. Ce pub a été transformé il y a huit mois en restaurant huppé. L'établissement a même décroché une étoile au Guide Michelin. Roger l'observe comme un OVNI. « Personne de Fordwich n'y va. C'est trop cher. » Il préfère nous emmener vers l'autre pub de la ville, le

George & Dragon. Alors que nous repar- tons dans la rue principale, le conseiller communal s'arrête. « Attendez, il faut que vous parliez à Alistair et Nicola ! » En moins de temps qu'il ne faut pour le dire, nous voilà projetés dans leur salon réchauffé par les odeurs de cuisine.

## Objectif majeur : la paix de la ville

Alistair agrippe l'un de ses trois chiens pour l'écarter. Nicola, elle, s'évertue à calmer le deuxième tandis que le dernier observe le remue-ménage. « Nos trois chiens viennent d'Europe. Nous en avons un grec, un français et un irlandais. C'est un peu le symbole de notre vie », se réjouit le couple. Tous deux ont vécu quelques années en Allemagne et Alistair a même travaillé à Bruxelles. L'Europe a été le moteur de leur vie. « Ce vote est un vote de colère qui a été guidé par un relent nationaliste fort. » Désespérée, Nicola juge que la campagne a été « tronquée ». « Je me sens honteuse du choix de mes compatriotes... » soupire-t-elle.

**« C'est le genre de sujet qui peut briser des amitiés »**

**Roger, élu municipal**

Des mots forts qu'elle n'a jamais prononcés devant quiconque dans la commune. « Il vaut mieux éviter ce genre de conversation, surtout dans les petites communautés. Le vote doit rester secret. » Alistair qui se définit comme de la classe ouvrière écossaise juge que la campagne a été calme à Fordwich mais que parler du Brexit est toujours impossible. « C'est un sujet explosif ! Le pays est réellement divisé et on n'entend parler que de ça à longueur de journée. Alors, je préfère ne pas en discuter quand je sors. »

La fille d'Alistair est installée en Allemagne. Son père se désole : « Il va nous falloir un visa pour traverser la Manche. Ça n'a pas de sens. » Enfoncée au fond de son siège, Nicola admet que malgré son incompréhension, elle respecte les opinions de ses voisins. La paix au village, jusqu'au bout. ✘

## Les Northern Lensois, ces supporters sans frontières

Ils font régulièrement le déplacement depuis le nord de l'Angleterre pour soutenir le club de football français RC Lens. Le Brexit risque de mettre à mal leur identité de fans venus d'outre-Manche.

Texte et photo [Noémie Leclercq](#)  
Twitter [@NoemieLclrcq](#)

COMME TOUT bon supporter britannique, Adrian parle avec passion de son club de foot préféré. À ceci près qu'il supporte un club français, le Racing Club de Lens, qui évolue en Ligue 2. Il fait partie des Northern Lensois, la section britannique des supporters du club. Si le noyau dur du groupe compte une dizaine de membres, leur communauté Facebook rassemble plus de 250 personnes. Le trentenaire vit à Leyland, entre Manchester et Liverpool, au nord de l'Angleterre. « Un abonnement à ces clubs coûte au moins 500 livres (563 euros environ), rapporte-t-il. Et il y a le prix des billets, 45 livres (un peu plus de 50 euros) minimum par match. » Le calcul est vite fait. « Traverser la Manche pour soutenir notre équipe française nous coûte moins cher qu'aller au stade voisin. »

Afin de réduire les coûts, les supporters font le trajet en voiture. Objectif : se limiter à 130 euros par déplacement. « On se retrouve à York, puis on en a pour cinq heures jusqu'à Folkestone, raconte Adrian. 30 minutes pour l'enregistrement à l'Eurotunnel, 35 minutes pour la traversée et un peu plus d'une heure pour rejoindre Lens. » Soit plus de 7 heures de trajet, six à sept fois par saison.

Avec la circulation ralentie aux frontières, en cas de Brexit sans accord, il leur faudra partir une journée à l'avance.



Stade de Lens. Adrian, à gauche, avec d'autres supporters lensois, lors d'un match au stade Bollaert.

Les Britanniques devront alors poser une journée de congé au travail. De quoi décourager les supporters : « Pour les prochains mois, on évite de prévoir des déplacements. On attend d'être fixés sur les conséquences du Brexit avant d'acheter des billets », regrette Adrian. Billets auxquels il faudra peut-être ajouter le prix d'un visa. Mais au-delà de ces considérations financières, les Northern Lensois ont surtout peur de perdre une partie de leur identité avec le Brexit.

### Une identité idéalisée

Sa première fois à Bollaert, Adrian s'en souvient bien. C'était il y a quatre ans. Plus qu'une équipe de football, il découvre à Lens une ambiance qui lui rappelle celle des stades britanniques de la grande époque : les années 1970, qu'il n'a pas connues mais dont il a si souvent entendu parler. Un effet « d'idéalisation rétrospective », explique Marion Fontaine, historienne du sport. « L'Angleterre est la nation du football par excellence, qui a vu naître un supporterisme plus fort que partout ailleurs. Mais le football britannique s'est beaucoup transformé dans les dernières décennies. »

En réponse à la crise du hooliganisme des années 1980, les prix des billets augmentent pour restreindre l'accès aux stades. Résultat, « dans les stades anglais, il n'y a plus que des riches en costard qui boivent leur champagne », déplore Adrian.

« À Lens, on vient pour l'ambiance plus que pour le jeu », sourit-il d'un air entendu. Pour l'historienne, les supporters britanniques « voient dans le RCL une représentation du football britannique idéal tel qu'ils se l'imaginent. Outre-Manche, il y a un lien très fort entre football et identité populaire ». Avec son public qui entonne *Les Corons*, bière et fricadelle à la main, le *Club des Gueules noires* entretient l'image d'un club ouvrier. Bien qu'elle relève davantage du fantasme que de la réalité sociale (la dernière mine a fermé en 1990), cette identité minière est appréciée des supporters anglais.

Les Northern Lensois ont tous voté en faveur du maintien dans l'Union européenne. Un choix qu'Adrian explique par son identité de supporter transfrontalier : « Quand nous allons à Bollaert, il n'est pas juste question d'un match de foot. C'est l'amitié entre nos deux peuples que l'on entretient. » ✕

## Brexit: a time of regression for the rainbow community?

With the 29<sup>th</sup> of March fast approaching, the LGBT+ community is increasingly worried about what leaving the European Union could mean for them.

By [Meg Tillay](#)  
Twitter [@MegTillay](#)  
Photos [Rebecca Deuchar](#)

THE COMMUNITY itself is divided. On one hand, LGBT+ Remainers have argued that pulling out of the EU, and its Charter of Fundamental Rights, poses a great threat as it means that the United Kingdom Parliament could backtrack on hard-fought rights. On the other hand, LGBT+ Brexiteers (such as Out & Proud UK) have argued that current UK legislation is protective enough of LGBT+ rights, and often condemn the EU for not enforcing its values on some of its member states. *Latitudes* asked an LGBT+ advocate, Calum McSwiggan, and three British members of the EU Parliament for their thoughts: Martina Anderson, the Sinn Féin party MEP for Northern Ireland, Julie Ward, the Labour MEP for North-West England, and Jean Lambert, the Green Party MEP for London.

### Latitudes Do you fear that Brexit might increase discrimination against the LGBT+ community?

**McSwiggan** Brexit is a time of uncertainty, and it worries me that

the rate of hate crimes against LBTQ+ people has massively increased since the referendum. There are a lot of people out there who wish to see harm done to LGBT+ people. I think it would be reckless to just assume we're safe and allow the EU protections to be taken away.

**Lambert** Some people feel that the referendum has legitimised their feelings, and gave them a reason to act in ways they shouldn't.

**Ward** Some MEP Brexiteers are people whose values are xenophobic and homophobic. There is no guarantee that they would not use their position in Westminster against minorities.

**Anderson** LGBT+ people face violence and discrimination. One in four of the LGBT+ community in Northern Ireland has attempted suicide at least once. Around a third have self-harmed. The EU has played a pivotal role in fostering wide-ranging principles of LGBT+ equality; and we undoubtedly all should fear any regression of hard-won rights.

### Latitudes Will Brexit tear rainbow families apart?

As neither LGBT+ nor EU citizens' rights are guaranteed in the UK after Brexit, European and British-European couples in civil partnerships or in same-sex marriages might face legal

difficulties not only to keep living in the UK, but also to stay together, were they to move to a country that does not recognise their legal status.

**London.** March for the Future, on October 20<sup>th</sup>, 2018.



Brighton. Brighton Pride Parade, on August 3<sup>rd</sup>, 2018.

**Ward** It is true that citizens' rights are not as secure, or harmonised, everywhere across the EU. For example, the concept of family is not understood in the same way everywhere. Rainbow families might find themselves in difficult situations where they are unsure if they'll be able to stay together if two people of different nationalities are in a civil partnership, or if they adopted a foreign child. Getting rid of Freedom of Movement is an insult to those families because they will be confronted to making very difficult choices.

### Latitudes What would you like the UK government to do to secure LGBT+ rights?

**McSwiggan** I would like to see a promise to the LGBT+ community to uphold our rights and protections, one that can't be undone or undermined by future governments. **Anderson** LGBT+ citizens have access to EU law to defend their rights, even when the government in their country fails them or acts against them. Brexit marks the greatest battle of rights for this generation. We need to defend the rights we have fought so hard for. ✕



# À Birmingham, la perpétuelle transformation

Entre patrimoine industriel à préserver et investissements colossaux pour se moderniser, la deuxième plus grande ville d'Angleterre poursuit, coûte que coûte, sa quête de renouvellement.



## Birmingham.

Au cœur du centre-ville, le Paradise Project sort à peine de terre. Il accueillera de nouveaux hôtels, magasins et stations de tramway.

Texte et photos [Harold Grand](#)  
[Auriane Guerithault](#)  
Twitter [@HaroldGRAND](#) [@AurianeGue](#)

**S**UR LES ÉTABLIS EN BOIS, de petites pièces métalliques où l'on lit « RIP » (*Rest in peace* ou Repose en paix) sont entassées. Comme si le temps s'était arrêté, les machines en fonte ont encore leurs pieds bien ancrés dans le sol pavé. Nous sommes en 2018 et la Newman Brothers Factory n'a rien perdu de son âme, plus d'un siècle après sa création, en 1892.

Spécialisée dans la fabrication de cercueils et de petits objets en métal, elle symbolise le passé industriel de la ville de Birmingham à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La société a arrêté de produire en 1994 et a été transformée en musée vingt ans plus tard. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, on y produisait pour le monde entier. De grandes personnalités britanniques comme

Winston Churchill, Joseph Chamberlain, George V ou encore la princesse Diana reposent d'ailleurs dans des cercueils signés Newman Brothers.

## Fantômes et désindustrialisation

Dans le quartier des bijoutiers, il existe encore bien d'autres traces des usines de l'époque victorienne (1837-1901). Lorsque l'on s'y promène, on aperçoit des colosses de briques rouges le long des rues, comme le bâtiment de la JW Evans spécialisée dans l'argenterie. Aujourd'hui, la plupart de ces industries sont transformées en musées. L'architecture et les écriteaux sur les façades sont les seules traces d'un temps où Birmingham était « la salle des machines du royaume » jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Autant de « fantômes » que Tracey Thorne essaye de capturer avec son appareil photo. Après avoir travaillé dans le service public, elle a créé Ghost Signs, une association qui essaye de comprendre le passé, de développer les mémoires communes des lieux de la

ville et de les adapter aux exigences du XXI<sup>e</sup> siècle. Car après le développement économique est venu le désenchantement.

« Pendant la période de désindustrialisation, Birmingham était une des villes les plus pauvres du Royaume-Uni. Elle a perdu plus d'emplois que l'Écosse et le pays de Galles réunis », se souvient Heather Barrett, chercheuse en géographie urbaine à l'Université de Worcester, dans la banlieue de Birmingham. La ville a en effet connu deux récessions en moins de quinze ans à la fin des années 1980. Les usines et ateliers ont fermé par dizaines. En réaction, l'État britannique était même venu en aide à la municipalité en lui octroyant en 1984 le statut d'Aire assistée (Intermediate Development area). Grâce à lui, les firmes qui s'installaient sur place bénéficiaient

de subventions proportionnelles à leurs investissements. Aujourd'hui, plusieurs quartiers tentent de rebondir dans une atmosphère divisée. Sur place, le Brexit l'a emporté à 50,4 % avec seulement 3 800 voix d'avance.

## Tourné vers l'avenir malgré le Brexit

C'est le cas de Digbeth. Le quartier désormais mondialement connu grâce à la série *Peaky Blinders* – qui raconte l'histoire d'un gang de criminels dans les années 1920 – est traversé par le canal de Birmingham qui va bientôt fêter ses deux cents ans. À cette occasion, la photographe Tracey Thorne souhaite réhabiliter le lieu à travers la promotion de l'art de rue pour le rendre plus accueillant. L'objectif est d'éviter que Digbeth ne devienne un deuxième Dudley, l'un des coins les plus pauvres de la ville qui avait voté à 68 % pour le Brexit. Un projet à taille humaine, alors que dans quelques années, juste au-dessus de ce canal sera construite la géante gare Curzon Street où passera le prochain train à grande vitesse britannique : le HS2. « J'aime bien les nouvelles choses, mais là le projet est immense, ça défigure le paysage », déplore Tracey Thorne.

Car le cœur du problème de Birmingham est là. La ville est gourmande, peut-être trop. Dans sa rénovation et sa quête de modernité à tout prix, elle donne même le sentiment de fonctionner à deux vitesses. La future gare qui sera inaugurée en 2026 va créer 36 000 emplois et les 600 000 mètres carrés de nouveaux bureaux sur place en sont le parfait exemple. Un projet architectural d'envergure qui risque de mettre au second plan des bâtiments emblématiques.

C'est le cas de l'ancienne gare qui porte le même nom Curzon Street et qui fut l'une des premières d'Europe, inaugurée en 1838, au tout début du développement du chemin de fer au Royaume-Uni. En 2026, elle sera noyée sous un dôme futuriste digne des films de science-fiction. Au milieu des tractopelles se dresse The Eagle & Tun, l'un des plus célèbres pubs de la ville, seul, face au chantier titanique qui se met en place. En 1983, il a servi de décor pour le clip de la chanson du groupe UB40 *Red Red Wine*. Véritable pièce du patrimoine municipal, voire national, il est aujourd'hui menacé de destruction par le projet Curzon Street. « Je vais me

**Birmingham**  
Tracey Thorne, habitante de Birmingham, a créé une association, Ghost Signs, pour promouvoir le passé architectural de sa ville.



« Le projet de la nouvelle gare défigure le paysage »

« cacher derrière vous parce que je n'ai pas envie que le propriétaire me reconnaisse par la fenêtre », déclare même, un peu gêné, Gary Woodward, en charge du développement du centre-ville à la mairie, qui détaille le dispositif sur place.

## Ville-chantier

Mais Curzon Street n'est que la partie émergée d'une ville-chantier où les marteaux-piqueurs et les grues ont pris leurs habitudes depuis bien longtemps : « Nous avons toujours eu l'esprit d'entreprendre », explique Gary Woodward. Cette ville n'est jamais figée. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que, malgré le gigantisme, les investissements du passé commencent à payer.

Plus de trente ans plus tard, Birmingham est redevenu un acteur économique majeur au Royaume-Uni. En 2018, la ville affiche une croissance annuelle de 3,7 % (contre 1,6 % pour Londres), un taux de chômage en constante baisse, passé de 11 % en 2010 à

7,3 % en 2018 (toujours nettement au-dessus de la moyenne nationale de 4,3 %) et négocie des partenariats internationaux avec des villes chinoises et sud-coréennes.

Avec le Brexit, l'avenir semble être un sujet tabou. Alors que le pouvoir central tente de trouver un accord avec l'Union européenne, Birmingham se distingue par son désir d'innover et se veut être un modèle pour le Royaume-Uni de demain. La ville sera la première du pays à accueillir la 5G en 2019 et organisera les jeux du Commonwealth en 2022.

« Notre identité, c'est le progrès. Si vous cherchez une ville au ralenti, je vous conseille d'aller voir ailleurs », conclut Gary Woodward, des piles de dossiers sous le bras. ✕



Flashez ce QR Code pour lire notre article  
**Birmingham : un train à grande vitesse contre le Brexit** par **Harold Grand**



## Quand la crise politique devient celle de l'esprit

Leur identité, leur vie, leurs relations. Le référendum de 2016 a affecté les Britanniques sur plusieurs plans. Ébranlant même parfois leur santé mentale.

Texte et illustration  
Clémence Labasse  
Twitter @Clem\_Labasse

IL EST QUATRE HEURES quand Andrea\* se réveille. Après avoir passé la soirée devant la télévision dans son petit HLM du nord de Londres, elle a fini par se faire emporter par le sommeil. Sur son petit écran, branché sur la BBC, elle discerne enfin les résultats du référendum qu'elle a attendu avec nervosité la veille. Le *Leave* l'a emporté.

Comme un coup de tonnerre, la panique paralyse son corps et elle tombe à terre. Andrea est allemande. Incontrôlable, elle se met à crier. Son pire cauchemar est devenu réalité. Défilent dans sa tête ses pires angoisses : elle se voit déjà expulsée, renvoyée outre-Rhin, là où elle ne parle plus la langue et où elle n'a pas mis les pieds depuis plus de 30 ans.

Deux ans plus tard, le choc n'a toujours pas complètement disparu. Sa voix tremble encore quand elle se remémore cette journée, depuis laquelle la détresse ne l'a plus quittée. « C'était comme si mon monde avait pris fin, comme si mon rêve

était parti en fumée, se rappelle-t-elle. Je voulais que tout ça soit fini. Honnêtement, je voulais mourir. Je n'oublierai, ni ne pardonnerai jamais le Brexit. »

À 54 ans, cette anglophile « patriote » souffre de problèmes de dépression et d'anxiété depuis longtemps. Des troubles non causés mais exacerbés par la situation politique du pays qu'elle aime tant, mais dont elle ne peut pas avoir la citoyenneté. Car si elle vit depuis 32 ans au Royaume-Uni, elle n'y a travaillé que quelques mois. Sans statut de résidence, vivant des prestations sociales, cette habituée des scènes alternatives de Londres se sent pourtant éperdument britannique. Quand elle pense au futur, une seule alternative s'impose à elle : rester ou mourir.

### « Une réaction humaine »

La situation d'Andrea est peut-être unique mais ses angoisses, elles, sont beaucoup plus répandues. La transformation de la société, amorcée par le Brexit, comme le discours politique haineux et les incessants revirements médiatiques, ont déjà laissé une marque indélébile sur la psyché de nombreux Britanniques, de cœur ou non. Ils ont même un terme pour cela, la « Brexit Anxiety ».

Si les chiffres précis sur le sujet sont rares, il y a tout de même quelques indicateurs. En décembre 2016, le service britannique de conseils psychologiques Relate a révélé par exemple qu'un client sur cinq abordait le Brexit avec leurs thérapeutes. Et dans un sondage réalisé auprès de 1 300 Remainers, la majorité se dit toujours « dévastée », « en colère », « déprimée » quand elle pense aux résultats du référendum.

« Si le "Brexit Anxiety" n'est pas un vrai trouble diagnostiqué, l'anxiété face au Brexit est une réponse normale à une situation très anormale », explique le psychothérapeute Neil Lamont, qui offre gratuitement son soutien à ceux que le Brexit angoisse. « Des Européens notamment vivent une crise existentielle inouïe. Ces personnes se sont créées une vie ici, ils ont des familles, des emplois. Et tout d'un coup, ils se retrouvent plongés dans l'insécurité et l'incertitude. Ce qui génère des inquiétudes, de l'anxiété, du stress. Des questionnements sur leur identité et leur sentiment d'appartenance. » Comme c'est le cas d'Andrea. Si l'Allemande est maintenant rassurée car ses risques d'expulsion diminuent, elle a tout de même réalisé qu'elle « adore un pays qui [la] hait ». ✘

\*Le nom a été modifié.

### IDENTITÉS

p82

**LONG FORMAT**  
L'opinion  
par la plume

p88

Les Tories se  
fracturent sur l'Europe

p89

« Les idées de  
l'extrême droite sont  
devenues mainstream »

p90

Pour le UKIP,  
des lendemains  
qui déchantent

p92

Même pas enclenché,  
déjà au musée

p93

Européens jusque  
dans la peau

p94

**ARRÊT SUR IMAGE**  
Durs désaccords  
sur le projet d'accord

# Di vi

À l'approche du Brexit, les Britanniques s'opposent plus que jamais.

p96

Fin de l'Union,  
divorce des  
générations

p97

« La Reine est  
le symbole d'une  
institution populaire »

p98

Européens de  
la dernière heure

p100

« Les artistes  
devraient soutenir  
le Brexit »

p101

À Manchester,  
le monde musical  
a le blues

p102

**V.O.**  
Nothing compares  
to EU: how Britain's  
bitter divorce from  
the EU is leaving  
couples in turmoil

p103

« Nous voyons  
les Anglais comme  
des gens de  
notre famille »

p105

Clotted cream :  
le débat qui déchire  
l'Angleterre

p106

L'humour british  
à la sauce pro-Brexit

p107

Dracula, Nessie  
et Harry Potter  
s'inquiètent  
d'un avenir sans  
l'Union européenne

# sé és



**Depuis près de trois ans, les débats dans la presse et les réseaux sociaux se font à grand renfort de unes tapageuses, de comptes Twitter militants et de hashtags en tout genre. Analyses.**

---

Dossier préparé par  
Valentine Graveleau,  
Stéphane Geneste, Agathe Cherki,  
Thomas Perroteau  
Illustrations  
Clémence Labasse

---

# Sur les réseaux sociaux, les débats sur le Brexit s'éternisent

Deux ans après le référendum, *remainers* et *leavers* s'affrontent toujours par hashtags interposés sur Twitter et Facebook.

Texte [Valentine Graveleau](#)  
Twitter [@ValGraveleau](#)  
Illustration [Clémence Labasse](#)

LE 9 SEPTEMBRE 2017, Ella Bisset Mac Ewen partage sur Facebook un article qui explique que les Britanniques garderont leur citoyenneté européenne, même après le Brexit. Elle accompagne sa publication d'un commentaire : « *Meilleure nouvelle de l'année, nous serons toujours citoyens européens !!!* »

Une information pas tout à fait vraie. Il est en effet peu probable que les Britanniques gardent leur citoyenneté européenne après le Brexit. Mais des messages de ce type, cette mère au

son quartier, à Bristol. Disparus, ses messages vigoureux contre le Brexit. « *Quand j'ai appris que la campagne s'était faite à coups de fake news sur Internet, ça m'a fait réfléchir. Je me suis rendu compte que ce que je partageais ne servait à rien. C'était malsain. J'ai arrêté de m'y connecter, du jour au lendemain.* »

## Une campagne largement dominée par le Leave

Deux professeurs de l'université d'Oxford ont montré que la campagne avant le référendum de juin 2016 s'était aussi jouée sur les réseaux sociaux. Pendant les mois précédant le référendum, les deux comptes les plus présents dans le débat, @IvoteLeave et @IvoteStay, étaient en fait des *bots*. Autrement dit, des comptes robots

Christophe Wylie a même révélé un système mis en place par le groupe pro-brexit « Leave.EU » pour cibler la population britannique sur Facebook et orienter son vote. « Leave.EU » aurait même dépassé le plafond autorisé pour sa campagne, en achetant les précieuses données des utilisateurs de Facebook à l'entreprise Cambridge Analytica.

Pour beaucoup, la campagne a donc été biaisée. De nombreux Britanniques militent pour un second référendum, dont la probabilité s'amenuise au fur et à mesure que se rapproche la date du 29 mars 2019, lorsque le Brexit entrera en vigueur.

En attendant, les *Remainers* continuent de se mobiliser, à coups de hashtags. Fin 2017, ils se sont emparés du hashtag #FollowBackProEU, qui incite à s'abonner aux comptes anti-Brexit et à partager les publications qui critiquent la façon dont sont gérées les négociations. Les pro-Brexit ont néanmoins rapidement

PENDANT LES MOIS PRÉCÉDANT LE RÉFÉRENDUM, LES DEUX COMPTES LES PLUS PRÉSENTS DANS LE DÉBAT ÉTAIENT EN FAIT DES BOTS

foyer de 39 ans en postait plusieurs fois par jour. Européenne convaincue, elle exprimait sur Facebook sa colère vis-à-vis de la façon dont la campagne pour rester dans l'Union européenne avait été menée. Elle se moquait de Boris Johnson comme de Jeremy Corbyn, et obtenait les likes désabusés de ses amis, quasiment tous *Remainers*.

Pourtant, depuis un an, le compte d'Ella est vide. Finies, les photos d'anniversaire de ses enfants. Terminés, les partages d'événements qui ont lieu dans

capables de publier automatiquement des messages et d'y répondre, dans le but d'amplifier l'audience de leur camp.

À ce jeu-là, les *Brexiters* ont été meilleurs que les *Remainers*. L'étude montre que pendant les dix jours précédant le vote, 54 % des hashtags (des mots-clés précédés du signe dièse) en lien avec le référendum étaient pro-Brexit, contre seulement 20 % pour les pro-Union européenne. Le reste était composé de hashtags appelant à se déplacer aux urnes.

En mai 2018, le lanceur d'alerte

détourné le hashtag, qu'ils ont transformé en #FullBrexitPromptExit (« *Un Brexit entier, un Brexit rapide* »). En prime, les publications sont souvent ponctuées de commentaires violents, qui exacerbent la fracture entre pro et anti-Brexit.

Des affrontements en ligne qui frôlent parfois le ridicule. En avril dernier, Daniel Hannan, député européen conservateur et pro-Brexit, a ainsi bloqué sur Twitter le compte qui relate les pensées... de la frontière irlandaise. Un compte satirique, bien sûr. ✘



## Sur Twitter, la frontière irlandaise fait de l'esprit

Rencontre avec l'anonyme qui a créé le compte The Irish Border (@BorderIrish), aujourd'hui suivi par plus de 53 000 personnes. Sujet de crispation depuis le début des négociations sur le Brexit, la frontière irlandaise a sa propre voix sur le réseau social depuis avril 2018. Des tweets à l'humour bien senti.

Propos recueillis par  
Valentine Graveleau  
Twitter [@ValGraveleau](#)  
Photos [Compte @BorderIrish](#)

**1 Pourquoi avoir créé ce compte ?** Au début, je l'ai vraiment fait pour m'amuser. C'était marrant d'imaginer que la frontière irlandaise puisse parler. Au moment où je l'ai créé, tout le monde parlait de la frontière, des solutions envisageables ou pas. On entendait tout et n'importe quoi, personne n'y comprenait rien... Et la seule chose absente du débat, c'était la frontière elle-même. J'essaie de rester très drôle, très piquant. Mais il y a aussi un côté plus sérieux, plus didactique. Mon but, c'est qu'à travers l'humour, les gens réfléchissent et comprennent un peu mieux les

problèmes liés au retour d'une frontière, en ce qui concerne l'économie, l'identité... Au fond, cette question n'est pas drôle du tout. C'est aussi pour ça que j'écris. Je veux rester anonyme, mais je peux vous dire une

« **Ce qui est ironique, c'est que la frontière, qui d'ordinaire divise, rassemble finalement beaucoup de monde.** »

chose : j'ai vécu directement les « *Troubles* » [guerre civile en Irlande du Nord entre les années 1960 et les années 1990, nldr] et je ne veux pas que ça recommence.

**2 Êtes-vous surpris de son succès ?** Je ne m'attendais vraiment pas à ce qu'autant

de gens me suivent. Après, même si je ne raconte pas que des choses stupides, il ne faut pas le prendre trop au sérieux. C'est un compte pour rire avant tout. J'imagine que si ça fonctionne autant, c'est que la frontière est un des gros points d'interrogation aujourd'hui dans les négociations sur le Brexit. Il mobilise tous les Britanniques. Les gens qui me suivent sont des gens en colère, qui utilisent les réseaux sociaux pour exprimer ce sentiment. C'est difficile de savoir ce que les gens cherchent et trouvent en suivant le compte The Irish Border. Beaucoup de *Remainers*, qui espèrent rester au sein de l'Union européenne, me suivent, des journalistes et des gens qui travaillent à Bruxelles aussi. Ma messagerie Twitter est assez drôle, je reçois parfois des informations de ce qu'il se passe à Bruxelles.

**3 Les réseaux sociaux accentuent-ils les divisions autour du Brexit ?** Twitter

est extrêmement divisé sur la question. Tout le monde se revendique pro ou anti-Union européenne. En fait, je pense que le Brexit est un facteur de division dans toute la société, réseaux sociaux inclus. Ce qui est ironique avec ce compte, c'est que la frontière, qui d'ordinaire divise, rassemble finalement beaucoup de monde. Depuis le récent projet d'accord, c'est un peu moins le cas. Du point de vue de la frontière, l'accord est une bonne

chose. Il ne menace pas l'accord du Vendredi Saint [qui a mis fin à la guerre civile en 1998, nldr], il prévoit le *backstop* pour s'assurer que la frontière physique ne reviendra pas... Mais du côté des *Remainers*, cet accord est mauvais car il signifie que le pays quitte bel et bien l'Union européenne. ✘

# Médias anglais : qui pense quoi ?

Pendant la campagne du référendum, la presse britannique a joué un rôle majeur. Journaux, chaînes de télé et de radio... Panorama des principaux médias outre-Manche.

Texte **Stéphane Geneste**  
Twitter [@stephanegeneste](#)  
Infographie **Alexandre Aflalo**  
**Clémence Labasse**



**THE SUN**  
Journal **LE PLUS LU** au Royaume-Uni (**1 800 000 EXEMPLAIRES** TIRÉS chaque jour). Prise de position **POUR LE BREXIT**. Avant le référendum, il a appelé ses lecteurs **A VOTER LEAVE**.



**Daily Mail**  
**DEUXIÈME JOURNAL LE PLUS LU** en Grande-Bretagne, il partage la ligne **EUROSCEPTIQUE** du **SUN**. Il publie **LES ARTICLES LES PLUS FAVORABLES AU BREXIT** d'après une étude de l'université d'Oxford. Mais la ligne éditoriale tend à changer, le nouveau rédacteur en chef est hostile à Boris Johnson.



**DAILY EXPRESS**  
Tabloïd proche du **UKIP** et de son ancien dirigeant, **NIGEL FARAGE**. C'est un des quotidiens les plus **EUROSCEPTIQUES** de la presse britannique.



**DAILY MIRROR**  
En faveur du **MAINTIEN DU ROYAUME-UNI DANS L'UNION EUROPÉENNE**, le Daily Mirror est **PROCHE DES TRAVAILLISTES** et pro-européen.



**The Guardian**  
Le quotidien de **centre-gauche** est ouvertement pour le **Remain**. Avant le référendum, les articles critiquant la politique de David Cameron alimentaient les colonnes du journal.



**FINANCIAL TIMES**  
La référence en matière de journal économique au Royaume-Uni s'est prononcée **contre le Brexit**. Dans un éditorial d'avant-référendum, on peut lire que le pays devrait voter pour rester dans l'UE.



**The Daily Telegraph**  
Pour beaucoup d'analystes, c'est le **plus sérieux des journaux britanniques**. Quotidien conservateur, ses articles publiés sont **légèrement en faveur du Brexit**.



**THE TIMES**  
Appartient au même propriétaire que **THE SUN**. Pourtant, **The Times soutient le maintien du Royaume-Uni dans l'UE**. Selon un sondage de mars 2016, ses lecteurs seraient en effet en faveur du **Remain**.



**BBC**  
Chaînes de radio et de télé, la BBC est un **média public** (équivalent de Radio France et France Télévisions). Le média **ne s'est pas exprimé sur le Brexit**. On lui reproche autant d'être pro-Europe que l'inverse. Comme en France, les chaînes audiovisuelles doivent donner la parole à toutes les parties.

**sky NEWS**  
Chaîne de télévision privée, Sky News est souvent **comparée aux tabloïds britanniques**. D'après un sondage publié par YouGov en février 2018, **12% de la population britannique considère que la chaîne est pro-Brexit**.

## « Pour les tabloïds, relayer des arguments populistes anti-UE est très rentable »

Brian Cathcart est journaliste et cofondateur de Hacked Off, un mouvement pour une presse indépendante, responsable et régulée. Pour lui, les journaux populaires, très prisés par les Britanniques, ont assurément influencé le référendum de 2016.

**Latitudes** La presse britannique s'est positionnée à 90% en faveur d'une sortie de l'Union européenne (UE). Comment expliquer une position aussi tranchée ?

**Brian Cathcart** Les journaux appartiennent à des gens riches, qui ont tendance à être conservateurs. Pour eux, relayer des arguments populistes anti-UE est très rentable. Ces patrons de presse n'investissent pas beaucoup en Europe — leurs sociétés sont domiciliées aux Bermudes ou aux Etats-Unis — et ne perçoivent les Britanniques que comme une source de revenu. Je ne suis pas certain qu'ils aient anticipé les conséquences de leur ligne éditoriale lors du référendum.

**Latitudes** Dans quelle mesure les journalistes ont-ils influencé le vote des Britanniques lors du référendum ?

**BC** La presse britannique a plus à se reprocher que tous les hommes et femmes politiques réunis. Même si les dirigeants mentent sur l'Europe, ils ne l'ont pas autant fait que le *Daily Express*. En politique, ce serait risqué, alors que les journaux, eux, ne prennent pas de risque, car ils n'ont pas de comptes à rendre. Le *Sun*, par exemple, a affirmé en Une que la Reine avait encouragé le Brexit : c'est inventé de toutes pièces et la Couronne n'a pas démenti, car elle ne peut pas s'exprimer sur cette affaire. Au sujet de l'entrée de la Turquie dans l'UE, la presse a également diffusé beaucoup de contrevérités. Le *Daily Mail* a publié une bande dessinée avec des caricatures de migrants arabes au grand nez et à la peau mate, débarquant au Royaume-Uni pour semer la terreur et parmi lesquels se trouvaient des rats. Ce sont des créateurs de haine.

Texte **Agathe Cherki**  
**Thomas Perroteau**  
Twitter [@Agathe\\_Cherki](#)  
[@tperroteau](#)  
Illustration **Clémence Labasse**

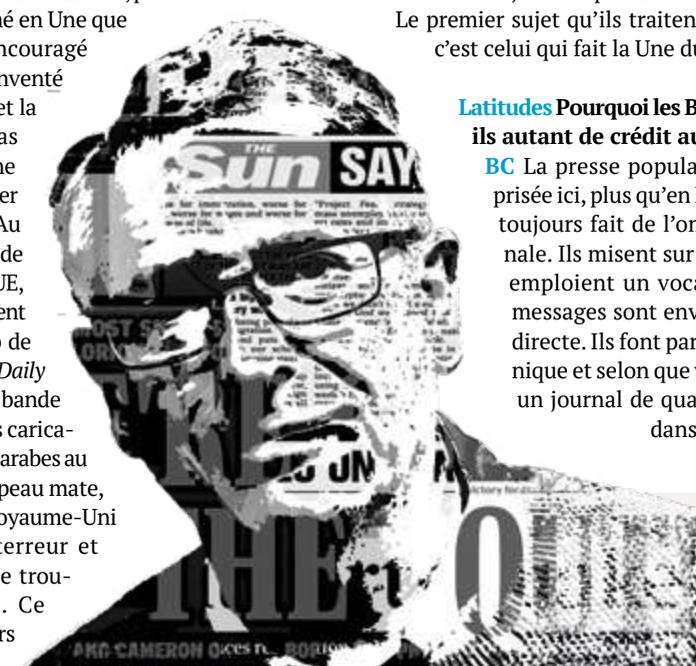
Le quotidien fait partie des titres britanniques les plus vendus. Le *Daily Mail* est devenu très anti-musulman, proche de l'extrême-droite, mais aussi plus anti-européen que les autres. En suivant cette ligne, il savait qu'il allait vendre. Plus vous êtes extrême, plus vous avez du succès. Je pense que ce journal a joué un grand rôle dans le référendum. [La ligne éditoriale du *Daily Mail* a changé avec le départ en juin 2018 de son rédacteur en chef Paul Dacre, à la tête du tabloïd depuis 26 ans, ndlr.]

**Latitudes** Comment expliquer que ces tabloïds touchent une audience si large ?

**BC** Force est de constater que les jeunes qui suivent l'actualité en ligne accèdent à des informations issues à 80% de ces publications. Les médias s'en servent. La BBC elle-même a du mal à définir ses priorités, car elle est forcément influencée par toute cette presse. J'ai déjà été invité à la matinale de la BBC plusieurs fois. Dans la rédaction, ces titres sont partout. Même dans le bureau du rédacteur en chef ou les studios d'enregistrement. L'ensemble des journalistes ont sous les yeux ces tabloïds, dès les premières heures de leur journée. Le premier sujet qu'ils traitent, en arrivant le matin, c'est celui qui fait la Une du *Daily Mail*.

**Latitudes** Pourquoi les Britanniques accordent-ils autant de crédit aux tabloïds ?

**BC** La presse populaire a toujours été très prisée ici, plus qu'en France. Les tabloïds ont toujours fait de l'ombre à la presse nationale. Ils misent sur le sensationnalisme et emploient un vocabulaire simple. Leurs messages sont envoyés de façon claire et directe. Ils font partie de la culture britannique et selon que vous lisez un tabloïd ou un journal de qualité, vous ne jouez pas dans la même équipe. ✘



Flashez ce QR Code pour voir notre vidéo **3 questions à la journaliste de la BBC Samira Ahmed**

# Les Tories se fracturent sur l'Europe

Depuis que David Cameron, alors Premier ministre conservateur, a annoncé la tenue d'un référendum en 2015, les tensions entre *Remainers* et *Leavers* n'ont cessé d'agiter son parti.

**A** MON SENS, c'est la pire crise des Tories (conservateurs) depuis le début du XXe siècle. » Ancien ministre libéral-démocrate dans un gouvernement conservateur, Edward Davey reste attentif à l'évolution de la situation au sein des Tories. Sont-ils au bord de la scission ? La question de l'avenir du parti revient régulièrement, comme lors des démissions simultanées de Boris Johnson et de David Davis du gouvernement en juillet 2018. Cinq autres ont été annoncées le surlendemain de la conclusion du projet d'accord avec l'Union européenne, le 15 novembre 2018.

## « Instinct de survie »

En 2016, les conservateurs s'inquiétaient de la progression du parti eurosceptique UKIP, notamment car la formation de Nigel Farage aspirait des électeurs. Mais il s'est effondré après le référendum. « *La question de son redressement ne se pose plus. La vraie interrogation pour les Tories maintenant, c'est la cohabitation entre des gens qui se ferment et d'autres qui sont plus pour une société ouverte en leur sein* », analyse Emmanuel Godin, professeur en science politique à l'université de Portsmouth. Les conservateurs sont un parti de masse. L'expression d'opinions différentes permet d'attirer un plus vaste spectre d'électeurs, « *mais si ces courants n'arrivent pas à trouver de compromis, c'est un grand problème. Encore plus quand la majorité gouvernementale est tenue. Même les plus petites fractions peuvent faire la différence* », remarque le chercheur en science politique à l'université de Kingston, Robin Pettitt.

## Un Labour divisé

« *La question européenne n'est pas la seule*, balaye Dan Townend rédacteur en chef du *Daily Express*, un tabloïd réputé proche du UKIP. Les Tories s'accordent sur bien d'autres principes : la baisse des taxes,

Texte et illustration  
**Florian Soenen**  
 Twitter @soenen\_florian

*l'efficacité politique... Le parti ne risque pas de s'effondrer. Et le Labour est tout autant divisé.* » Enfin, la scission du parti serait « *l'option nucléaire* », rappelle Robin Pettitt. « *De par le mode de scrutin, uninominal à un tour, les petits candidats sont défavorisés. Avec une double candidature conservatrice dans la même circonscription, les deux risquent de perdre.* »

Souvent annoncée au bord du gouffre, Theresa May a bien mieux résisté que

ne le prédisaient les commentateurs. « *Je ne pense pas qu'elle ait bien mené son gouvernement. Les élections anticipées de 2017, où elle a perdu sa majorité, étaient une mauvaise idée. Mais dans les conditions de son parti, personne ne peut faire mieux, ni ne veut prendre sa place* », juge Robin Pettitt.

Ayant fait campagne pour le *Remain*, chargée de conduire le Brexit, la Première ministre incarne les contradictions des conservateurs, mais aussi leur résilience. « *L'instinct de survie de ce parti est extrêmement fort* », souligne d'ailleurs Edward Davey. « *Est-ce que je verrais d'un bon œil l'implosion du Parti conservateur ? Oui. Est-ce que je l'estime possible ? Non.* » ✕



## « Les idées de l'extrême droite sont devenues mainstream »

Il semble que le Brexit ait renforcé les velléités nationalistes. Mais Matthew Collins, de l'organisme de surveillance antifasciste *Hope not Hate*, constate que ces groupes sont aujourd'hui très faibles. Selon lui, il ne reste plus que 600 à 700 membres actifs partout dans le pays.

Propos recueillis par  
**Clémence Labasse**  
 Twitter @Clem\_Labasse

**Latitudes** Peut-on dire qu'il y a eu une montée de l'extrême droite depuis le Brexit ?

**Matthew Collins** : Oui et non. D'un côté, la rhétorique de l'extrême droite, raciste et xénophobe, est plus répandue aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été. Pendant la campagne de 2016, nous avons autorisé en silence l'utilisation, par des hommes politiques d'expérience, d'un langage haineux et néfaste. Et de l'autre, objectivement, l'extrême droite ne s'est jamais portée aussi mal. Plus personne ne vote pour elle ou ne rejoint les partis fascistes. Tout cumulé, il reste à ces groupuscules 600 à 700 membres partout dans le pays. Même le parti UKIP, qui

avait récolté 14% de voix aux dernières élections de 2015, s'est pratiquement effondré aujourd'hui.

**Latitudes** Comment expliquer que l'extrême droite « traditionnelle » soit aujourd'hui aussi faible structurellement ?

**MC** On n'a plus besoin du British national Party (BnP) ou du National Front quand on a des gens comme Boris Johnson ou Nigel Farage dans le débat public. La

campagne du *Leave* a contribué à rendre mainstream les idées de l'extrême droite. Cette diffusion a été exacerbée par les réseaux sociaux, là où les internautes peuvent sauter entre idées et idéaux beaucoup plus facilement. Avant, quand on adhérait à une doctrine, il fallait rejoindre

« 40 % des complots terroristes d'extrême droite découverts l'ont été par accident. »

un parti pour la partager. Les partisans de ces idées sont beaucoup moins investis aujourd'hui, autant structurellement qu'économiquement, alors même que leurs idées se répandent.

**Latitudes** Il semble pourtant que la menace d'extrême droite soit plus forte que jamais... L'an dernier, près de trente personnes ont été arrêtées pour crimes violents ou complots terroristes.

**MC** Le recours à la violence est leur dernier moyen d'expression. Les nationalistes voient de plus en plus le Brexit comme une mascarade. Ils prédisaient une vague massive de déportation [*sic*] mais voient maintenant que ce ne sera pas le cas. Aujourd'hui, les politiques ont adouci leur langage, et les derniers à défendre un Brexit tel qu'il a été vendu en 2016, ce sont les racistes. Ils se sentent émasculés parce qu'ils sont moins nombreux et que plus personne ne les écoute vraiment. Et puis, les autorités ne savent pas où les trouver. Parmi les complots terroristes d'extrême droite découverts, 40% l'ont été complètement par accident alors que 80% des complots islamistes sont arrêtés grâce au travail des services de renseignements. ✕

## Matthew Collins, fasciste repenté

IL EST AUJOURD'HUI LE CHEF du service de recherche pour le groupe de défense d'intérêt antifasciste *Hope not Hate*, qui surveille l'extrême droite britannique grâce à un réseau d'informateurs. Pourtant, à la fin des années 1980, il était lui-même adhérent à de nombreux groupes d'extrême droite, voire néonazis, dont le National Front, le British national Party, l'Ulster Defence Association, ou Combat 18. Il a écrit en 2012 un mémoire à ce sujet, *Hate : My Life in the British Far Right*. ✕

## Pour le UKIP, des lendemains qui déchantent

La sortie de l'UE aurait dû lui permettre de s'ancrer définitivement dans le paysage politique. C'est pourtant un orage de confusion qui s'est abattu sur le parti nationaliste UKIP. Entre le désamour des élus et ses problèmes financiers, il navigue à vue. Mais toujours dans le sens de la radicalisation.

Texte **Antoine Cuny-Le Callet**  
**Martin Lavielle** et **Saada Soubane**  
 Illustration  
**Valentine Cuny-Le Callet**

**E**N JUIN 2016, au terme d'une campagne aussi insidieuse qu'efficace, le parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni (UKIP) connaissait son heure de gloire : il obtenait la sortie de l'Union européenne, qui avait motivé sa création en 1993. Un dénouement qui confirmait le succès aux élections européennes de mai 2014 : 24 sièges au Parlement à Bruxelles, 27,5% des suffrages exprimés et le statut de premier parti du pays. À l'annonce des résultats, son leader d'alors, Nigel Farage, arborait un sourire rayonnant.

Changement d'ambiance en juin 2017 : Paul Nuttall quitte la direction du parti qu'il occupait depuis seulement huit mois, après les résultats calamiteux des élections générales : 1,8% des voix. Après la démission de Nigel Farage au lendemain du référendum, pas moins de cinq leaders se sont succédés à la tête du UKIP.

### Un seul être vous manque

« Nigel était un leader incontesté. Nous avons payé le prix de son départ. » Au volant de sa Lexus, Freddy Vachha garde un sourire malicieux tout au long de l'interview. Celle-ci dure trois longues heures, dans sa voiture stationnée sur un parking de restaurant. Représentant UKIP pour la région de Londres depuis 2016, il ne cache pas son admiration pour celui qui, par ses interventions médiatiques, a précipité son entrée en politique.

« Il avait un style oratoire et un charisme qui me plaisaient. J'ai tout de suite su que j'avais beaucoup à apprendre de lui. » Freddy Vachha use de tous les superlatifs pour qualifier M. Farage, ne manquant pas de souligner l'amitié qui lie ce dernier

au président américain Donald Trump. Mais, fatigué par la gestion du UKIP, qui semblait être devenu trop petit pour lui, Nigel Farage, héraut de l'euroscépticisme a préféré se mettre en retrait de la vie politique. Sans la quitter complètement : il met toujours à profit ses qualités d'orateur dans une émission quotidienne sur la station de radio LBC.

« Après lui, il y a eu des gens qui n'avaient ni son caractère ni son intellect. Nous avons sélectionné les mauvais profils », déplore Freddy Vachha. Dernière erreur de casting : Henry Bolton, démis de ses fonctions suite à un Congrès extraordinaire à Birmingham. Sa compagne avait proféré des injures racistes à l'encontre de l'épouse du Prince Harry, Meghan Markle. Bolton aurait également mentionné sur son CV un diplôme jamais obtenu.

Dépourvu de leader rassembleur, le UKIP est en proie aux dissensions



« Nous sommes  
une armée de chats.

C'est à la fois notre

force et notre

faiblesse. »

**Freddy Vachha,**

représentant UKIP

pour la région de Londres

internes entre les tenants d'une droite dure, les transfuges du Parti conservateur ou encore les déçus du Labour. « Nous sommes une armée de chats, s'amuse Freddy Vachha. Chacun est libre d'aller dans sa propre direction. C'est à la fois notre force et notre faiblesse. »

### Gestion chaotique et parti d'amateurs

« Un parti se définit par sa capacité à survivre à un changement de leader. Le UKIP n'a pas développé les instruments et les institutions internes permettant de gérer ce changement de direction. » Pour Emmanuel Godin, spécialiste de l'extrême droite et des populismes et professeur à l'université de Portsmouth, le départ de M. Farage ne peut à lui seul expliquer les déboires électoraux du parti.

Selon lui, cet état de fait traduit plutôt un manque de professionnalisme. « La machine ne fonctionne pas. Si l'on compare au cas français du FN [aujourd'hui Rassemblement National (RN), ndlr], il y a quand même une attention à la tête du parti pour s'assurer que les "petits nazillons" ne soient pas sélectionnés [pour participer aux élections locales]. » En d'autres termes, l'organisation interne chaotique du parti l'empêche de faire émerger des leaders qualifiés et capables de mobiliser une base militante déjà restreinte à 24 000 membres.

À côté de ses difficultés structurelles, le UKIP s'est distingué par des orientations stratégiques douteuses. Si le parti revendique son indépendance – ni Labour ni Tory – son isolement dans le paysage politique est un boulet dans sa quête de succès électoraux. Cette situation a récemment abouti à des choix aberrants pour un parti souhaitant renvoyer une image respectable : le chef du parti Gerard Batten a envisagé d'accueillir dans ses rangs Tommy Robinson, fondateur et ancien dirigeant du groupe d'extrême droite English Defense League, plusieurs fois condamné à de la prison ferme. Nigel Farage, à l'évocation de cette possibilité,



n'a pu que déplorer une « terrible erreur », faisant courir au parti le risque d'une « marginalisation totale ».

### Du Brexit à la croisade contre la « shariafication »

En octobre, William Legge et Bill Etheridge, tous deux députés européens, annonçaient leur départ du UKIP. Cette décision était motivée par le virage opéré par le parti, qui devenait, selon les mots d'Etheridge, « un vecteur de haine à l'encontre des musulmans et de la communauté gay ». Depuis la victoire du Leave, les leaders successifs peinent à renouveler leur rhétorique eurosceptique et penchent de plus en plus vers un discours islamophobe. Freddy Vachha admet lui-même faire de la lutte contre la « shariafication », son cheval de bataille. « Il existe au Royaume-Uni des Sharia Courts [tribunaux religieux régis par la loi musulmane, ndlr] qui n'ont rien d'illégal. Et je pense qu'il vaut mieux vivre sous la loi du Nouveau testament que sous celle du Coran. »

Ce tournant sonne comme une tentative de trouver une nouvelle cause rassembleuse. D'autant plus que le compte à rebours a commencé : en mars 2019, le UKIP perdra sa plus grande caisse de résonance, le Parlement européen. Paradoxalement, c'est le lancement des négociations du Brexit qui a précipité la désunion et la fuite des adhérents, comme l'explique Emmanuel Godin. « Si on est un conservateur déçu, on rentre à la maison ! L'électeur pouvait rester au UKIP tant que le vote lui semblait utile pour "mettre la pression" [sur Theresa May et les négociations, ndlr], mais la pression en ce moment elle vient de l'intérieur du Parti conservateur ».

En effet, si le UKIP semble désorienté et hésitant quant à la stratégie à adopter, c'est aussi parce que le Parti conservateur s'est de son côté engouffré dans la brèche causée par le vote de 2016. Le front europhile des dernières années a volé en éclats, laissant apparaître toutes les fractures internes autour de l'Europe. Émergent

ainsi de nouvelles figures conservatrices particulièrement radicales, à l'instar du député Jacob Rees-Mogg.

Historiquement, l'extrême droite britannique – incarnée un temps par le National Front ou le British National Party – a pu réussir des coups électoraux, mais ceux-ci n'ont jamais été confirmés sur le long terme. Dans le contexte des négociations et du possible accord entre le Royaume-Uni et les 27, Freddy Vachha croit pourtant en la poursuite de la lutte : « Les gens disent "vous avez déjà obtenu le Brexit", mais nous n'avons rien obtenu pour l'instant, et nous sommes en 2018 ! [...] Au parti, nous avons toujours été cohérents, nous voulons l'abrogation du European Communities Act de 1972 [traité marquant l'entrée du Royaume-Uni dans l'Union Européenne, ndlr]. » Le représentant londonien sait que son parti a besoin de sa cause fondatrice pour continuer d'exister.

Mais le UKIP n'a plus le monopole de l'euroscépticisme et la sortie de l'Union est une cause en passe de lui échapper. ✘



**Londres.** Dans son bureau, Lee Rotherham commence à récolter des objets de la campagne des pro-Brexit.

financements n'a pas encore commencé. « *Tout dépendra des archives récoltées. Nous devons d'abord nous mettre d'accord sur ses limites chronologiques* », explique l'attaché parlementaire, qui a déjà sa petite idée sur la question.

#### Un vote aux racines historiques

Avec les archives, ces passionnés veulent montrer que « *le Brexit n'est pas que le fruit d'une année de campagne* », mais bien « *le résultat d'un long mouvement, déjà présent avant l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne*. » À l'entrée du musée, Lee Rotherham se verrait bien « *remonter jusqu'au débarquement de Jules César dans le Kent* » [55 av. J-C, ndlr], évoquer les luttes insulaires contre les envahisseurs, « *de la conquête normande à la Seconde Guerre mondiale* », sans oublier le référendum de 1975 sur le maintien du Royaume-Uni dans la communauté européenne.

Ce « *musée de la souveraineté* » est décrit par ses détracteurs comme un temple à la gloire du Brexit. « *Bien sûr que notre démarche n'est pas neutre, tout comme le vote en 2016.* » Son premier défenseur l'assure et insiste, ce ne sera pas un musée à la gloire du Leave : « *Nous voulons exposer les deux camps. Sinon, cela revient à ne raconter que la moitié de l'histoire. Si nous appelons d'abord aux dons pro-Brexit, c'est parce que ce réseau nous est plus accessible. Mais je suis convaincu que des pro-européens soutiendront notre démarche. Bon ou mauvais, le Brexit restera un épisode déterminant de notre histoire nationale.* »

**« Le Brexit restera un épisode déterminant de notre histoire nationale. » Lee Rotherham**

Sans idée encore précise du lieu. « *installer ce musée dans le comté de Lincoln serait symbolique* », considère Lee Rotherham. Dans cette région de l'Est de l'Angleterre, le Leave a atteint des records, avec plus de 75% des voix dans la ville de Boston. Encore balbutiant, le projet demeure assez flou et la recherche de

Encore faut-il que le pays quitte définitivement l'Union européenne. Le contraire, Lee Rotherham n'y croit pas et préfère en rire : « *Une absence de Brexit ne ferait que modifier la dernière pièce du musée. Nous vivons l'épilogue de longs processus qui ont conduit au Brexit, et cet épilogue est en train de s'écrire.* » ✕

## Même pas enclenché, déjà au musée

Exposer les objets témoins du Brexit, c'est l'ambition d'un groupe d'historiens et d'euroseptiques anglais, dont l'attaché parlementaire Lee Rotherham.

**D**ESTRACTS, des dessous de verre, un mug, un imperméable... Dans son bureau du Parlement britannique, Lee Rotherham a installé plusieurs coffres pour entreposer sa collection de souvenirs pro-Brexit. « *Tous ces objets sont des dons de particuliers et de connaissances* », expose l'historien et attaché parlementaire, qui se présente comme un « *vétéran eurosceptique* ».

« *Nous n'en sommes qu'à la genèse du projet*, explique-t-il. *Nous voulons archiver le plus vite possible tout ce qui peut raconter la quête de souveraineté du Royaume-Uni vis-à-vis du continent.* » Ce « *projet de très long terme, pour les générations post-Brexit* », vise la commémoration des cent ans de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne, en 2073.

#### Appel aux dons

Plusieurs partisans du Leave ont lancé début 2018 un appel aux dons afin d'ouvrir un établissement sur l'histoire de la sortie de l'UE. L'ancien porte-parole du parti indépendantiste UKIP, Gawain

Texte  
**Chris Jewers Thomas Perroteau**  
Twitter  
**@ChrisJewers @tperroteau**  
Photo **Thomas Perroteau**

Towler, en est à l'initiative et a été rejoint par plusieurs intellectuels et politiques pro-Brexit, dont certains membres du Parti conservateur au pouvoir.

## Européens jusque dans la peau

Ils ont voté pour rester dans l'Union européenne et croient toujours qu'une marche arrière est possible. Ces europhiles convaincus n'ont pas hésité à graver leur opinion sur leur peau. Et ils en sont sûrs : leurs tatouages peuvent changer les choses.

Texte **Camille Bronchart**  
**Adeline Mullet**  
Twitter **@CBronchart @AdelineMllet**  
Photo **Camille Bronchart**

**A**U CŒUR de Londres, dans le quartier de Westminster, une agitation naît du parvis du Parlement britannique. Des bruits de tambours, des chants anti-Brexit résonnent et rythment notre rencontre avec David Palk, europhile de 63 ans. Une vingtaine de jours par mois, l'homme quitte son Devon natal, à 300 kilomètres de là, dans le sud-ouest de l'Angleterre. Hébergé dans la capitale par des amis, il vient manifester contre la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). Une Union qu'il a dans la peau depuis toujours et qui y est imprimée à l'encre indélébile depuis peu.

En août dernier, David s'est fait tatouer le drapeau européen sur le biceps. Comme cela ne lui suffisait pas, il a complété son bras d'un bracelet permanent bleu aux étoiles jaunes, plus vrai que nature. « *Ça me tenait à cœur de porter une marque vraiment définitive de mon vote. Et ce n'est que le début ! Je commence tout juste une collection de tatouages pro-UE* », explique-t-il fièrement. Au détour de la conversation, il raconte qu'il a longtemps été hippie, mouvement précurseur dans l'expression des

idées par les tatouages. « *Je ne me suis jamais fait tatouer pendant cette période ! C'est pour vous dire à quel point inscrire l'Europe sur mon corps est vraiment une déclaration forte de ma part.* » Soudain, une voiture klaxonne en signe de soutien. David agite les drapeaux qu'il a dans les mains et hurle de joie. « *Vous voyez, ce qu'on fait peut faire une différence, sans l'ombre d'un doute. Il faut qu'on continue à montrer qu'on n'est pas d'accord et c'est le même principe avec les tatouages. Il s'agit juste de rendre les gens conscients qu'il existe et existera toujours une opposition.* »

#### « Tatouer les leavers, c'est un peu comme marquer l'ennemi »

Drapeau européen sur les épaules, Rachel Schwartz-Holford, 54 ans,

fait aussi partie de cette « *opposition* » revendiquée. Tatoueuse depuis cinq ans, c'est elle qui a marqué la peau de David. Au total, elle a réalisé une dizaine de tatouages pro-UE. Dont un qui l'a particulièrement amusée, sur l'une de ses amies. « *Je lui ai tatoué "Bollocks to Brexit" sur les côtes* [Brexit, mes couilles, ndlr]. *Elle veut que quand elle sera vieille, dans une maison de retraite, les gens qui la changent et lui font sa toilette devinent son vote. Je trouve ça génial.* » À tel point que Rachel a, elle aussi, décidé d'ancrer son opinion politique sur son poignet : une comète bleue entourée d'étoiles jaunes, qu'elle montre à qui veut la voir.

Pour celle qui est tatouée sur les bras et les jambes, le tatouage est avant tout un art décoratif. Parmi la vingtaine qu'elle possède, seule sa comète européenne a un sens. « *L'UE nous apporte énormément de choses. On a le droit de vivre, de travailler, d'étudier facilement dans 27 autres pays. C'est une force. On n'est pas juste coincés sur cette île, isolés du reste de l'Europe.* »

Et quand on lui demande si elle est prête à tatouer un partisan du Brexit, sa réponse fuse. « *Je le ferai, mais je le ferai payer deux fois plus cher !* » balance-t-elle dans un éclat de rire. Avant d'ajouter : « *Parfois, il est bien de savoir qui sont les gens qui ont voté pour le Leave. Pour moi, c'est un peu comme "marquer l'ennemi", comme ça, on peut les voir arriver.* » ✕



**Londres.** David Palk, 63 ans, s'est fait tatouer pour la première fois cet été. Il a commencé par un drapeau européen, puis a poursuivi avec un bracelet au poignet droit.

PHOTO ET TEXTE DE BÉATRICE CHOT-PLASSOT

*Mercredi 14 novembre.  
Les partisans du Brexit  
manifestent devant  
le 10, Downing Street.  
Les négociateurs  
britanniques et européens  
ont conclu la veille  
un accord concernant  
les conditions de sortie  
du Royaume-Uni de l'UE.*

## Durs désaccords sur le projet d'accord

**L**UCY HARRIS, qui dirige le mouvement Leavers for Britain, scande : « *Que voulons-nous ? Le Brexit ! Quand le voulons-nous ? Maintenant !* » Elle est accompagnée de plusieurs dizaines de partisans d'un divorce net et immédiat avec l'Europe.

Malgré l'accord établi, ils se sentent lésés : ils le considèrent non conforme à ce pour quoi ils avaient voté. Union douanière et Marché commun sont au cœur du débat.

Certains sont seulement fatigués d'entendre parler du Brexit et veulent passer à autre chose. D'autres veulent faire retrouver au Royaume-Uni sa souveraineté, qu'ils estiment piétinée par les institutions européennes.

De l'autre côté de la rue, les *remainers* leur font face. Tous les manifestants présents ont un point commun : ils rejettent l'accord proposé. ✕



# Fin de l'Union, divorce des générations

Les 18-24 ans ont voté à 75 % pour rester au sein de l'Europe, contre 31 % des plus de 65 ans. Entre les jeunes adultes et leurs aînés, la fracture est consommée.



**Kingston.**  
Barry Buggy, 74 ans, a opté pour le *Leave* comme 69 % des Britanniques de sa génération.

*c'est grâce aux échanges avec l'Europe, analyse-t-il. Là, nous allons être isolés.* » Désabusé, il regrette que « *les plus âgés aient décidé pour les jeunes* ».

Du côté des seniors, beaucoup dénoncent la dépendance vis-à-vis de Bruxelles. « *Nous élisons un gouvernement. Pourquoi l'Europe devrait-elle intervenir ?* » s'interroge Barry Buggy. Autre argument pour ce retraité du bâtiment, grand-père de vingt-deux petits-enfants : l'immigration. « *Je veux bien accueillir des réfugiés, mais ils doivent s'intégrer.* »

Les deux générations campent sur leurs positions. Agacé, Barry Buggy estime que « *ce sont les plus vieux qui ont construit ce pays. Les jeunes devraient être reconnaissants.* » Pour lui, les plus de 60 ans ont « *davantage d'expérience. Nous avons vécu avant l'Union européenne, nous connaissons les avantages et les inconvénients.* »

**« Les jeunes ne voient que les bons côtés de l'Europe. »**

**Barry Buggy**

Même son de cloche chez Gregory Taylor. Sur un banc de Hyde Park, en face de Buckingham Palace, ce marchand d'art de 67 ans a toujours vécu en Angleterre. Haut-de-forme sur la tête, il est convaincu que les jeunes « *ne voient que les bons côtés de l'Europe* ». Une position qui l'oppose à son fils de 30 ans, qui a voté *Remain*. De l'autre côté du lac artificiel de Hyde Park, deux retraités tiennent un discours différent. Bryan Halson, 86 ans, et sa femme Bernice, 91 ans, désapprouvent leur génération. « *Beaucoup de retraités pensent que le changement est mauvais. C'est l'inverse. Nous devons apprendre des autres communautés* », estime Bryan. « *Ce sont les jeunes qui vont devoir assumer le Brexit*, ajoute Bérénice d'un air désolé. *Aujourd'hui, le futur est entre leurs mains.* » ✕

**L'**ANGLETERRE, c'est l'Angleterre ! Chaque pays doit prendre ses propres décisions. » Devant son immeuble de Kingston, en banlieue de Londres, Barry Buggy ne passe pas inaperçu. Ses grandes moustaches blanches trahissent son âge, 74 ans. Tous les soirs, il s'installe dans la rue et discute avec les passants de nombreux sujets, dont la sortie de l'UE. « *Avec les voisins, nous sommes tous d'accord. Il y en a marre de tout mettre en commun.* »

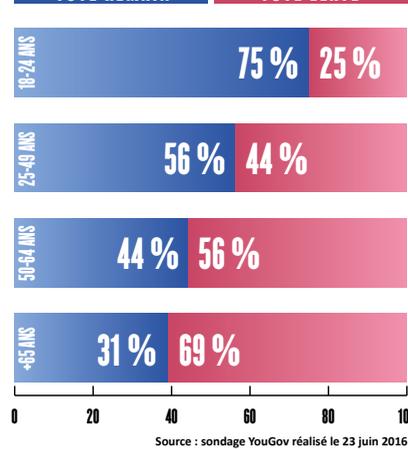
Pour Barry, comme pour 69 % des plus de 65 ans, le Brexit est une bonne chose. À l'inverse, 75 % des 18-24 ans ont voté pour rester dans l'UE. C'est le cas de Soraya Jalili, assise avec deux amies à la cafétéria de l'université de Kingston. Pour cette étudiante en sciences de 22 ans, il importe de « *pouvoir bouger facilement* ». Si elle « *respecte le choix de [ses] aînés* », elle estime « *que le Brexit ne les affectera pas. C'est nous, les jeunes, qui allons vivre avec.* »

À l'entrée de l'université, Bobby Varghese Vinu, étudiant en communication d'origine indienne, aurait lui aussi préféré voir le Royaume-Uni rester dans l'UE. Il défend « *la mobilité entre*

Texte et Photo **Maéva Lahmi**  
Twitter **@LahmiMaeva**  
Infographie **Alexandre Aflalo**

pays, durant les études ou pour trouver du travail ». Il s'inquiète aussi des difficultés économiques que le Royaume-Uni pourrait rencontrer. « *Si le pays prospère,*

## LE VOTE BREXIT PAR TRANCHES D'ÂGE



**Londres.**  
Stephen Bates, écrivain et journaliste, ancien correspondant royal du *Guardian*.

## « La Reine est le symbole d'une institution populaire »

Pour le journaliste britannique Stephen Bates, Elizabeth II n'a jamais exprimé son avis sur le Brexit, contrairement à ce que font croire les tabloïds. Cette stratégie pourrait faire de la monarchie le seul lien qui unit encore le pays.

Propos recueillis par  
**Damien Cottin,**  
**Charlotte Dupon**  
Twitter **@DamCottin,**  
**@DuponCharlotte**  
Photo **Damien Cottin**

**1** **Quelles sont les opinions de la famille royale sur le Brexit ?** Pendant la campagne, le *Sun* a déclaré qu'Elizabeth II soutenait le Brexit. Les médias ont spéculé sur la position de la famille royale. En 2017, quand la Reine a prononcé un discours présentant les mesures du gouvernement pour sortir de l'Union européenne, elle portait une tenue bleue avec des fleurs jaunes. Beaucoup y ont vu une métaphore du drapeau européen. Je pense surtout que c'était une coïncidence. Je doute qu'elle ait pu exprimer une quelconque opinion à ce sujet, surtout en public. Je ne pense même pas qu'elle le fasse en privé. Elle est sur le trône depuis 66 ans, elle est bien trop

expérimentée pour se risquer à s'exprimer sur le Brexit. En tant que journaliste, on peut aller voir un député ou un ministre, lui demander ce qu'il pense et obtenir une réponse. Alors que la famille royale est très fermée, c'est un peu comme le Vatican. La Première ministre Theresa May rencontre la Reine une fois par semaine pour un rendez-vous informel autour d'une tasse de thé. Personne d'autre n'est présent et aucune note n'est prise au cours de cet entretien privé. Je suis certain que la Reine lui demande : « *Comment ça se passe ?* » Mais elle ne se risquerait pas à lui dire : « *Vous devez arrêter ça.* »

**2** **Les Britanniques sont particulièrement divisés sur le Brexit. Est-ce que la monarchie ne serait pas le dernier lien qui les unit ?** C'est avant tout un symbole. La Reine est d'ailleurs bien plus populaire que n'importe quelle personnalité politique. Plus de 80 % des Britanniques l'apprécient, alors qu'ils ne

sont que 20 à 30 % à soutenir le gouvernement. Ce qui fait sa popularité, c'est surtout qu'elle est extérieure à tout débat politique. Son image n'est pas atteinte parce qu'elle n'exprime pas d'opinion politique. La monarchie et ses actions n'affectent pas la vie quotidienne des Britanniques. Il y a un lien très sentimental et personnel vis-à-vis de la famille royale. Même ceux qui n'ont pas d'intérêt particulier à leur égard regardent les mariages ou les jubiléés royaux. Lors d'un voyage, j'ai parlé à un Canadien qui m'a dit : « *Nous aimons la monarchie, parce que c'est quelque chose que les Américains n'ont pas.* » Nous apprécions le fait d'être légèrement différents. Le Royaume-Uni est divisé en ce moment et la Reine est le symbole d'une institution populaire qui ne change pas avec le temps. Elle ferait mieux de ne pas mourir dans les mois à venir.

**3** **Le Brexit va-t-il renforcer ou affaiblir la monarchie en tant qu'institution ?**

Ni l'un ni l'autre, car les pouvoirs de la Reine sont vraiment limités, elle représente une institution formelle et traditionnelle. Elle ne peut pas proposer de lois, ni s'opposer au gouvernement ou utiliser un veto. Avec le Brexit, le Royaume-Uni pourrait voler en éclats. L'Écosse menace d'organiser un référendum pour prendre son indépendance. Mais cela n'affecterait pas la position de la Reine. Le Parti national écossais a assuré qu'elle resterait souveraine. En revanche, elle pourrait perdre l'Irlande du Nord si le pays venait à s'unir avec la République d'Irlande. Même si le Brexit ne va pas renforcer la monarchie, c'est une opportunité pour la couronne d'être plus que jamais la vitrine du Royaume-Uni. Les héritiers de la famille royale, Kate, William, Harry et Meghan, vont continuer à multiplier les voyages sur le vieux continent pour montrer que les Britanniques aiment toujours l'Europe. ✕



## Européens de la dernière heure

L'issue du référendum de juin 2016 a déçu près de la moitié des électeurs britanniques et les a bouleversés dans leur identité. Certains d'entre eux, réunis autour du mouvement People's Vote, réclament un nouveau référendum sur la sortie de l'UE.

Texte et photos [Marjorie Lafon](#) et [Béatrice Chot-Plassot](#)  
Twitter [@LAFONMarjorie](#) et [@BChotPlassot](#)

UNE INTERMINABLE file d'attente s'est formée devant le Methodist Central Hall, dans le quartier londonien de Westminster, en ce mardi 13 novembre. Le rassemblement affiche complet : plus de 2 300 personnes se sont réunies. Les organisations People's Vote et Best for Britain, qui militent pour un nouveau référendum, y tiennent un meeting.

À l'intérieur, la grande salle surplombée d'un orgue massif est bondée. De grands écrans projettent le même slogan : « We're not buying it » (Nous ne sommes pas dupes).

Les organisateurs balaisent du regard la foule et choisissent des visages neufs,

jeunes de préférence, pour occuper le fond de scène. Le meeting a des allures de stand-up. Andy Parsons, comédien et écrivain anglais, anime la soirée. Il déclenche par alternance rires et salves d'applaudissements. Le public est conquis.

Le timing est impeccable. À quelques pas de là, au 10, Downing Street, le bureau de la Première ministre vient d'annoncer que les négociateurs sont parvenus à un accord avec l'Union européenne. Sur scène, des personnalités défilent : Jo Johnson, secrétaire d'État démissionnaire quelques jours plus tôt, l'ancien footballeur Gary Lineker, Dominic Grieve, député et ancien ministre de la Justice,

ainsi que bon nombre de députés de tous les partis. Le public scande « *We demand a people's vote* » (Nous exigeons un vote du peuple).

### Un mouvement spontané pour l'Union européenne

Créé en avril 2018, People's Vote regroupe différents mouvements pro-européens comme Open Britain, Our Future Our Choice ou encore Britain for Europe.

People's Vote constitue une sorte de « *parapluie sous lequel s'abritent toutes ces structures* » d'après Alastair Campbell, ancien conseiller de Tony Blair et bénévole actif de People's Vote. Une agrégation pour plus d'efficacité face aux négociations du gouvernement, jugées non conformes à « *ce que souhaitaient les Britanniques au moment du référendum* » selon Simon Thomson, directeur de la communication de l'organisation.

Londres.  
Pendant le rassemblement de People's Vote au Methodist Central Hall, une militante monte sur scène enveloppée d'un drapeau européen.

People's Vote a recours à des levées de fonds, auprès de particuliers notamment. Leur campagne de financement participatif leur a permis de récolter près de 185 000 euros à ce jour. Des mécènes privés les ont également rejoints. C'est le cas de Julian Dunkerton, cofondateur de la marque Superdry, qui a fait un don de plus d'un million d'euros, en exigeant qu'il soit octroyé à la réalisation de sondages.

Dans les bureaux londoniens de l'organisation, plus de soixante employés s'activent pour faire entendre leur voix auprès des députés, des entreprises et des citoyens. Les sections locales, qui sont formées par quelque 10 000 bénévoles, sont également très sollicitées. Les équipes dirigeantes réunissent politiques, anciens journalistes et communicants, qui pour la plupart n'étaient pas formellement engagés dans la campagne du référendum de 2016.

pour ces deux Européens convaincus. Le Royaume-Uni se fissure. Mais aujourd'hui, la scission entre *leavers* et *remainers* (ceux qui veulent quitter l'UE et ceux qui souhaitent y rester) n'est pas aussi étanche que l'on pourrait croire et les divisions sont complexes. À tel point qu'il est difficile de faire de People's

« Il n'est pas question d'identité mais d'un nouveau référendum. »

Simon Thomson

Vote une entité homogène. Elle rassemble citoyens européens convaincus, Britanniques attachés aux avantages procurés par l'UE mais aussi électeurs déçus par la *Leave*. Dans cette quête d'un nouveau référendum, les divisions risquent de se transformer en fractures. Les militants en sont conscients.

Individuellement, ils admettent leur double identité : britannique et européenne. Alastair Campbell, Simon Thomson et Madelaine Pitt, étudiante qui a rejoint la People's March du



notre histoire, à notre passé colonial mais aussi au fait que nous soyons une île. On a besoin de se sentir unique et différent ». Pour Sarah O'Keefe, fondatrice d'une section locale d'Open Britain, il ne s'agit pas d'être « *identiques aux autres pays* » mais de « *travailler ensemble* ».

### La démocratie, point de crispation entre les deux camps

Les partisans d'un nouveau vote insistent sur la rhétorique : on ne parle pas de « *deuxième référendum* » mais de « *vote sur l'accord final* ». Ils revendiquent surtout le droit de changer d'avis. Un sondage récent du NatCen Social Research estime que 51 % des Britanniques sont en faveur d'un nouveau référendum.

Au lendemain du projet d'accord trouvé entre Londres et Bruxelles, *leavers* et *remainers* se font face, devant le 10, Downing Street. Lucy Harris, dirigeante de Leavers of Britain, donne le « la » de la manifestation. Elle s'égosille : « *Brexit, now !* » Ses camarades et elle scrutent l'arrivée de People's Vote de l'autre côté de l'avenue. Partisan d'un Brexit dur, Mark se révolte : « *Vous ne pouvez pas demander un nouveau référendum juste parce que vous avez perdu.* »

Londres.  
Face à Downing Street, des militants de People's Vote donnent de la voix pour faire entendre leurs revendications.

Les *leavers* sont unanimes : une nouvelle consultation constituerait une violation de la démocratie. De l'autre côté de l'avenue, chez People's Vote, on s'offusque : « *Comment peut-on dire que c'est anti-démocratique de demander son avis au peuple ?* »

Theresa May le martèle : la seule option est d'accepter son accord. Faute de quoi, elle brandit le spectre d'un « *no deal* ». C'est justement cet argument que les partisans du People's Vote veulent battre en brèche. Ils prônent un vote du peuple sur l'accord final : soit il est accepté, soit on abandonne le Brexit. Pour atteindre cet objectif, le calendrier se révèle essentiel.

Est-il possible d'organiser ce nouveau vote avant le 29 mars, c'est-à-dire avant la sortie du Royaume-Uni de l'UE ? Du propre aveu de Simon Thomson, « *la marge de manœuvre est très courte et le report de cette date, inéluctable* ». ✘

Alastair Campbell et Simon Thomson ont tous deux senti le vent tourner en leur défaveur. « *Avant, j'arrivais facilement à savoir qui était travailliste ou conservateur, "pro-Leave" ou "pro-Remain", mais peu avant la consultation, tout s'est brouillé. Les points de vue sont loin d'être figés, contrairement à ce que je pensais* », explique Alastair Campbell.

### Britanniques puis européens

En juin 2016, à la suite du résultat, s'ouvre une période de flottement

20 octobre dernier, se sentent appartenir à quelque chose de plus grand que le Royaume-Uni. En revanche, le mouvement dans sa globalité ne revendique pas l'identité européenne. « *Il n'est pas question d'identité mais d'un nouveau référendum* », précise Simon Thomson.

Il est plus logique de se rassembler autour de la question de l'impact du Brexit sur le Royaume-Uni que de prôner une identité européenne. Une singularité britannique, selon Madelaine Pitt, qui tente une explication : « *C'est dû à*

## « Les artistes devraient soutenir le Brexit »

En 2017, Michael Lightfoot a fondé le collectif Artists for Brexit. Depuis, il multiplie les événements et les œuvres pour lutter contre la « stigmatisation » envers les artistes pro-Leave.

**Latitudes** Comment s'est formé le collectif Artists for Brexit ?

**Michael Lightfoot** J'ai rencontré, quelques jours avant le référendum, Manick Govinda, un artiste professionnel assez connu dans le cercle de l'art londonien. En discutant lors d'un débat, nous nous sommes rendu compte que, dans le domaine de l'art, très peu de gens étaient pour le Brexit. On a donc organisé une conférence pour voir de quelle manière notre opinion pouvait être entendue. C'est là qu'est née l'association Artists for Brexit, avec l'idée initiale d'avoir un site internet, une forme de présence pour engager des discussions publiques. Il est important pour nous que le résultat du vote soit maintenu en cohérence avec nos institutions démocratiques. Avec l'espoir de faire respecter le choix du référendum, pour que chacun accepte ce vote populaire et y trouve un intérêt.

**Latitudes** Quel a été l'impact pour le monde de l'art ?

**ML** Certains artistes soutenant le *Leave* n'étaient pas prêts à l'exprimer publiquement. Notre principale inquiétude a été que les gens qui l'approuvent n'osent plus le dire car socialement c'est un problème.

Propos recueillis par  
**Clément Polyn**  
Twitter @ClementPolyn

Le Brexit est devenu quelque chose dont les gens ne sont pas heureux. Artists for Brexit a eu l'ambition d'associer ces voix, de créer une plateforme pour s'exprimer artistiquement sur la sortie de l'UE. On décompte une centaine d'artistes et professionnels de l'art qui ont participé de près ou de loin au projet, en abordant ce thème dans leurs œuvres.

Nous avons également organisé des expositions et des concerts en espérant un effet boule de neige. Mais les événements musicaux sont plus centrés sur la vente de billets pour les musiciens que la diffusion du message dans leurs chansons.

**Latitudes** En tant que dessinateur, comment traitez-vous le Brexit dans votre travail ?

**ML** Avec d'autres artistes, j'ai beaucoup

travaillé dernièrement sur un livret intitulé *Pourquoi les artistes devraient soutenir le Brexit*. C'est un recueil de questions autour du Brexit et de l'art dans lequel on répond concrètement : pourquoi les artistes semblent majoritairement pro-*Remain*, quelles sont les limites d'un artiste britannique dans l'Union européenne, etc.

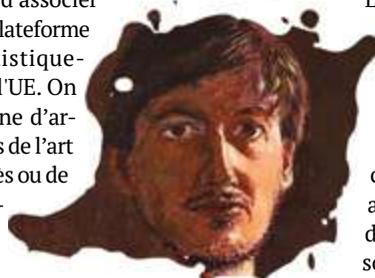
Le tout avec des illustrations et un message : il n'y a pas de politique culturelle autour du départ de l'Union. On doit donc travailler dans ce sens. On n'a pas à aimer le Brexit, mais on doit le soutenir pour qu'il soit le plus possible dans notre intérêt. Si les gens s'y intéressent davantage, ils se sentiront plus concernés et partisans.

**Latitudes** Au détriment de la culture européenne ?

**ML** Ce n'est pas la même chose. Même en étant en faveur du *Leave*, je peux avoir une véritable identité européenne, et non une identification à l'Union européenne. Au contraire, ceux qui s'identifient à l'Union européenne n'en comprennent pas toujours la politique envers les États membres. Ça me pose question sur leur attachement à l'Europe. Soutiennent-ils une chimère ou la réalité ? Je pense qu'il y a une stigmatisation des pro-Brexit. S'opposer à l'immigration, ce n'est pas une forme de racisme. Londres est une ville multiculturelle. Et l'Europe en fait et en fera toujours partie. ✕

**Art engagé.**

*The Friends*, un des tableaux de Michael Lightfoot, exprime l'incompréhension entre deux amis, tels l'Union européenne et le Royaume-Uni.



**Manchester.** Tous les soirs de la semaine, des bars proposent des scènes ouvertes. Ici, au Whiskey Jar, les artistes attendent parfois plusieurs mois pour avoir la chance de jouer.

## À Manchester, le monde musical a le blues

L'ancienne ville industrielle, majoritairement pro-*Remain*, attire de nombreux artistes et producteurs. Ils rejettent le Brexit et ne se reconnaissent pas dans les choix de leurs concitoyens.

Texte **Inès Lombarteix**  
**Quentin Trigodet**  
Twitter @Ines\_Lombarteix  
@Quentin\_TRI  
Photo **Quentin Trigodet**

**Q**UAND LA NUIT TOMBE sur Manchester, les bars aux murs en briques rouges allument leurs néons. Des jeunes, guitares sur le dos, rejoignent la scène. Plusieurs soirs par semaine, ils se produisent dans des établissements où managers et producteurs laissent traîner leurs oreilles à la recherche de la prochaine star.

L'un des *open mic* [scène ouverte, ndlr] les plus connus de Manchester est celui du Whiskey Jar, situé dans le quartier nord. Le lieu accueille depuis cinq ans des talents anglais, irlandais... et de temps en temps des Polonais ou des Allemands. Mais la diversité des artistes est menacée par le Brexit, et le milieu artistique est en majorité opposé à la sortie de l'Union européenne.

Producteur de musique originaire de Corse, Mathieu Garcia s'est installé à Manchester juste avant le référendum de 2016. Un moment dont il se rappelle

bien : « *Mes amis britanniques ont bu le soir-même du vote pour oublier, c'est significatif. Depuis, ils ne veulent pas en parler tellement ils ont honte.* » La consultation a fait de nombreux déçus à Manchester, une ville à la population jeune.

Chris Tavener, musicien satirique, se produit sur scène ce soir de novembre. Le public le connaît déjà, c'est un habitué. Il a quitté le Cheshire, au sud de Manchester, dès ses dix-sept ans, pour se faire connaître dans la ville qui a vu naître le groupe Oasis. Il a pu faire une tournée en Europe il y a quelques mois. « *Mes voyages m'ont beaucoup inspiré. J'ai rencontré des personnes très intéressantes. Elles ont influencé ma musique.* »

**« Un désastre culturel »**

Pour la scène culturelle de Manchester, le Brexit n'est pas qu'une question de carrière entravée ou de perte économique. C'est aussi la menace d'un repli sur soi. Kerstan Mackness, manager de groupe et membre du label Gondwana basé à Manchester, le souligne : « *Le Brexit est un désastre culturel. On en ressent déjà les implications ici. On voit moins de groupes africains et asiatiques venir car l'environnement leur est hostile.* »

Face à ces nouvelles barrières, les professionnels de la musique doivent trouver des solutions. « *La réflexion va se faire au niveau des organisations, lors de conventions ou de réunions d'artistes* », explique Jeff Thompson, tuteur auprès de jeunes groupes dans une école de musique. Pour lui, la réponse va de soi : « *Plutôt que de se résigner, il va falloir redoubler d'efforts pour créer des collaborations au niveau européen.* »

D'autres voient la sortie de l'Union européenne comme une perte d'identité. « *L'Europe était culturellement importante pour moi, je faisais partie de quelque chose de beaucoup plus riche que le Royaume-Uni* », regrette Kerstan Mackness. Depuis le Brexit, le manager, cheveux ébouriffés, visage fermé, envisage tout simplement de quitter le territoire du Royaume-Uni. « *Je pense que l'on devient un pays sombre et dangereusement fermé d'esprit. Je ne suis pas sûr de vouloir en faire partie* », déplore-t-il.

Tous les musiciens espèrent que Manchester pourra rebondir et garder sa fibre musicale. Kerstan Mackness en est persuadé. « *La jeune génération va se battre pour reprendre ce qu'on leur a enlevé.* » ✕

## Nothing compares to EU: how Britain's bitter divorce from the EU is leaving couples in turmoil

The confusion surrounding the Brexit deal and the status of EU nationals living and working in the UK has left many binational couples feeling insecure.

By **Jaya Sharma**  
Twitter [@jayasharma\\_](#)  
Illustrations **Alexandre Aflalo**



### Alex and Chiara : "Without the EU we would never have met."

Alex Colling, a British citizen, and Chiara Ginestra, an Italian citizen, currently live in the UK. Deeply concerned about the impact of Brexit on their lives, they recently cycled around 28 European cities to celebrate their freedom of movement.

"We have a fear, like many couples, that we are going to get split apart by Brexit," Chiara said. "We just want this to be stopped. Without the EU we would never have met."

During their politically-fuelled tour, Chiara and Alex felt that many people took their EU rights for granted. "We found that many people don't understand what the rights are and what the benefits of EU membership are", Chiara explained. "Some people think it's all fine because they're born with it and then are surprised that it's a problem for us."

Alex added: "We think Brexit is preposterous. It's absolutely ridiculous. We wanted to campaign about Brexit and spread the word about freedom of movement, because a lot of people don't know what it entails or what it really means." ✕

### Hilary and Mickael : "Our relationship was founded on free movement."

Hilary Freeman, an English citizen, met her French partner, Mickael Lorinquer, when she visited Nice. After a few years of a long-distance relationship, Mickael moved to England. Both are worried about the impact Brexit will have on their relationship.

Hilary said Mickael was thinking about what rights he would have after Brexit. "He can't make any future plans," she said. "At one point, we were talking about going to live in France for a few years, but we can't do that now because Mickael may not ever be allowed back."

The couple met because of their ability to travel freely. Hilary said: "Our relationship was founded on free movement. We just don't know what's going to happen. I thought meeting someone French was no different from meeting someone English. But all of a sudden, he's become a foreigner."

They are also concerned about the anti-foreigner sentiment that has spread in the UK since the referendum. "It's making Mickael feel like a second-class citizen. He's not an economic migrant - he's here because of me and because he wanted to be with me!" Hilary said.

"I'm so angry about Brexit and have been since the day of the referendum. I feel like this is not the country I grew up in anymore." ✕



### Majella and Sunil : "Rather than our marriage, I'm mainly concerned about industry."

Majella Sharma is an EU citizen from the Republic of Ireland. She married Sunil, a British citizen, in 1997. They are fairly upbeat about Brexit, and thinking of ways it might benefit both the UK and Ireland.

Majella felt that couples of split nationality have the chance to prosper from Brexit. "Rather than our marriage, I'm mainly concerned about industry," she said. "Some industries are already moving out of the UK and into Ireland now. So the Republic of Ireland might be able to benefit from this. Of course, there is confusion for other nationalities that are living here. They don't know if they are going to be allowed to stay or what they are going to need to do to stay."

Majella does not feel insecure about her status in the UK and still identifies as British: "I don't think our British identity is being lost. I've been here for nearly 25 years now. I feel part of the UK."

Sunil feels it is the confusion that is making people worried. He said: "If the politicians don't know, then what chance have we got? At the end of the day, it will all be fine. The world has survived world wars, bankruptcies. This is just a little blip. I know people may suffer in the short term, but it will be alright." ✕

## « Nous voyons les Anglais comme des gens de notre famille »

Entre le Royaume-Uni et la France, 1 065 jumelages ont été scellés. Quelles conséquences pour ces derniers à l'heure du Brexit ? Explications avec les responsables de deux villages associés depuis 1992 : Turners Hill, dans le Sussex, et Saint-Léger-en-Yvelines, en Île-de-France.

Propos recueillis par **Harold Grand**  
Twitter [@haroldGRAND](#)  
Illustration **Clémence Labasse**

**L**ATITUDES A rencontré **Bruce Forbes** et **Jean-Pierre Ghibaudo**, maires respectifs de Turners Hill et Saint-Léger-en-Yvelines, ainsi que **Thelma Mason** et **Marie-Claude Verardo**, présidentes britannique et française des associations de jumelage.

### Latitudes : Pourquoi avez-vous créé ce jumelage franco-britannique ?

**Thelma Mason** L'histoire entre Saint-Léger-en-Yvelines et Turners Hill est un peu particulière. Tout a commencé au début des années 1990 quand une habitante de notre village était en voyage en France avec son mari. Un soir de juin, alors qu'ils traversaient Saint-Léger-en-Yvelines au cœur de la forêt de Rambouillet, leur voiture est tombée en panne.

**Marie-Claude Verardo** Jane [propriétaire de la voiture, ndlr] a profité de cet arrêt imprévu pour se promener dans notre village.

**TM** Dès son retour à Turners Hill, Jane m'a parlé de cette petite localité française qui ressemblait comme deux gouttes d'eau à la nôtre, elle était tombée sous le charme.

**Jean-Pierre Ghibaudo** Vingt-cinq ans plus tard, l'association du jumelage est une belle réussite. Cela donne à notre commune une dimension européenne, nous en sommes fiers et c'est pour ça que nous l'affichons ✕✕✕



✘✘ sur les panneaux à l'entrée de Saint-Léger.

**Latitudes : Le jumelage a été créé en 1992. En 2018, beaucoup de choses ont changé et parmi elles, le Brexit. Comment envisagez-vous vos futures relations ?**

**Bruce Forbes** Je précise que Thelma et moi-même avons voté *Leave* en 2016. Mais il faut se remettre dans le contexte, c'était une campagne qui a joué sur les émotions. On se rend compte mainte-

demander des visas et avancer des frais pour payer les procédures, cela pourrait nous désavantager économiquement.

**MCV** Nous sommes une petite structure. Nous touchons 1 500 euros de subventions municipales par an pour un voyage qui coûte environ 4 000 à 5 000 euros. S'il faut payer en plus pour se rendre en Angleterre, cela nous demanderait un effort financier que nous ne pourrions pas assumer.

marché de Noël à Saint-Léger auquel nous convions des amis de Turners Hill. Fin 2015, nous n'avons pas pu les inviter. Ils l'ont pris comme une attaque personnelle, ils pensaient que c'était à cause du Brexit.

**TM** Cet épisode du marché de Noël a été un vrai malentendu. Nous ne savions pas comment était perçue la campagne sur le Brexit sur le sol français. Quand Marie-Claude nous a annoncé la fin de notre partenariat à ce moment-là, on

## « Après les tensions, nous avons avancé nos arguments pour la sortie » **Thelma Mason**

nant des conséquences. De mon côté, mon argument n'a pas changé, je veux préserver notre souveraineté. Et je ne pense pas que les habitants de Saint-Léger puissent m'en vouloir pour ça.

**TM** Évidemment, nous assumons nos choix mais, avec Bruce, nous avons une crainte : la sortie de l'union douanière compliquerait considérablement nos déplacements [chaque année, les habitants de Saint-Léger vont en Angleterre et vice-versa l'année suivante, ndlr]. S'il faut

**JPG** Je suis moins alarmiste. Quand le Brexit a été voté, j'ai pris un bout de papier sur lequel j'ai écrit : « Dans dix ans, la situation ne sera toujours pas réglée. » Je l'ai enfermé dans une boîte et j'ai pris ma femme à témoin : « Dans dix ans, je ressortirai mon bout de papier, et tu verras, on n'en saura pas plus », lui ai-je dit.

**Latitudes : Le Brexit n'a-t-il pas créé des tensions entre vous ?**

**MCV** Tous les ans, nous organisons un

s'est dit que notre désir de quitter l'Union européenne pouvait froisser nos amis français.

**BF** Vous savez, au Royaume-Uni, nous n'avons pas du tout la même culture que les Français. Vous êtes friands de politique, vous en parlez ouvertement pendant des dîners entre amis. Chez nous, c'est un sujet tabou. Je ne sais d'ailleurs même pas ce que ma femme a voté au référendum.

**TM** Nous sommes plus discrets. Après ces petites tensions, nous avons eu une discussion et nous avons avancé nos arguments pour la sortie de l'Europe, nos amis français nous ont écoutés, et nous avons pu partager nos points de vue. C'était finalement un mal pour un bien.

**Latitudes : Vous restez donc bons amis malgré tout ?**

**MCV** Bien sûr, cela fait maintenant vingt-cinq ans que nous nous connaissons, que nos enfants se connaissent. Nous ne voyons pas les Anglais comme des étrangers, ils sont comme des membres de notre famille.

**BF** Je vais vous dire une chose très simple : nous nous adapterons, tout simplement. Tenez par exemple, nous n'avons pas la même monnaie, nous nous adaptons. Nous n'avons pas la même langue, là aussi, on se débrouille. Même si nous sortons de l'Union européenne, nous continuerons de partager des moments de vie ensemble, comme des voisins. ✘

## Comment Lille aide Leeds face au Brexit ?

LEEDS ÉTAIT CANDIDATE pour devenir capitale européenne de la culture en 2023. Candidature annulée par la Commission européenne, à cause du Brexit. La ville anglaise n'abandonne pas pour autant le projet et Lille souhaite l'aider dans sa démarche. Leeds s'est malgré tout attribué un budget de 35 millions de livres pour organiser un événement culturel de grande ampleur. Dans la capitale des Flandres, on se dit « émus » de la décision de la Commission européenne. « Nous voulons aider Leeds comme nous l'avons fait avec Wrocław en 2017 ou comme nous le ferons avec Esch-sur-Azette en 2022 [deux autres capitales européennes de la culture jumelées avec Lille, ndlr] », explique Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire en charge des relations internationales. En 2023, elle souhaite organiser des échanges entre artistes locaux, entre entreprises en transférant des talents de son incubateur Euratechnologies par exemple. « Lille et Leeds resteront toujours liés », résume-t-elle. ✘



Flashez ce QR Code

pour lire notre article **Les villes du Royaume-Uni exclues du label Capitale européenne de la culture** par Margot Turgy et Juliette Baëza

# Clotted cream : le débat qui déchire l'Angleterre

Tout ne tourne pas autour du Brexit. Un autre débat passionne les Britanniques : doit-on mettre la confiture avant ou après la fameuse crème à base de lait caillé quand on mange des scones ?

Texte **Matilde Meslin**  
Twitter **@MatildeMeslin**  
Illustration **Clémence Labasse**

LE SUJET semble désuet mais pour les Britanniques, il a son importance : la *clotted cream*, cette crème onctueuse faite à base de lait de vache, doit-elle être mise avant ou après la confiture sur un scone ? Si cela peut paraître anecdotique, mieux vaut ne pas faire d'impair en fonction de l'endroit où l'on se trouve. Lors d'une visite dans le Devon en 2015, à l'occasion de la campagne législative, David Cameron, alors Premier ministre conservateur, s'est trompé sur la coutume locale.

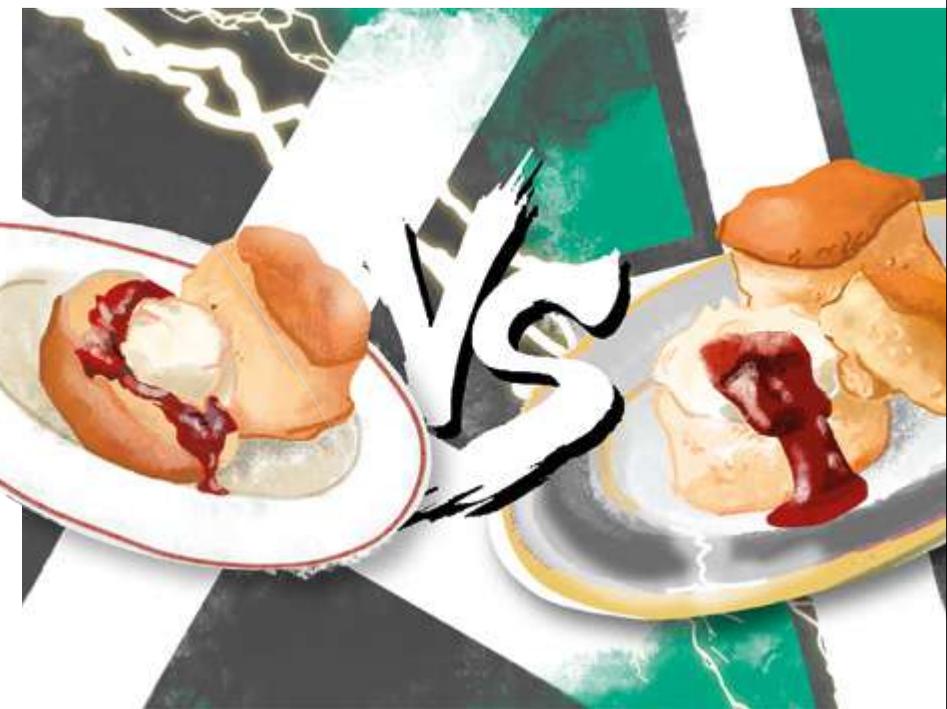
Un faux-pas qui n'a pas empêché son parti d'emporter la grande majorité des sièges de la région. Pourtant, l'incident n'est pas passé inaperçu. Le débat a fait rage dans les médias locaux : si Cameron ne sait pas cela, s'il ne connaît pas bien l'identité des électeurs des Cornouailles et du Devonshire, comment peut-il les représenter ?

Malgré cette erreur, la forte concentration d'éleveurs de vaches laitières dans les deux régions assure un ancrage solide pour la droite conservatrice. Lors du vote du Brexit en 2016, le *Leave* l'a emporté, même si deux circonscriptions du Devon ont voté en majorité pour le *Remain*.

### Devonshire vs. Cornouailles

D'accord pour quitter l'Union européenne (UE) et sa Politique agricole commune (PAC), les électeurs des Cornouailles et du Devonshire s'affrontent toujours sur le sempiternel débat de la *clotted cream*.

Les deux régions voisines de l'ouest de l'Angleterre sont séparées par la rivière Tamar. Si la *clotted cream* vient



Entre le Devon et les Cornouailles, dans l'ouest de l'Angleterre, la *clotted cream* bénéficie d'une AOP aujourd'hui menacée par le Brexit.

principalement du Devon, les Cornouailles en produisent également. Une appellation d'origine protégée (AOP) garantie par l'Union européenne existe d'ailleurs – elle devrait disparaître après la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Dans le Devonshire, on met la *clotted cream* en premier, et la confiture ensuite, comme dans la majorité du Royaume-Uni. Aux Cornouailles, c'est l'inverse. Les Corniques aiment plaisanter et dire que les habitants du Devon ont pris l'habitude de recouvrir la *clotted cream* de confiture pour cacher la piètre qualité de leur produit. La Reine aurait-elle été séduite par cette coutume ?

### Une recette du « scone parfait »

Sa Majesté consomme effectivement ses scones à la manière cornique, avec la crème au-dessus.

Pour Sharon Sellars, serveuse en chef du luxueux salon de thé Charlotte's Tea

House à Truro, la capitale des Cornouailles, « la manière de faire ici est la meilleure. D'abord, pour le service, c'est plus agréable à regarder avec la crème au-dessus de la confiture. Ensuite, c'est meilleur au goût : ça se marie mieux en bouche de cette façon ». Une idée qui n'est pas du goût de tout le monde : pour les employées du Secret Tea Room, à Londres, mieux vaut mettre la confiture au-dessus. « Comme on met du beurre en premier sur un toast ! »

Que faire alors ? La mathématicienne Dr. Eugenia Cheng, de l'université de Sheffield, s'est penchée sur ce que serait la recette du « scone parfait », en terme de goût et de texture à la fois. Selon elle, le ratio parfait est : 70 grammes de scone, 35 grammes de confiture et la même proportion de *clotted cream*. Et dans cet ordre ! Scientifiquement, la méthode cornique serait donc la meilleure. Comme quoi, quand on a un doute, mieux vaut faire comme la Reine. ✘



**Londres.** Début novembre 2018, Geoff Norcott a testé de nouvelles blagues pendant une soirée stand-up organisée par un bar du quartier de Soho. La plupart ont porté sur le Brexit.

profession. Comme ses collègues, il estime que les négociations sur la sortie de l'Union européenne sont mal menées. « *Le gouvernement a fait beaucoup d'erreurs, comme activer l'article 50 avant d'être dans une position sécurisée pour négocier. C'est comme s'ils étaient allés chez un concessionnaire automobile et qu'ils avaient commencé à discuter des prix sans même savoir quelle voiture ils voulaient acheter.* »

#### Donner une voix

Parler des débats autour du Brexit dans ses spectacles, lui permet d'y prendre part à sa manière. « *J'espère que mes sketches apportent quelque chose de différent.* » Il ajoute : « *Le Leave a gagné notamment parce qu'une partie de la population pense qu'on ne l'écoute pas.* » Et c'est à ces Britanniques que Geoff Norcott veut donner une voix. « *Imaginez que vous êtes issu de la classe ouvrière, dans le nord-est de l'Angleterre, et que vous avez voté pour le Brexit parce que, pour vous, c'était la bonne chose à faire.* »

Pourtant, l'humoriste de 41 ans ne vient pas de ce milieu ouvrier qu'il dit représenter. Il a en effet grandi à Londres, « *dans un milieu cosmopolite* », qu'il a aujourd'hui quitté.

« *Le Brexit, c'est aussi une question d'identité, ce que la gauche libérale n'a pas compris.* » Pour Geoff Norcott,

l'immigration est le sujet n°1 du Brexit : « *Qu'elle soit importante ne me dérange pas. Qu'elle soit illimitée, par contre, me pose un problème.* »

Dans son dernier spectacle *Traditionnalism*, dont il a terminé la tournée en décembre 2018, le

Brexit a une place de choix. « *Sur scène, je conclus sur ces mots : "Parlons maintenant d'un sujet qui va rassembler tout le monde." Alors que c'est évidemment le dernier sujet qui rassemble les gens.* » ✕

**« J'espère que mes sketches apportent quelque chose de différent. »**  
**Geoff Norcott**

## L'humour british à la sauce pro-Brexit

Geoff Norcott a commencé sa carrière d'humoriste il y a quinze ans. Au sein d'un milieu artistique, qu'il juge marqué à gauche politiquement, son engagement conservateur est devenu sa marque de fabrique.

Texte et photo **Margot Turgy**  
Twitter **@MargotTurgy**

**C'**EST DUR d'être drôle en politique ! Une fois l'interview et son plat de nouilles chinoises à la gelée terminé, Geoff Norcott s'excuse de ne pas avoir eu « *de réponse drôle* ». Pourtant, faire rire c'est son métier.

Depuis qu'il a rendu public ses opinions politiques, il y a cinq ans, la carrière du « *seul humoriste conservateur et pro-Brexit* » du Royaume-Uni a pris une autre tournure. « *L'histoire de la comédie britannique est assez marquée à gauche. Donc j'ai surpris beaucoup de gens. Il n'y avait pas ce genre de profil avant.* »

Cette spécificité a donné un nouvel élan à sa carrière, en particulier depuis la victoire du *Leave*. Et selon lui, les erreurs

des autres humoristes l'ont aidé. Car pour cet ancien professeur d'anglais, barbe naissante, cheveux poivre et sel soigneusement peignés, ses confrères se trompent de stratégie. « *Ils ont essayé*

*d'appliquer une façon traditionnelle de faire de l'humour : si vous accusez sans arrêt les pro-Brexit d'ignorance ou de malveillance, ils vont finir par s'irriter.* » En dehors de Londres — qu'il perçoit comme une « *bulle ignorante ce que le pays ressent* » —, « *plus personne n'accepte les vieilles règles humoristiques* », professe-t-il, en ponctuant son analyse d'un énième « *you know...* »

Mais Geoff Norcott a, malgré tout, un point commun avec le reste de sa

## Dracula, Nessie et Harry Potter s'inquiètent d'un avenir sans l'Union européenne

Et si le Brexit occupait aussi l'esprit des figures mythiques du Royaume-Uni ? Trois rencontres imaginaires pour mieux cerner les effets du 23 juin 2016.

Texte **Emmanuel Calafiore**  
Twitter **@Manu\_Calafiore**  
Illustrations **Gonzalo Lafuente**

**U**N SOIR BRUMEUX À LONDRES. À la fenêtre du 138, Piccadilly, un homme à la mine sombre patiente. La sortie de l'Union européenne pousse Vlad Tepes, le célèbre comte Dracula, pourtant rare en interview, à prendre la parole. « *Plus aucun notaire ne veut s'occuper de mes biens, même les annonces immobilières sur le net ne trouvent pas preneur* », tempête-t-il. Effet Brexit ! Pendant des années, le marché se portait à merveille. Les prix ont grimpé jusqu'à 20% par an. Mais depuis le référendum, l'immobilier a chuté de 9%. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, a annoncé qu'en cas de « *Brexit dur* », une possible crise s'accompagnerait d'une chute des prix de 35% : il avait vu juste. Un désastre pour le comte dont les derniers méfaits l'obligent à retourner

en Transylvanie. Et pour cela, il a besoin de liquidités, qu'il pensait obtenir en revendant ses biens immobiliers. « *Je suis dos au mur ! Cet été fut horrible : 40% des biens proposés à la vente ont été retirés.* » Pâle, livide, Dracula se ronge les sangs et l'interview tourne court.

#### Le Royaume-Uni, futur « Dirty Man of Europe » ?

Après une nuit cauchemardesque, en route pour le Loch Ness. « *Nessie... Sweetie !* » appelle Adrian Shane, chercheur farfelu, qui ponctue son appel d'un léger sifflement. Il a réussi à prouver l'existence du monstre. Nessie remonte à la surface mais son regard est triste. Avec le Brexit, son environnement est bouleversé. Lutter contre la pollution aura un coût : sans l'aide de l'Union européenne, le Royaume-Uni pourrait redevenir le « *Dirty Man of Europe* » — l'Homme sale de l'Europe — des années 1970. Dommage ! Le pays est pourtant celui qui a le plus réduit ses émissions de CO<sub>2</sub> dans toute l'UE. Ajoutons à cela

que selon l'accord prévu, Nessie risque de manquer de nourriture. Les Européens pourront toujours naviguer dans les eaux territoriales britanniques. En conséquence, les 12 000 pêcheurs du Royaume-Uni seront tentés de se servir en saumon, truite ou esturgeon dans les différents lochs du pays, les dépouillant des aliments naturels de Nessie, qui pourrait quitter les eaux écossaises pour les fjords de Norvège. Une véritable catastrophe économique et touristique. Chaque année, plus de 200 000 visiteurs font le voyage pour tenter

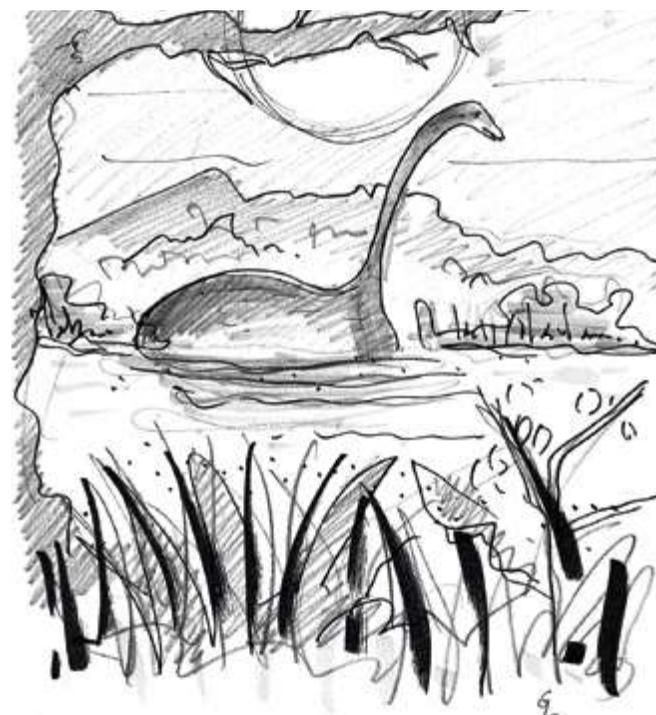


d'apercevoir le monstre. Et si c'était sa dernière apparition...

Non loin de Pré-au-Lard, village habité par des sorciers, se dresse l'immense école de Poudlard. Les escaliers magiques conduisent devant la porte du bureau du nouveau directeur. Harry Potter, le plus fameux des sorciers, accorde un entretien, mais se ravise : « *Remballez votre caméra, pas de reportage... Le Tournoi des Trois sorciers est annulé !* » C'est encore la faute du Brexit !

Les élèves des écoles de Beauxbâtons et de Durmstrang, qui participent au Tournoi, ne peuvent pas venir à Poudlard. Ils sont bloqués à la frontière. Depuis l'interdiction du Portoloin [objet ensorcelé permettant de se téléporter, ndlr], les sorciers utilisent les transports moldus, ceux des non-magiciens. La sortie de l'UE s'accompagne d'un blocage de plus de cinq heures à l'entrée de l'Eurotunnel. La douane doit prendre le temps de vérifier toutes les identités et les formulaires d'immigration, obligatoires pour entrer sur le sol britannique. « *En attendant une évolution de l'accord sur le Brexit, je ne vois pas d'autre solution que de suspendre le Tournoi* », conclut, amer, le grand sorcier.

Personne n'est épargné. Le départ de l'UE bouleverse tout au Royaume-Uni, les mythes y compris. ✕





# Glossaire

Pour y voir un peu plus clair...

**A**

comme

**Article 50** L'article 50 du traité sur l'Union européenne permet à un pays membre de l'Union de la quitter. Il a été introduit dans les textes européens en 2009 via le traité de Lisbonne. Le Royaume-Uni a activé cet article le 29 mars 2017. Lord Kerr de Kinlochard, diplomate britannique, est à l'origine de l'article.

**Accord de transition** L'article 50 porte seulement sur le divorce d'un pays avec l'Union européenne. Mais les négociations entre cet État et Bruxelles peuvent prendre du temps. Dans le cas du Brexit, les futures relations commerciales ou judiciaires de Londres avec l'UE devront faire l'objet de pourparlers qui pourraient prendre plusieurs années. C'est pourquoi un accord de transition devra ensuite être conclu.

**Accord du Vendredi saint** L'accord du Vendredi saint a été signé en 1998. Il s'agit d'un accord de paix pour l'Irlande du Nord, mettant ainsi fin au conflit qui opposait les nationalistes nord-irlandais au pouvoir central du Royaume-Uni. Grâce à cet accord, la frontière militarisée entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande a totalement disparu. Si le Brexit a lieu, cette frontière pourrait réapparaître, puisque l'Irlande du Nord est rattachée au Royaume-Uni et ne ferait donc plus partie de l'UE.

**B**

comme

**Backstop** Le *backstop*, ou filet de sécurité, est une mesure proposée par l'Union européenne. Cette clause temporaire de sauvegarde doit permettre de préserver la frontière ouverte entre les deux Irlande pour les biens et les personnes. Cette proposition faite par l'UE est contestée par le gouvernement britannique. Elle reviendrait

à unifier l'île (les deux Irlande) en la joignant à l'Union européenne. De plus, Theresa May a besoin des voix des députés du DUP (parti unioniste nord-irlandais) pour conserver sa majorité à la chambre des Communes. Ce *backstop* serait mis en place jusqu'au 31 décembre 2020.

**D**

comme

**DUP** Le DUP est le Parti unioniste démocrate de l'Irlande du Nord d'orientation conservatrice. Il est fortement eurosceptique mais prend position contre le rétablissement d'une frontière entre les deux Irlande. C'est l'allié indispensable de Theresa May au Parlement britannique. Sans les voix du DUP, la Première ministre n'a pas de majorité.

**E**

comme

**Écosse** L'Écosse est une nation du Royaume-Uni qui a voté contre la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Le SNP (Parti national écossais, indépendantiste) est allié avec les libéraux et démocrates, les travaillistes et les Verts contre le Parti conservateur. La Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, dirige aussi le SNP, ce qui ne facilite pas la vie de Theresa May dans ses négociations avec Bruxelles.

**G**

comme

**Gibraltar** Le rocher de Gibraltar se trouve au sud de l'Espagne. C'est un territoire britannique depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Gibraltar est entré dans l'UE en 1973, en même temps que le Royaume-Uni. En tant que territoire britannique d'outre-mer, il est soumis aux mêmes règles que sa



Flashez ce QR Code pour lire notre article  
Le glossaire pour tout comprendre au Brexit par Stéphane Geneste

métropole pour le Brexit. Le Rocher quittera donc l'Union en même temps que Londres.

**H**

comme

**Hard & Soft Brexit** Le *hard Brexit* signifie la sortie pure et simple du Royaume-Uni du marché unique. Cela signifierait que le pays pourrait contrôler toutes ses entrées et sorties (aussi bien humaines que matérielles), avec le retour de barrières douanières et tarifaires. À l'inverse, un *soft Brexit* permettrait au Royaume-Uni de rester dans une union douanière et/ou dans le marché unique.

**I**

comme

**Immigration** Plus d'un million de Britanniques vivent dans les pays de l'Union européenne. Il faut donc garantir leurs droits et le Brexit pourrait avoir une influence sur ces derniers. Le sort des plus de trois millions de citoyens européens déjà au Royaume-Uni servira de monnaie d'échange. L'immigration a été un argument fort dans la campagne durant le référendum du Brexit. Selon un projet de loi de Theresa May, les personnes souhaitant s'installer outre-Manche devront attester d'un certain niveau de revenu, pour garantir qu'elles n'occupent pas des emplois « *qui pourraient être pourvus* » par la population britannique.

**L**

comme

**Leave Means Leave** C'est un mouvement transpartisan pro-Brexit et eurosceptique. L'ex-patron du Ukip, Nigel Farage, est une de ses figures de proue. Ses adhérents et activistes militent pour que le Royaume-Uni quitte l'UE à la suite du résultat du référendum organisé le 23 juin 2016. Selon eux, l'absence d'accord serait préférable à un mauvais accord. ✘



Photo Anne Bouchez

— OURS —

**Directeur de la publication**  
Pierre Savary

**Encadrants éditoriaux**  
Étienne Comblier, Charlotte Menegaux, Marion L'Hour, Corinne Vanmerriès

**Encadrants édition**  
Alexandre Nawawi, Émeric Théron

**Rédacteurs en chef éditoriaux**  
Stéphane Geneste, Valentine

Graveleau, Clément Polyn

**Rédacteurs en chef techniques**  
Alexandre Afilalo, Agathe Cherké, Béatrice Chot-Plassot, Damien Cottin, Clémence Labasse

**Infographies et illustrations**  
Alexandre Afilalo, Clémence Labasse

**Rédaction**  
Les étudiants de la 93<sup>e</sup> promotion de l'ESJ-Lille

**La 93<sup>e</sup> promotion de l'ESJ-Lille**

**Au premier rang (de gauche à droite)**  
Martina Mammì, Clémence Labasse, Emmanuel Calafiore, Margot Tury, Béatrice Chot-Plassot, Emma Vincent, Damien Cottin

**Au deuxième rang**  
Clément Polyn, Adeline Arianna Poletti, Noémie Marot-

**Au cinquième rang**  
Thomas Perroteau, Quentin Trigodet, Vincent Bado, Benjamin Boukriche, Alexandre Afilalo, Harold Grand, Valentine Graveleau, Théo Conscience

**Au quatrième rang**  
Érik Chouinard, Agathe Cherké, Oudom Heng, François Cesari, Océane Herrero, Daphné Turpin

**Absents de la photo**  
Juliette Baëza, Vincent Bresson, Yan Chen, Stefano Lorusso, Pierre-François Plessis, Guillaume Poisson, Delphine Sibon, Saada Soubane, Sofiane Zaïzoune

## Multimédia

Avec votre smartphone et une application de lecture de QR Codes, retrouvez nos contenus enrichis en ligne ou sur [www.quitteoudouble.eu](http://www.quitteoudouble.eu)



### REPORTAGE

#### Dans les Cornouailles, la fin des fonds européens rend nerveux

Avec un milliard de livres reçus depuis 1999, les Cornouailles sont le comté britannique percevant le plus d'argent européen. Elles s'inquiètent de voir ces fonds disparaître.

*Les Cornouailles : loin de l'Europe, près de la Bretagne..... pp65-67*



### LONG FORMAT

#### Campagnes oubliées, les agriculteurs gallois face au Brexit

Le pays de Galles a voté pour le Brexit, d'une courte majorité. Un résultat dont les agriculteurs craignent d'être les premières victimes.

*L'avenir incertain des fermes galloises..... pp68-69*



### DÉCRYPTAGE

#### Temps de chien pour les animaux britanniques

Les animaux ne seront pas épargnés par le Brexit. En quittant l'Union européenne, le Royaume-Uni tourne le dos à un allié précieux pour ses vétérinaires et ses animaux de compagnie.

*Renvoyer le Brexit à la niche ..... p73*



### REPORTAGE

#### Birmingham : un train à grande vitesse contre le Brexit

Depuis la fin des années 1980, la deuxième ville d'Angleterre a connu de multiples transformations. Elle accueillera bientôt le prochain TGV britannique, le HS2, et compte bien en profiter.

*À Birmingham, la perpétuelle transformation ..... pp78-79*



### VIDÉO

#### Journaliste à l'heure du Brexit

Les journalistes britanniques vivent depuis deux ans au rythme du Brexit. Traiter un fait d'actualité qui ne repose que sur des projections n'est pas chose aisée. Trois questions à Samira Ahmed, journaliste à la BBC.

*« Pour les tabloïds, relayer des arguments populistes anti-UE est très rentable »..... p87*



### REPORTAGE

#### Villes exclues du label Capitale européenne de la culture

La ville de Milton Keynes a candidaté au label Capitale européenne de la culture. Brexit oblige, elle a été exclue de la compétition.

*« Nous voyons les Anglais comme des gens de notre famille » ..pp103-104*

## Remerciements



**Encadrement et conseils** Nassira Allouss, Étienne Combier, Jérôme Delavenne, Maxime Duthoit, Jan Goodey, Alice Gray, Marion L'Hour, Adam Massrou, Charlotte Menegaux, Alexandra Nawawi (*Polka magazine*), Fiona O'Brien, Pierre Savary, Émeric Thérond, Corinne Vanmerris, Léa Vibert **Pour leur participation** L'université de Kingston (Londres) et ses étudiants en journalisme, Johanna Cincinatis, Valentine Cuny-Le Callet, Gonzalo Lafuente **Pour leur soutien infaillible** Bruno Mannaert, la 94<sup>e</sup> promotion de l'ESJ Lille, Theresa May, le bernoute et Didier Deschamps, merci beaucoup.



## LES TUTOS DE L'INFO



### Les Tutos de l'info débarquent !

Les Tutos de l'info, c'est une vingtaine de vidéos pour aider les citoyens de demain à diffuser de l'info dès aujourd'hui.

Grâce à ces vidéos, les jeunes apprennent à trouver un sujet, à vérifier leurs infos ou trouver une image « libre de droit » sur le net. Ce sont aussi des bases techniques pour bien cadrer les photos, écrire un bon article ou encore monter une vidéo.

Les tutos de l'info peuvent aussi servir de contenus pédagogiques à un prof, une asso ou encore des éducateurs qui voudraient lancer un projet média avec des jeunes.

Retrouvez les vidéos sur  **ou sur [www.lestutosdelinfo.com](http://www.lestutosdelinfo.com)**

UN PROJET



ÉCOLE  
SUPÉRIEURE  
DE JOURNALISME  
DE LILLE

## L'ESJ Lille et l'éducation aux médias

L'ESJ Lille mène depuis plusieurs années une politique d'éducation aux médias. Des jeunes de 11 à 20 ans peuvent y suivre des ateliers pendant une semaine pour en savoir plus sur le métier de journaliste. L'école accueille également des classes pendant une journée, et encadre divers projets.

WIGAN  
GLASGOW  
GIBRA **L** TAR  
(LONDON) DERRY  
BELF **A** ST  
FORDWICH  
BRIS **T** OL  
ELVEDEN  
BIRM **I** NGHAM  
PARIS  
MAIDS **T** ONE  
RAMSGATE  
TR **U** RO  
SHETLAND  
ORCA **D** ES  
COURLÉON  
**E** BBW VALE  
MANCHESTER  
LONDRE **S**  
LOCKERBIE  
SAINT-LÉGER-EN-YVELINES